

2022

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE



Rapport de Vincent BARRAUD
Président de la Communauté
d'Agglomération Royan Atlantique

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| SOMMAIRE | 3 |
| LA SITUATION ECONOMIQUE ET LES CONTRAINTES FIXEES PAR LA LOI | 7 |
| 1. Perspectives économiques 2022 | 9 |
| 1.1. Situation mondiale | 9 |
| 1.1.1 L'économie mondiale rebondit malgré des répliques épidémiques | 9 |
| 1.1.2. Zone euro : une reprise plus tardive mais solide | 10 |
| 1.2. Perspective en France | 11 |
| 1.2.1. Vers un retour à la normale de l'activité économique | 11 |
| 1.2.2. Onde de choc amortie sur le marché du travail | 12 |
| 1.2.3. Une inflation transitoire qui se prolonge | 13 |
| 1.2.4. Des entreprises qui se portent bien | 15 |
| 2. Le scénario économique français | 16 |
| 3. Projet de Loi de Finances pour 2022 - Principales mesures concernant le bloc communal | 19 |
| 3.1. Projet de Loi de Finances 2022 : les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales | 19 |
| 3.1.1. Stabilité des concours financiers de l'Etat | 21 |
| 3.1.2. Les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en faveur des collectivités territoriales – niveau de DGF stabilisé en 2022 | 22 |
| 3.1.3. Variables d'ajustements : une baisse très réduite en 2022 | 24 |
| 3.1.4. Des dotations de soutien à l'investissement local en hausse pour 2022 | 24 |
| 3.2. Autres articles du projet de Loi de Finance 2022 | 25 |
| 3.2.1. Hausse de la péréquation verticale | 25 |
| 3.2.2. Réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations et fonds de péréquation | 25 |
| 3.2.3. Suppression de dépenses fiscales inefficaces | 26 |
| 3.2.4. Suppression de taxes à faible rendement | 26 |
| 3.2.5. Habilitation à modifier par ordonnance le régime de responsabilité des gestionnaires publics | 27 |
| 4. Les perspectives nationales des finances communales et intercommunales pour 2022 | 29 |
| 4.1. Un exercice 2021 sous le signe de la relance et des refontes fiscales | 29 |
| 4.1.1 Des finances locales résilientes face à la crise sanitaire | 29 |
| 4.1.2. Des ressources fiscales remaniées en 2021 | 30 |
| 4.2. 2022 : un contexte d'incertitudes sur la sécurisation des marges de manœuvre financières | 31 |

| | |
|---|-----------|
| 1. Contexte local | 37 |
| 1.1. Point sur l'évolution des principales ressources fiscales | 37 |
| 1.1.1. Evolution du produit de l'impôt économique | 37 |
| 1.1.2. Evolution du produit des recettes fiscales prélevées sur les ménages | 38 |
| 1.1.3. Evolution globale du produit des recettes fiscales | 40 |
| 1.1.4. Point sur la taxe GEMAPI – Exercice 2021 | 41 |
| 1.2. Point sur l'impact de la crise sanitaire sur les dépenses de la CARA | 43 |
| 1.3. Conséquences budgétaires du transfert de la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines | 44 |
| 1.4. Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité pour 2022 | 44 |
| 1.5. La fraction de TVA pour les EPCI | 45 |
| 1.6. Revalorisation du produit attendu de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères | 46 |
| 1.7. Baisse de la redevance assainissement | 47 |
| 2. Optimisation de la gestion financière de la CARA | 48 |
| 2.1. Rigueur et maîtrise de la préparation budgétaire | 48 |
| 2.1.1. Consolidation budgétaire – Evolution de la section de fonctionnement | 48 |
| 2.1.2. Les budgets des services opérationnels | 49 |
| 2.2. Gestion des ressources humaines | 55 |
| 2.2.1. Effectifs de la CARA | 57 |
| 2.2.2. Eléments de rémunération du personnel | 60 |
| 2.2.3. L'action sociale | 61 |
| 2.2.4. Temps de travail | 61 |
| 2.3. Politique en matière d'équipement | 62 |
| 2.4. Maîtrise de l'endettement | 63 |
| 3. Les principales ressources budgétaires | 67 |
| 3.1. Ressources du budget principal | 67 |
| 3.1.1. Ressources fiscales | 67 |
| 3.1.2. Dotation Globale de Fonctionnement | 70 |
| 3.1.3. Récapitulatif global des ressources de fonctionnement du budget principal | 73 |
| 3.2. Ressources des budgets annexes | 74 |
| 4. Les grands équilibres budgétaires | 77 |

| | |
|---|------------|
| LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA | 79 |
| 1. Péréquation | 82 |
| Attributions de Compensation | 82 |
| Fonds de Concours | 84 |
| 2. Charges de structure et actions générales | 87 |
| Les affaires générales, juridiques, immobilières et commande publique | 89 |
| La communication institutionnelle | 90 |
| Les systèmes d'information et de télécommunication | 91 |
| L'entretien du patrimoine et des équipements, logistique | 92 |
| 3. Sécurité et salubrité publique | 94 |
| 4. Gestion accueil des gens du voyage | 97 |
| 5. Aménagement durable | 99 |
| Habitat Logement | 100 |
| Territoire Durable | 101 |
| Panneaux Photovoltaïques sur Patrimoine Bâti | 102 |
| 6. Déplacements urbains et transports collectifs | 103 |
| 7. Politique de la ville et de la solidarité | 105 |
| 8. Développement économique | 108 |
| Développement Agricole Ostréicole et Ruralité | 109 |
| Développement Economique | 109 |
| Zones d'Activités Economiques | 110 |
| Bâtiments Economiques | 111 |
| 9. Développement Local et Animation Territoriale | 112 |
| Actions Culturelles | 113 |
| Nautisme | 113 |
| Activités de Pleine Nature | 114 |
| Animations Territoriales | 114 |
| Tourisme | 115 |
| Equipements Sportifs et de Loisirs | 115 |
| Ports et Milieu Maritime | 116 |

| | |
|--|------------|
| 10. Cycle de l'eau et environnement | 117 |
| Environnement Terrestre et Maritime | 117 |
| Gestion des Milieux Aquatiques Prévention Inondations – GEMAPI | 118 |
| Gestion des Eaux Pluviales Urbaines - GEPU | 118 |
| Assainissement | 119 |
| 11. Ecologie Urbaine - Gestion des Déchets | 123 |
| LEXIQUE | 127 |

LA SITUATION ECONOMIQUE ET LES CONTRAINTES FIXEES PAR LA LOI

1. Perspectives économiques 2022

1.1. Situation mondiale

1.1.1 L'économie mondiale rebondit malgré des répliques épidémiques

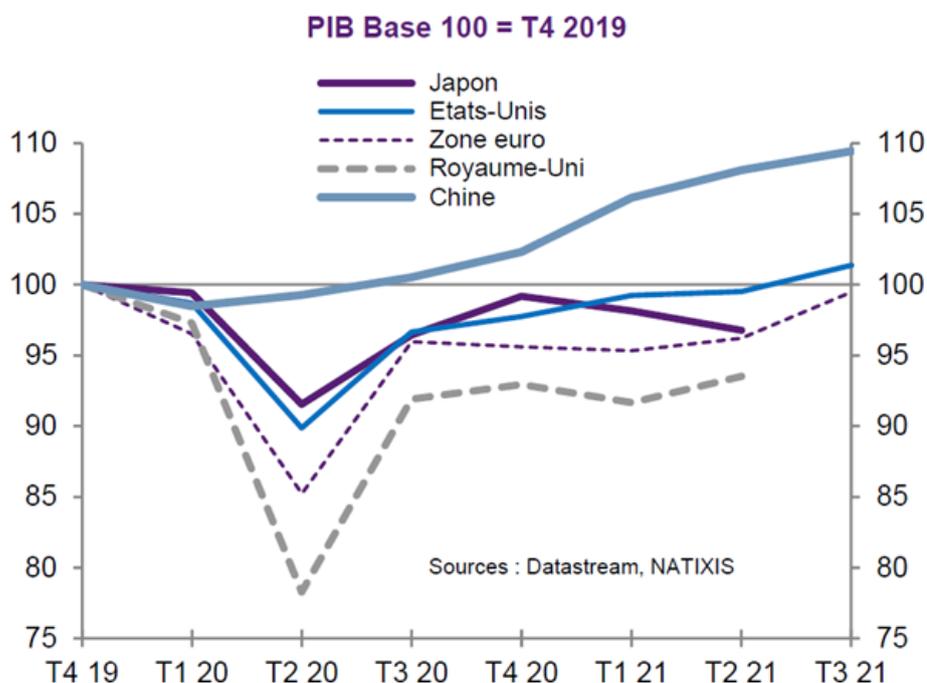
Après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID 19 au premier trimestre 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021.

L'arrivée des vaccins en début d'année et l'expérience acquise au fil des différents confinements ont permis de limiter les effets les plus néfastes pour l'activité économique.

Les plans de soutien budgétaire massifs ont également largement contribué à atténuer les pertes de croissance.

Néanmoins, la reprise a été différenciée selon les régions du monde.

Les Etats-Unis, qui ont débuté très rapidement leur campagne de vaccination en 2021 et qui avaient par ailleurs pris des mesures moins restrictives que l'Europe (au prix d'une mortalité plus élevée), ont redémarré plus vite que le reste du monde.

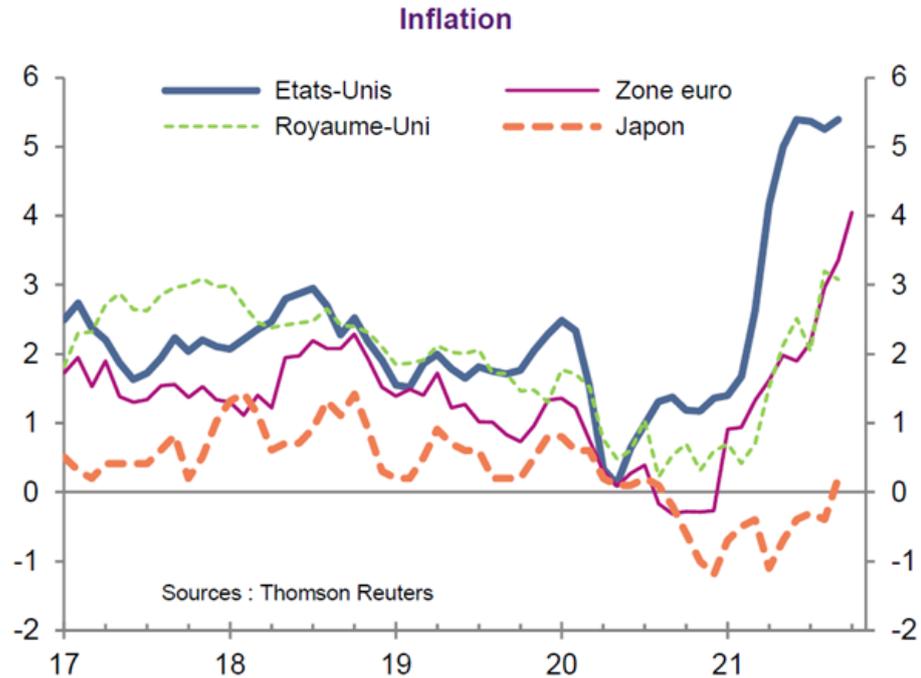


L'Europe avec également des plans de soutiens budgétaires plus hétérogènes (en fonction des capacités respectives des pays) et avec des règles sanitaires plus strictes a peiné davantage à repartir. Enfin, la Chine a largement dépassé son niveau pré-pandémie même si son taux de croissance serait un peu plus faible que par le passé.

Par la suite, aux successives vagues de contamination qui ont touché les différents continents, se sont ajoutés d'autres obstacles qui sont venus ralentir la vigueur de la reprise. D'une part la remontée de prix de l'énergie provoquant une accélération de l'inflation au second semestre. D'autre part des pénuries de biens intermédiaires, dont les semi-conducteurs, limitant certaines productions industrielles. Enfin une désorganisation des

chaines logistiques en conséquence des confinements, avec aussi des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (transport, restauration, etc.).

Le niveau de PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint dans la plupart des grandes économies entre la fin de cette année et au premier semestre 2022.



Après -2,8 % en 2020, la croissance mondiale rebondirait à 5,7 % en 2021 puis, ralentirait à 4 % en 2022.

1.1.2. Zone euro : une reprise plus tardive mais solide

Les confinements ayant été plus longs et plus stricts en zone euro et selon les pays, la croissance a redémarré plus tardivement (au deuxième trimestre) qu'aux Etats-Unis. Les indicateurs disponibles suggèrent que la croissance s'est poursuivie, bien qu'à des rythmes différenciés selon les pays. Elle a conservé un rythme soutenu au troisième trimestre à 2,2 % contre 2,1 % au deuxième trimestre.

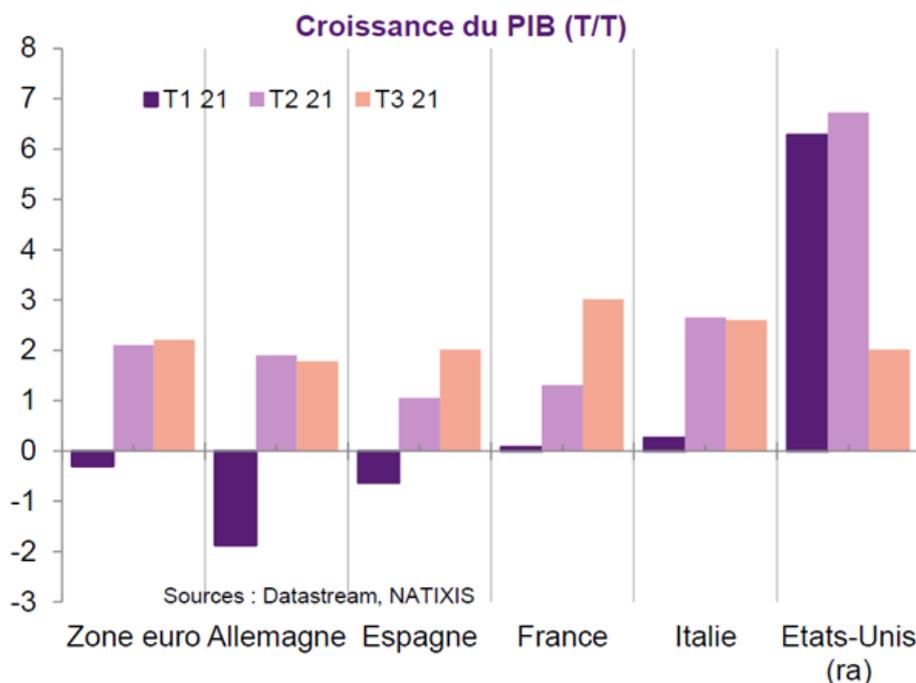
Cet été, le tourisme a bénéficié des allègements des contraintes de déplacements en ligne avec la hausse de la couverture vaccinale.

Les activités de services ont ainsi rattrapé une partie des pertes subies au premier semestre. L'industrie européenne a engrangé des commandes importantes, seulement contraintes par les pénuries de certains composants et les difficultés d'approvisionnement. Les goulets d'étranglement et une hausse importante des prix de l'énergie ont constitué les principaux facteurs d'accélération de l'inflation. Celle-ci s'est révélée plus forte qu'attendu (4,1 % en zone euro en octobre contre 0,9 % en janvier).

Du côté des politiques monétaires, les banques centrales des pays du G7 ont maintenu des conditions monétaires et financières accommodantes tout au long des trois premiers trimestres.

Fin octobre, les conditions financières se sont légèrement resserrées en zone euro mais demeuraient historiquement très favorables.

En 2021, la croissance de la zone euro devrait atteindre 5,1 % (après - 6,5 % en 2020) puis, elle ralentirait progressivement en 2022 à environ 4,1 %.



1.2. Perspective en France

1.2.1. Vers un retour à la normale de l'activité économique

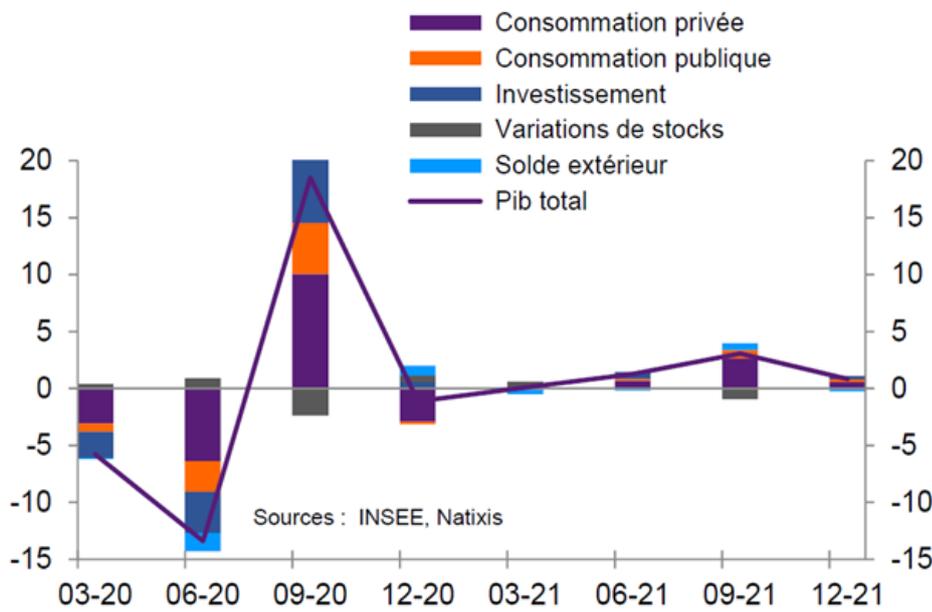
Malgré la quatrième vague épidémique, principalement portée par le variant Delta, l'impact économique de la crise sanitaire aura été nettement moins fort. Grâce à la progression de la vaccination contre le COVID 19, la plupart des restrictions sanitaires ont été levées entre mai et juin 2021, favorisant la reprise de l'activité en France. En stagnation au premier trimestre de l'année 2021, la croissance du PIB a été de 1,3 % au second trimestre et de 3 % au troisième trimestre, le PIB s'est ainsi situé à 0,1 % sous son niveau d'avant crise sanitaire (quatrième trimestre 2019).

Cette dynamique s'explique par un rebond de quasiment toutes les composantes de la demande intérieure. Portée par la reprise de la demande dans le secteur des services, notamment en hébergement-restauration (+58,9 % au troisième trimestre 2021 après + 44,9 % au trimestre précédent), la consommation des ménages a progressé de 5 % au troisième trimestre 2021, contribuant ainsi à hauteur de 2,5 points à la croissance du PIB ce trimestre. De même, la consommation publique (+3 %) et le commerce extérieur ont également stimulé la croissance au troisième trimestre.

L'investissement a en revanche très légèrement baissé (-0,1 % au troisième trimestre 2021).

Dans ce contexte favorable, une croissance proche de 1 % au quatrième trimestre 2021 et un retour de l'économie française à son niveau pré-pandémique d'ici la fin de l'année 2021 peuvent être prévisibles.

Variation trimestrielle du PIB et contributions



Néanmoins, certains points de vigilance sont à prendre en compte. D'une part, le rythme de vaccination varie fortement d'une région du monde à une autre, ce qui pourrait favoriser l'émergence de nouveaux variants qui impacteraient les chaînes de valeurs mondiales

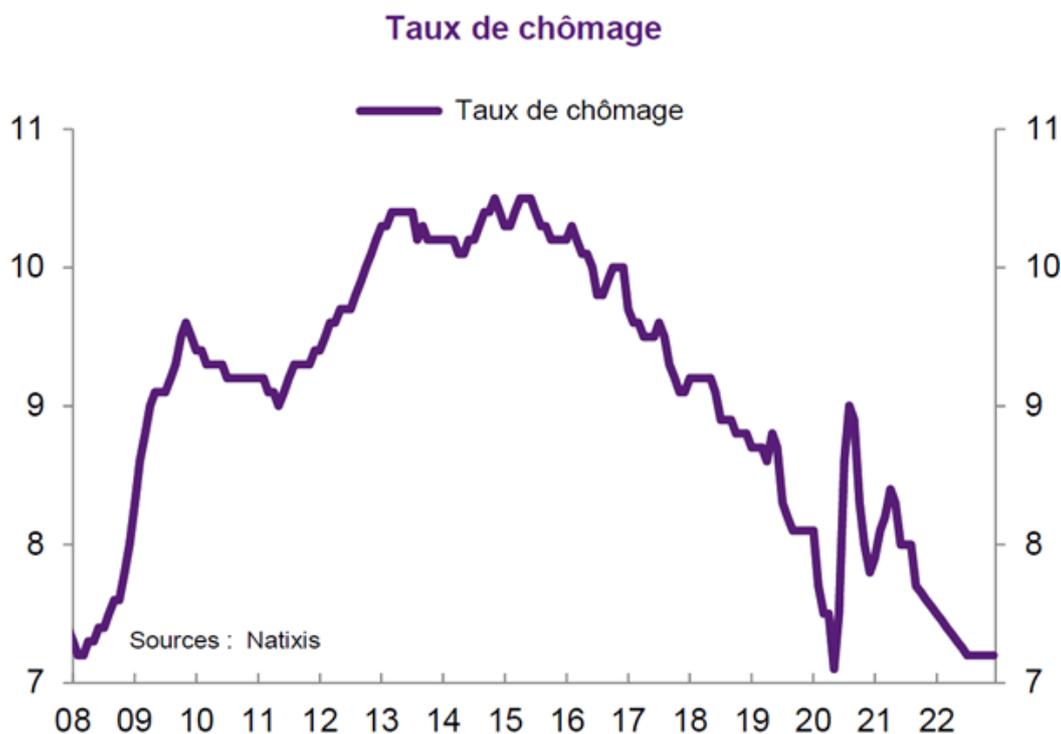
en cas de nouveaux confinements régionaux. D'autre part, de nombreuses entreprises françaises font face à des difficultés d'approvisionnement, ce qui constitue un obstacle à la production et affecte certaines branches de l'industrie, notamment le secteur automobile.

1.2.2. Onde de choc amortie sur le marché du travail

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie semble avoir été absorbé. Au premier semestre 2021, 438 000 emplois ont été créés, permettant à l'emploi salarié de dépasser son niveau pré pandémie dès juin 2021. Finalement, 222 000 emplois salariés auraient été créés entre fin 2019 et mi 2021 contre 270 000 par an en moyenne entre 2015 et 2019.

D'ici la fin de l'année 2021, la population active retrouverait une trajectoire tendancielle et le taux de chômage baisserait à 7,6 % se positionnant en dessous des niveaux pré-pandémiques

Cette amélioration s'accompagne néanmoins du retour des difficultés en termes de recrutement. En effet, d'après un sondage de l'INSEE, plus de 40 % des entreprises dans l'industrie française estimaient éprouver des difficultés en termes de recrutement en août 2021. Cette tendance est encore plus notable dans le secteur du bâtiment, dans lequel 72 % des entreprises estimaient éprouver des difficultés en termes de recrutement en juillet 2021.



Même si ces difficultés sont synonymes d'un retour de l'emploi en France, cette situation paraît tout de même paradoxale étant donné que le taux de chômage reste relativement élevé. L'explication de ce phénomène se trouve dans la particularité de la crise de la COVID 19 :

- L'interruption soudaine des activités économiques ;
- La rétention de la main d'œuvre par des dispositifs de chômage partiel ;
- Les difficultés de remobilisation de la main d'œuvre.

1.2.3. Une inflation transitoire qui se prolonge

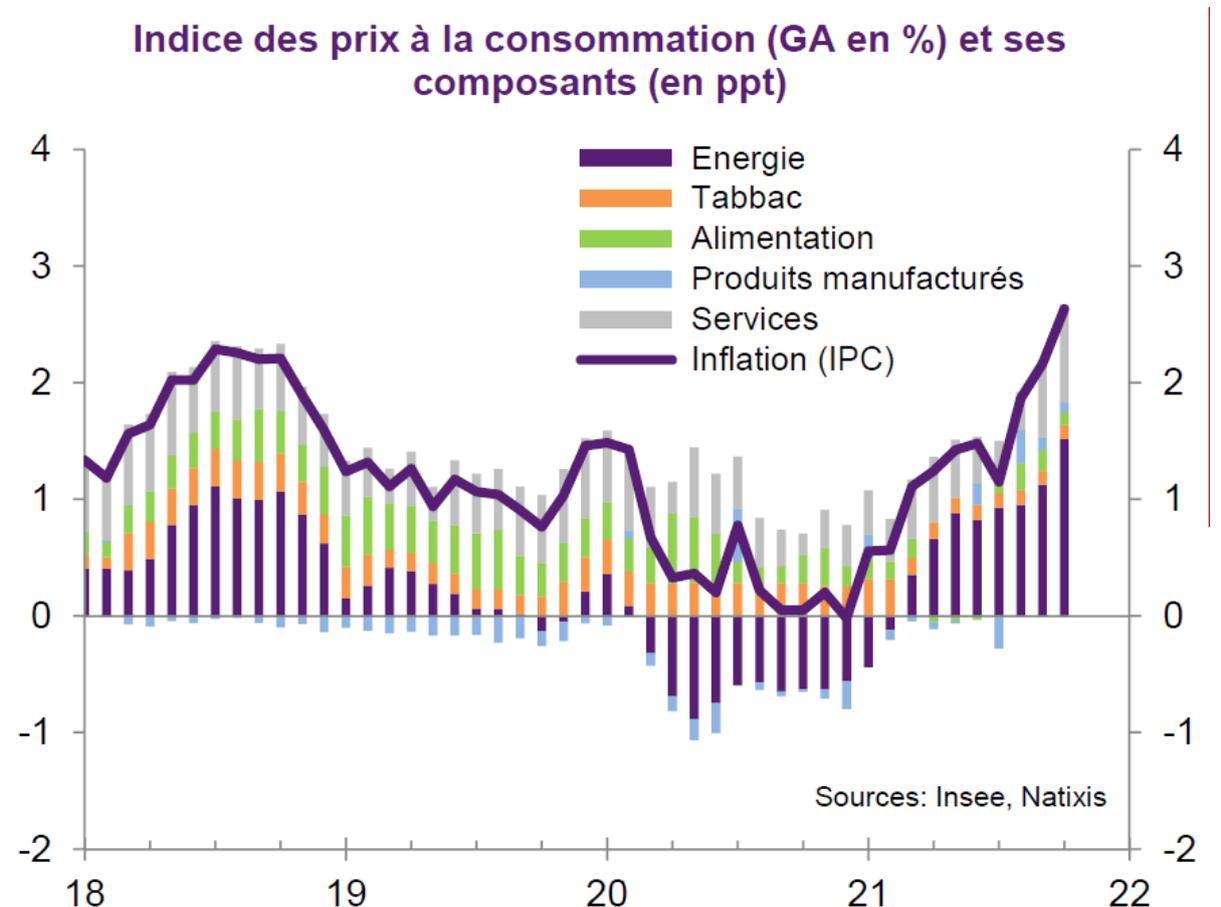
Après un épisode de baisse l'année dernière, de 1,5 % en janvier 2020 à un plus bas de 0 % en décembre, l'inflation IPC (Indice des Prix à la Consommation) a progressivement regagné du terrain pour atteindre 2,6 % en octobre 2021. C'est la composante énergie qui explique plus de la moitié de l'inflation observée en octobre (1,5 point). En cause, le cours du Brent¹ est passé de 19 \$ en avril 2020 à 84 \$ en octobre 2021. Dans la période récente, la hausse des prix du gaz et des carburants pour les véhicules personnels a aussi joué un rôle significatif dans l'accélération de l'inflation. On a par ailleurs observé un rattrapage de prix dans les services, notamment ceux qui ont été le plus durement touchés par les restrictions sanitaires. Enfin, pour certains biens manufacturés, la demande a rebondi à l'issue des confinements alors que l'offre a été pénalisée par des pénuries de biens intermédiaires, des difficultés

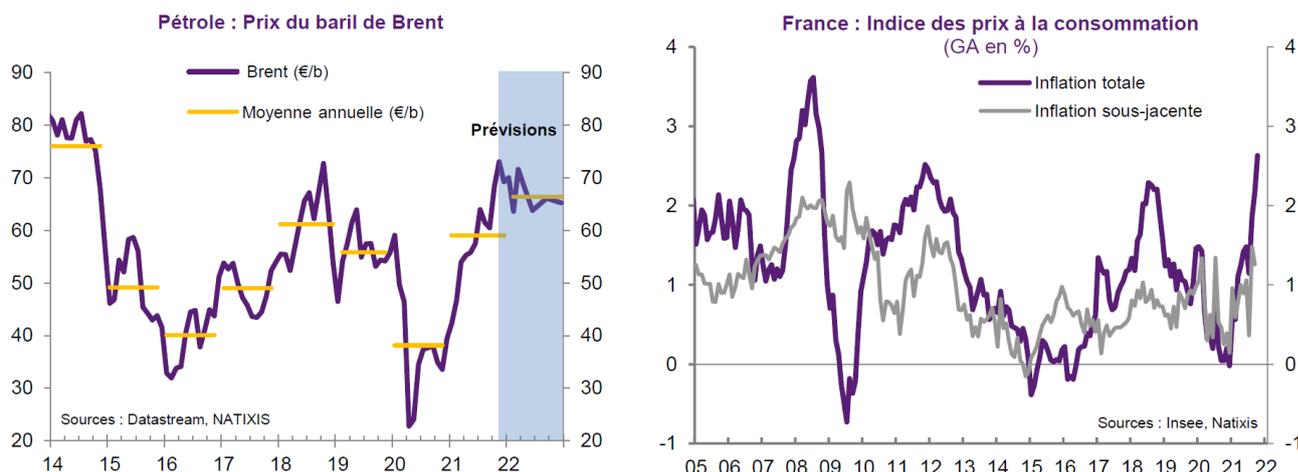
¹ Le prix du Brent sert d'étalon au cours des deux tiers du pétrole brut extraits dans le monde. Le Brent est coté à la Bourse de Londres.

d'approvisionnement conduisant à des difficultés de production. Les prix des biens manufacturés (hors énergie et tabac) ont ainsi contribué positivement à l'inflation IPC depuis le mois d'août 2021.

L'inflation s'est avérée plus élevée que ce qui était précédemment anticipé mais son caractère transitoire n'est pas remis en cause à ce stade. Toutefois, les incertitudes concernant les pénuries de certains biens intermédiaires, le niveau élevé des prix du gaz cet hiver, les risques de nouvelles ruptures des approvisionnements en cas de nouveaux confinements rendent les projections d'inflation plus incertaines et font indubitablement peser un biais haussier sur les prévisions. Nous prévoyons dès lors que l'inflation IPC restera dans la zone des 2,5 % au cours du dernier trimestre pour ensuite se replier progressivement vers 1 % à la fin de l'année 2022. En moyenne annuelle, après 0,5 % en 2020, l'inflation IPC atteindrait 1,6 % en 2021 et 1,7 % en 2022.

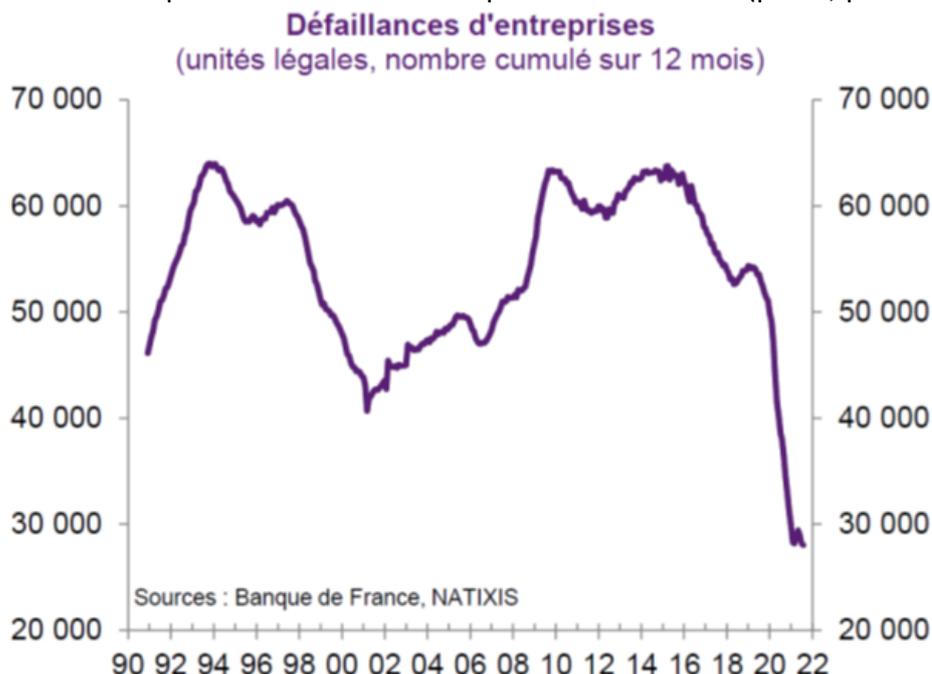
Enfin, hors prix des composantes les plus volatiles (énergie et alimentation), il n'existe pas à ce stade de tensions majeures sur le marché du travail susceptibles de conduire à une accélération des salaires et à des effets de second tour sur les prix. L'inflation sous-jacente atteindrait en moyenne 1,1 % en 2021 et 1,3 % en 2022.





1.2.4. Des entreprises qui se portent bien

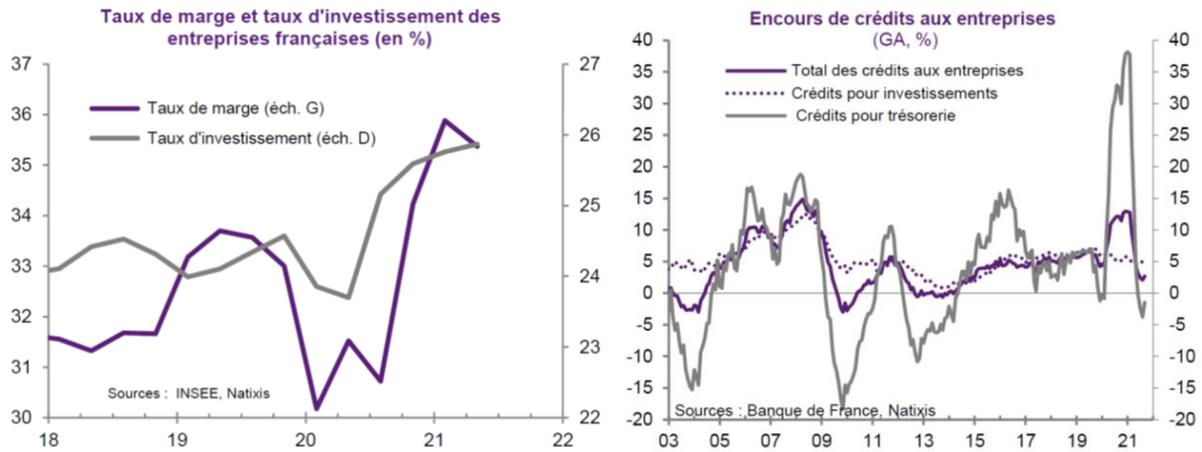
Les mesures de soutien mises en place par le gouvernement pour faire face à la pandémie notamment le Fond de Solidarité, la prise en charge du chômage partiel ou les Prêts Garantis par l'Etat, ont permis de protéger efficacement les entreprises françaises. De plus, 2021 a marqué une nouvelle étape dans la baisse de l'impôt sur les sociétés (passé, pour le taux normal de 28 % en 2020 à 26,5 %). Enfin, le rebond de la demande en 2021 a également été un facteur positif pour la performance des entreprises. Ainsi, les faillites d'entreprises ont connu une baisse d'une ampleur jamais observée précédemment.



D'autre part, côté profits, le premier semestre 2021 marque des taux de marge historiquement hauts : 35,9 % au premier trimestre et 35,4 % au deuxième trimestre. Plus en détail, on constate dans les entreprises une augmentation des taux d'épargne et des taux d'investissement.

L'investissement des entreprises est en effet reparti à la hausse depuis un an (+1,9 % au deuxième trimestre 2021) et a rattrapé son niveau pré-pandémique depuis le premier trimestre, signe d'une relative confiance des entreprises dans les perspectives.

En 2021, l'encours de crédit aux entreprises pour trésorerie semble se stabiliser. Les crédits aux entreprises pour investissement eux continuent d'augmenter à un rythme relativement homogène.



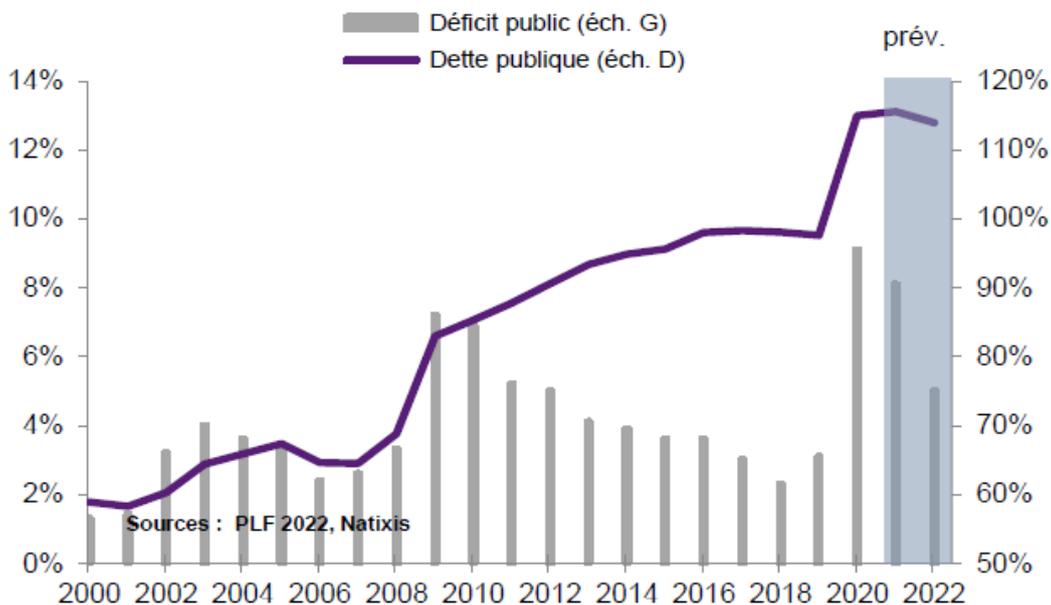
2. Le scénario économique français

Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques devraient retourner sur une trajectoire relativement durable à partir de 2022. D'après le projet de loi de finances (PLF) 2022, le déficit public devrait atteindre 8,1 % du PIB en 2021 (après 9,1 % en 2020) et baisser à 5 % en 2022.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021p | 2022p |
|------------------------------------|-------|-------|--------|--------|--------|
| Deficit public (% du PIB) | 2,3% | 3,1% | 9,1% | 8,1% | 5,0% |
| Dettes publiques (% du PIB) | 97,8% | 97,5% | 115,0% | 115,6% | 114,0% |
| Taux de dépense publique | 54,0% | 53,8% | 60,8% | 59,9% | 55,6% |
| Croissance du PIB (vol.) | 1,8% | 1,8% | -8,0% | 6,8% | 4,0% |

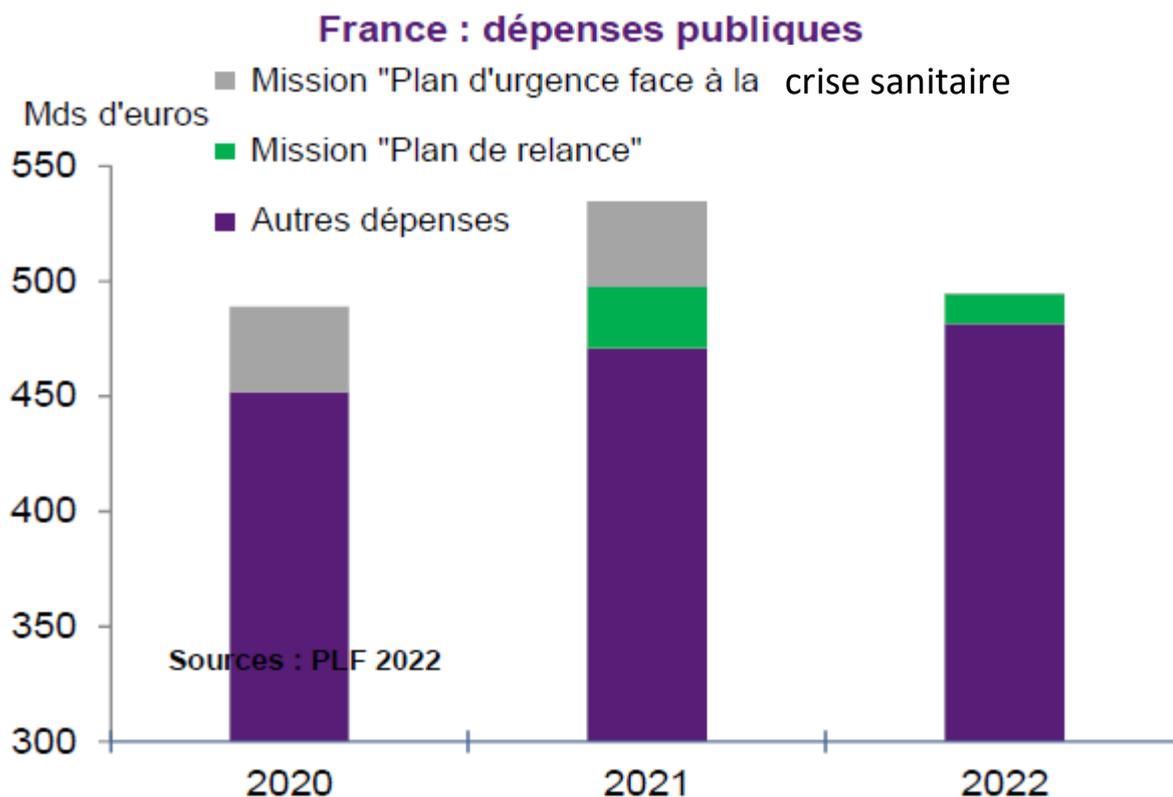
Sources : PLF 2020 P : prévisionnel

France : finances publiques



Le budget 2022 restera néanmoins relativement expansionniste en maintenant un niveau de dépenses publiques à 55,6 % du PIB (contre 53,8 % en 2019).

Ainsi, le gouvernement compterait davantage sur la conjoncture économique favorable plutôt que sur des mesures structurelles de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes afin de réduire les déséquilibres des finances publiques.



Dans ce contexte, la viabilité des finances publiques françaises dépend principalement de la consommation des ménages (principal moteur de la croissance économique). A ce stade, deux risques pourraient remettre en cause le dynamisme de la consommation privée :

- Une inflation durablement plus élevée qu'attendu ;
- Un marché du travail moins dynamique qu'attendu qui conduirait à un ralentissement des revenus d'activité.

Pierre manquante au projet de loi de finances (PLF) 2022 du 22 septembre 2021, le plan d'investissement France 2030 a été dévoilé le 12 octobre dernier.

Au total, 30 milliards d'euros devraient être déboursés sur 5 ans afin de booster et rénover l'industrie française. La moitié de ces dépenses seront tournées vers la transition écologique. Le plan est réparti en 10 objectifs et vise des débouchés concrets comme le petit réacteur nucléaire, les bio médicaments ou l'avion bas carbone (entre autres).

Ce sont entre 3 et 4 milliards qui devraient être investis en 2022 et donc intégrés au PLF 2022.

| France 2030 : Objectifs | | |
|--------------------------------|--|--------------------|
| Energie | Faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets. Devenir le leader de l'hydrogène vert. Décarboner notre industrie. | 8 milliards |
| "Transports du futur" | Produire près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides. Produire le premier avion bas-carbone. | 4 milliards |
| Alimentation | Investir dans une alimentation saine, durable et traçable. | 2 milliards |
| Santé | Produire 20 biomédicaments contre les cancers, les maladies chroniques dont celles liées à l'âge et de créer les dispositifs médicaux de demain. | 3 milliards |
| Culture | Placer la France à nouveau en tête de la production des contenus culturels et créatifs. | |
| Espace et fonds marins | Prendre toute notre part à la nouvelle aventure spatiale. Investir dans le champ des fonds marins. | 2 milliards |

3. Projet de Loi de Finances pour 2022 - Principales mesures concernant le bloc communal

Ce document expose les principales mesures concernant le secteur public local contenues dans le projet de loi de finances PLF pour 2022 tel qu'il a été présenté en Conseil des ministres le 22 septembre 2021.

Le projet de loi de finances pour les collectivités peut sembler léger, tant en nombre d'articles que d'impacts sur leurs finances. C'est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022 tout comme le dernier de l'actuel quinquennat qui se conclura dès avril 2022.

Il s'agit donc d'un document de fin de cycle contenant des ajustements sur les deux réformes fiscales et marquant également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

La réforme des indicateurs fiscaux et financiers constitue la principale mesure pouvant avoir un impact sur les finances locales du bloc communal.

On est donc loin des lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réforme des impôts de production, stabilisation des concours financiers de l'État) et de l'incitation à la modération des dépenses de fonctionnement avec le dispositif de contractualisation, cependant certains de ces articles pour 2022 devraient avoir une suite dans les années à venir, notamment autour de la logique de ressources des collectivités, de l'investissement de relance et surtout de transition.

3.1. Projet de Loi de Finances 2022 : les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales

Les transferts financiers de l'État aux collectivités incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent 105,5 milliards d'euros dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2022. Ils sont en hausse de 1,3 milliards d'euros par rapport à la loi de finances initiale 2021, ce qui s'explique principalement par :

- La croissance de la TVA des régions en substitution de leur ancienne dotation globale de fonctionnement (DGF, + 385 millions d'euros), en lien avec la reprise de l'activité économique à la suite de la crise économique et sanitaire ;
- **Le dynamisme du prélèvement sur recettes de compensation au bloc communal de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) des locaux industriels**

(+ 352 millions d'euros), intervenue dans le cadre de la réforme des impôts de production ;

- Le renforcement de la dotation de soutien à l'investissement du bloc communal (+ 337 millions d'euros) ;
- La mise en place d'un soutien supplémentaire au profit des collectivités territoriales des Alpes-Maritimes sinistrées par la tempête Alex à travers l'abondement de la dotation calamités publiques (+ 50 millions d'euros) ;
- Le réajustement du droit à compensation de La Réunion à la suite de la recentralisation du RSA réalisée le 1^{er} janvier 2020 (+ 30 millions d'euros).

| A périmètre courant | | en Mds € | | PLF 2022 (LFI 2021) |
|---|-----------------------|---|--------------------------------------|--|
| Transferts financiers aux collectivités locales | | | 2022 : 105,5 2021 : 104,2 | |
| Fiscalité transférée | 40,1 (37,3) | Financement de la formation professionnelle | 0,7 (0,9) | |
| Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage | | | 2022 : 64,7 2021 : 66 | |
| Subventions autres ministères | 4,7 (4,4) | Dégrèvements législatifs | 6,7 (9) | Amendes de police 0,6 (0,6) |
| Concours financiers de l'État aux collectivités locales | | | 2022 : 52,7 2021 : 52,1 | |
| Prélèvements sur recettes dont | 43,2 (43,4) | Mission RCT dont | 4,6 (4,2) | TVA des régions 4,7 (4,3) |
| DGF | 26,786 | DGD | 1,550 | TVA fonds de sauvegarde départements 0,2 (0,2) |
| FCTVA | 6,500 | DETR | 1,046 | |
| DCRTP | 2,880 | DSIL (communes et groupements) | 0,907 | |
| Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels | 3,642 | DSI Départements | 0,212 | |
| Dotations régionales d'équipement scolaire | 0,661 | Comp. régions frais de gestion TH | 0,293 | |
| Comp. exonérations fiscales | 0,581 | | | |

Source : jaunes budgétaires 2022

Ces transferts financiers se composent de trois ensembles :

- Les concours financiers de l'État aux collectivités, qui s'élèvent à 52,74 milliards d'euros, rassemblent les transferts financiers spécifiquement destinés aux collectivités et à leurs groupements. Il s'agit des prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales, des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales », de la TVA affectée aux régions en substitution de la DGF depuis 2018 et aux départements au titre du fonds de sauvegarde depuis 2021 ;
- Les transferts divers de l'État hors fiscalité transférée et hors apprentissage, qui atteignent 11,97 milliards d'euros, comprennent les subventions aux collectivités territoriales des ministères autres que le ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales (MCT-RCT), les contreparties de dégrèvements d'impositions locales décidés par voie législative et le produit des amendes de police de la circulation et des radars ;
- La fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle, qui visent essentiellement à compenser les mesures de décentralisation et les transferts de compétences vers les collectivités territoriales, s'élèvent quant à eux à 40,81 milliards d'euros.

3.1.1. Stabilité des concours financiers de l'Etat

Les concours financiers de l'Etat s'élèvent à 52,7 milliards d'euros.

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT), la TVA des régions et celle du fonds de sauvegarde des départements.

Ces concours progressent par rapport à 2021 hors mesures exceptionnelles de soutien pendant la crise sanitaire, sous l'effet de nouvelles mesures :

- Création d'une dotation de compensation de la baisse du dispositif de compensation péréquée (DCP) pour les départements (52 millions d'euros) ;
- Instauration d'un fonds d'urgence au profit des collectivités sinistrées par la tempête Alex dans les Alpes Maritimes : 150 millions d'euros au total dont 31 millions d'euros consommés en 2022 et majoration de 18,5 millions d'euros de la dotation de solidarité pour les collectivités frappées par des catastrophes naturelles pour accompagner les collectivités des Alpes Maritimes dans la reconstruction ;
- Doublement de la dotation biodiversité, bénéficiant aux collectivités hébergeant des zones naturelles protégées sur leur territoire (10 millions d'euros).

3.1.2. Les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en faveur des collectivités territoriales – niveau de DGF stabilisé en 2022

Les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (82 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

Les PSR s'élèvent à 43,21 milliards d'euros en 2022 c'est à dire hors dispositifs exceptionnels adoptés durant la crise sanitaire, en hausse de 292 millions d'euros par rapport à la LFI 2021.

Cette évolution est principalement due à :

- La hausse prévisionnelle de 352 millions d'euros de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et CFE des locaux industriels, afin de neutraliser les effets de la réforme des impôts de production ;
- L'augmentation prévisionnelle de 41 millions d'euros de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale due essentiellement à la progression de la compensation de l'exonération de CFE pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 € ;
- La baisse de 50 millions d'euros de deux dotations au titre de la minoration des variables d'ajustement ;
- La diminution anticipée de 46 millions d'euros du FCTVA.

La DGF 2022 est stable avec un montant de 26,786 milliards d'euros : 18,3 milliards d'euros pour le bloc communal et 8,5 milliards d'euros pour les départements.

L'évolution du montant de la DGF à périmètre courant par rapport à 2021 tient à deux mesures de périmètre :

- Ajustement du montant de la dotation de compensation du département de la Réunion afin de tirer les conséquences de la recentralisation du financement du RSA ;
- Absence de nouvel abondement du fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU).

LA SITUATION ECONOMIQUE ET LES CONTRAINTES FIXEES PAR LA LOI

| <i>A périmètre courant</i> | PLF 2022 (en milliers €) | LFI 2021 (en milliers €) | Evolution PLF 2022 / LFI 2021 |
|--|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) | 26 786 027 | 26 758 368 | 0,1% |
| Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI) | 5 738 | 6 694 | -14,3% |
| Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements | 50 000 | 50 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | 6 500 000 | 6 546 000 | -0,7% |
| Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | 580 633 | 539 633 | 7,6% |
| Dotation élu local (DEL) | 101 006 | 101 006 | 0,0% |
| Collectivité territoriale de Corse | 57 471 | 62 897 | -8,6% |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) | 439 206 | 465 890 | -5,7% |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 326 317 | 326 317 | 0,0% |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) | 661 186 | 661 186 | 0,0% |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES) | 2 686 | 2 686 | 0,0% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 2 880 214 | 2 905 214 | -0,9% |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | 388 004 | 413 004 | -6,1% |
| Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP) | 0 | 0 | - |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants | 4 000 | 4 000 | 0,0% |
| Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte | 107 000 | 107 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires | 6 822 | 6 822 | 0,0% |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP) | 284 278 | 284 278 | 0,0% |
| Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport | 48 021 | 48 021 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane | 27 000 | 27 000 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage | 122 559 | 122 559 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française | 90 552 | 90 552 | 0,0% |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit du bloc communal confronté à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire | 100 000 | 510 000 | -80,4% |
| Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels | 3 641 930 | 3 290 000 | 10,7% |
| Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE | 1 000 | 900 | 11,1% |
| Prélèvement exceptionnel de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) | 0 | 60 000 | -100,0% |
| Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers | 0 | 10 000 | -100,0% |
| TOTAL | 43 211 650 | 43 400 027 | -0,4% |

Source : PLF 2022

3.1.3. Variables d’ajustements : une baisse très réduite en 2022

Le PLF prévoit une minoration très limitée des variables d’ajustement de 50 millions d’euros pour 2022 uniquement fléchée sur les régions.

Elle concerne la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que la dotation pour transferts de compensations d’exonérations de fiscalité directe locale (DTCE).

Les variables d’ajustement du bloc communal et des départements sont épargnées.

Minoration des variables d’ajustement

| | Régions |
|--------------|----------------|
| DCRTP | - 25 M€ |
| DTCE | - 25M€ |
| Total | - 50 M€ |

Comme en 2020 et 2021, la minoration des variables d’ajustement se fera au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leurs bénéficiaires pour 2022.

3.1.4. Des dotations de soutien à l’investissement local en hausse pour 2022

Les dotations d’investissement allouées aux communes et EPCI s’élèvent à 2,1 milliards d’euros dans le PLF 2022, montant en hausse (lié à la DSIL) comparativement à 2021 :

- Dotation d’équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions d’euros ;
- Dotation de soutien à l’investissement local (DSIL) : 907 millions d’euros (+337 millions d’euros par rapport à 2021) ;
- Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €.

La dotation de soutien à l’investissement des départements (DSID) est quant à elle renouvelée au même niveau que l’année passée : 212 millions d’euros.

3.2. Autres articles du projet de Loi de Finance 2022

3.2.1. Hausse de la péréquation verticale

Article 47

La hausse de la péréquation verticale représente 230 millions d'euros en 2022. Elle était de 220 millions d'euros sur 2021.

Pour la quatrième année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF.

L'objectif est d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

| En millions € | Montants 2022 | Hausses 2021 / 2022 |
|---|---------------|---------------------|
| EPCI | | |
| Dotation d'intercommunalité | 1 623 | + 30 |
| COMMUNES | | |
| Dotation nationale de péréquation (DNP) | 794 | - |
| Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) | 2 566 | + 95 |
| Dotation de Solidarité Rurale (DSR) | 1 877 | + 95 |
| DÉPARTEMENTS | | |
| Dotations de péréquation (DPU et DFM*) | 1 533 | + 10 |
| FDPTP** | 284 | - |
| TOTAL | 8 677 | + 230 |

* Dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale

** Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle

3.2.2. Réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations et fonds de péréquation

Article 47

Cet article 47 du PLF 2022 poursuit la réforme initiée dans l'article 252 de la loi de finances pour 2021. Pour neutraliser les effets des réformes fiscales (la suppression de la taxe d'habitation, la part départementale de foncier bâti aux communes, la fraction de TVA aux EPCI et aux départements et la compensation des pertes de recettes liées à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels), ce nouveau calcul des indicateurs financiers a pour objectif de bien tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle richesse des territoires.

Le calcul du potentiel financier de la ville de Paris est modifié pour refléter le pouvoir de taux que la ville conserve sur la TFPB (Taxe foncière sur les propriétés bâties) à la différence des autres départements et pour supprimer l'exception consistant à minorer son potentiel financier du montant de la participation obligatoire de la ville aux dépenses d'aides et de santé du département de Paris observé dans le compte administratif 2007. Effectivement, cette minoration n'est plus justifiée depuis la création de la ville de Paris en tant que collectivité à statut particulier.

Plusieurs impositions communales (droits de mutation à titre onéreux perçus par les communes, taxe locale sur la publicité extérieure seraient intégrées au calcul du potentiel financier des communes et du potentiel financier agrégé utilisé pour la répartition du FPIC (Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales) avec toujours

l'objectif de renforcer la capacité des indicateurs à refléter une image fidèle de la richesse relative des collectivités concernées.

De plus, il est proposé la simplification du calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé en le centrant sur les produits perçus par la commune elle-même plutôt que sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune.

Afin d'éviter des évolutions trop importantes dans la répartition des dotations, le gouvernement étend la fraction de correction permettant le lissage des modifications. Les modalités de calcul de cette fraction de correction seront précisées par décret.

Enfin, pour les départements, l'article propose un ajustement de la répartition du FNP DMTO (Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements) rendu nécessaire suite à l'évolution du panier de recettes des départements à l'issue de la réforme de la fiscalité locale. La répartition du FNP DMTO faisant intervenir le taux de TFPB départemental de l'année précédente, il est proposé de conserver le taux de TFPB adopté en 2020 de manière transitoire en 2022 le temps de trouver une solution plus pérenne, même si les départements ne perçoivent plus la TFPB depuis 2021.

3.2.3. Suppression de dépenses fiscales inefficaces

Article 10

L'objectif de cet article est de répondre aux demandes de la loi de programmation des finances publiques, en supprimant des mesures fiscales inefficaces.

En ce qui concerne les collectivités, il est proposé de supprimer les exonérations temporaires de taxe foncière sur les propriétés bâties, de cotisation foncière des entreprises, et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour reprise d'une entreprise ou d'un établissement industriel en difficulté.

3.2.4. Suppression de taxes à faible rendement

Article 30

Depuis 2019, la suppression de taxes à faible rendement est engagée, l'État poursuit son action avec la disparition de quatre autres taxes (trois dès le 1^{er} janvier 2022 et une au 1^{er} janvier 2023).

Les objectifs demeurent :

- La simplification du droit fiscal ;
- La réduction de la pression fiscale sur les particuliers et les entreprises ;
- La réduction des coûts de recouvrement.

Entre 2019 et 2021 il était précisé que « la compensation des pertes de recettes en résultant est assurée par le budget général de l'État, sous réserve de modalités particulières convenues entre les différents affectataires » mais ce n'est pas le cas pour ces quatre taxes à la lecture de cet article.

3.2.5. Habilitation à modifier par ordonnance le régime de responsabilité des gestionnaires publics

Article 41

Dans cet article, la réforme de l'organisation financière de l'État comprend plusieurs mesures qui visent à :

- Mieux coordonner et proportionner les contrôles ;
- Simplifier les procédures ;
- Déconcentrer la gestion budgétaire pour renforcer la capacité d'action de l'État dans les territoires.

La conséquence est une rénovation en profondeur du régime de responsabilité des ordonnateurs et des comptables publics.

L'actuel régime dispose que :

- Les comptables publics sont soumis à une responsabilité personnelle et pécuniaire mise en jeu par la Cour des comptes (CDC) et les chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC) ;
- Les ordonnateurs sont justiciables devant la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF).

En conservant bien la séparation fondamentale ordonnateurs comptables, il a été souhaité que des travaux soient menés conjointement entre l'administration, la CDC et le Conseil d'État dans le but de définir un nouveau régime unifié de responsabilité financière qui serait applicable à l'ensemble des agents publics pour le 1^{er} janvier 2023.

Ce nouveau régime visera à sanctionner, de façon plus efficace et ciblée, les fautes graves concernant l'exécution des recettes dépenses ou la gestion des biens des entités publiques, ayant causé un préjudice financier significatif.

Il ouvrira la possibilité de sanctionner les fautes de gestion en cas de négligences et carences graves dans l'exercice des contrôles réalisés par les acteurs de la chaîne financière, sous réserve qu'elles aient été à l'origine d'un préjudice financier important. Il modernisera d'autres infractions actuellement prévues par le code des juridictions financières et le régime spécifique de la gestion de fait.

A la place de la CDBF compétente pour les ordonnateurs, et des juridictions financières pour les comptables publics, la juridiction unifiée en charge de la répression de ces fautes en première instance sera une chambre de la CDC comprenant des membres de la Cour et des magistrats des CRTC.

Afin de renforcer les droits des justiciables, une cour d'appel financière, présidée par le Premier président de la CDC sera instituée, composée de quatre membres du Conseil d'État, de quatre membres de la CDC et de deux personnalités qualifiées désignées pour leur expérience en gestion publique. L'appel sera suspensif. Le conseil d'État demeurera la juridiction de cassation.

La juridiction pourra être amenée à prononcer des amendes pécuniaires à l'encontre des justiciables, dont le montant sera plafonné à six mois de rémunération de l'agent. Elle pourra également prononcer une peine complémentaire d'interdiction d'exercer les fonctions de comptable ou d'avoir la qualité d'ordonnateur pour une durée déterminée.

Le régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics (régime établi par la loi de finances pour 1963) étant supprimé, l'ordonnance comportera aussi des dispositions, relevant du domaine de la loi, de nature à garantir que les comptables publics continueront à jouer pleinement leur rôle de garant de la régularité des opérations de recettes et dépenses.

4. Les perspectives nationales des finances communales et intercommunales pour 2022

4.1. Un exercice 2021 sous le signe de la relance et des refontes fiscales

4.1.1 Des finances locales résilientes face à la crise sanitaire

L'exercice 2021 devrait faire ressortir que dans un contexte de crise économique et sociale dont les effets se font encore ressentir, les collectivités locales sont bien au rendez-vous de la relance et continuent de soutenir leur territoire, à la faveur de marges de manœuvre financières retrouvées, mais qui demandent à être confortées.

Les conséquences de la crise sanitaire peuvent se lire dans les comptes des collectivités locales à travers les évolutions de leurs grands équilibres financiers.

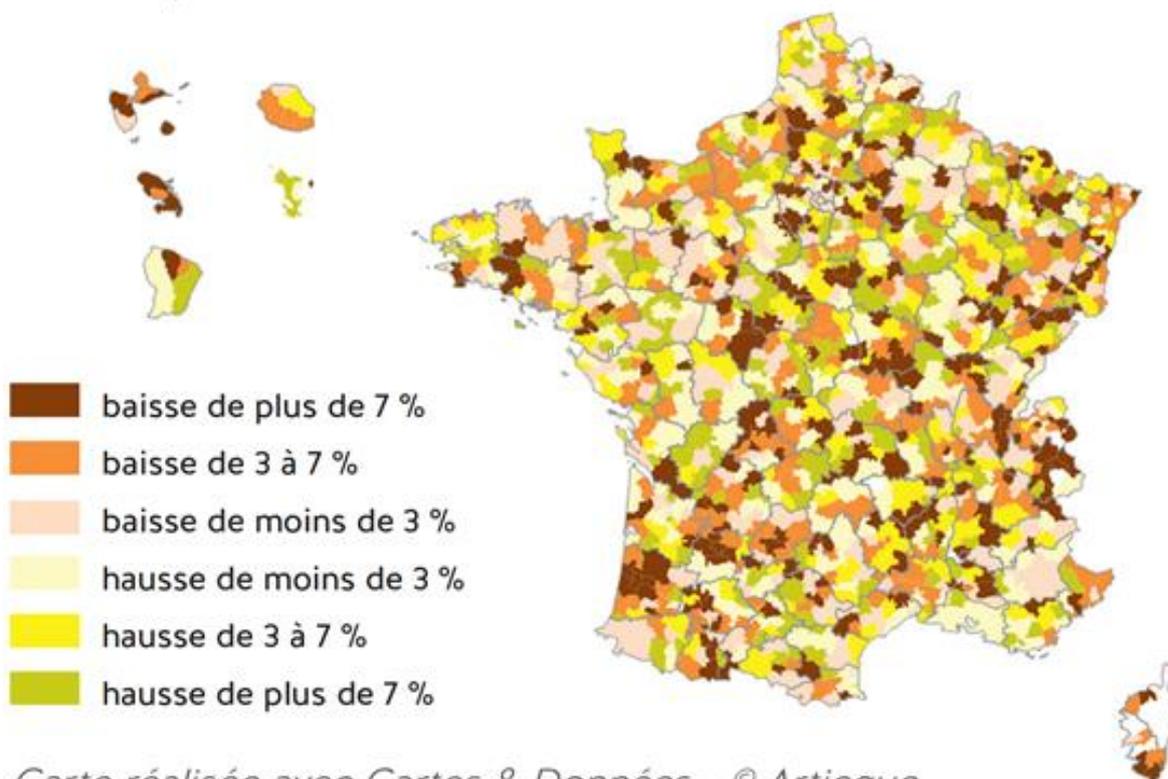
Concernant les groupements à fiscalité propre, le poste le plus sensible à surveiller est celui de la fiscalité économique qui reste importante à travers la CFE et la CVAE.

Ces recettes devraient intégrer les conséquences de la crise économique au moins jusqu'en 2023 du fait de leur assiette et de leur mode de calcul. Les effets sur la CVAE, assise sur la valeur ajoutée produite en n-1 mais versée par l'État aux collectivités locales un an après qu'il l'a encaissée, commencent tout juste à se faire sentir.

Ainsi en 2021, elle diminue globalement de 1,1 %, mais de façon très hétérogène : pour 47 % des groupements, cette recette est encore en hausse.

Évolution de la CVAE des EPCI à fiscalité propre en 2021

© La Banque Postale Collectivités Locales



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque.
Source : DGFIP - traitement La Banque Postale.

4.1.2. Des ressources fiscales remaniées en 2021

En 2021, les recettes fiscales de l'ensemble des collectivités locales sont modifiées par deux réformes, d'une part la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et, d'autre part, la diminution des impôts de production.

La loi de finances pour 2020 a entériné la suppression définitive de la THRP pour l'ensemble des contribuables à l'horizon 2023. La cotisation payée en 2021 et 2022 par les derniers contribuables est désormais perçue par l'État.

Les collectivités locales perçoivent donc de nouvelles ressources pour compenser le manque à gagner. Un jeu de transfert de fiscalité entre collectivités locales et avec l'État est ainsi mis en œuvre.

A partir de 2021, les groupements à fiscalité propre perçoivent une fraction de TVA à la place de la THRP. Elle est égale aux bases de THRP 2020 au taux de 2017 complété des compensations de TH 2020 et de la moyenne des rôles supplémentaires 2018-2020, soit un montant d'environ 7 milliards d'euros. Elle augmentera comme la TVA nationale de l'année en cours à partir de 2022.

Les EPCI ont donc perdu leur pouvoir de taux sur les bases de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Concernant les impôts économiques, dans le but de relancer la compétitivité des entreprises, la loi de finances pour 2021 entérine la diminution dès 2021 de trois impôts dits « de production » : la division par deux, pour l'ensemble des entreprises, de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et, pour les établissements industriels, de leur base d'imposition à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). La loi organise également une compensation pour les collectivités locales calculée par référence aux taux 2020.

La loi de finances pour 2021 est venue actualiser l'évaluation de la valeur locative des locaux industriels en la divisant par deux, aboutissant donc à diminuer la cotisation payée par les contribuables concernés au titre de la CFE et de la TFPB, toutes choses égales par ailleurs.

La diminution a été estimée à 3,3 milliards d'euros : 1,75 milliard d'euros pour la TFPB et 1,56 milliard d'euros pour la CFE. Une compensation aux communes et aux groupements à fiscalité propre bénéficiaires de ces taxes a été prévue.

Si la dynamique des bases est bien pour l'instant prise en compte dans ce calcul, en revanche, **le pouvoir de taux des collectivités locales est amoindri : il ne s'applique plus sur les bases perdues.**

4.2. 2022 : un contexte d'incertitudes sur la sécurisation des marges de manœuvre financières

L'exercice 2022 enregistre les inquiétudes des acteurs locaux concernant la sécurisation de leurs marges de manœuvre financières, leurs ressources comme leurs dépenses étant soumises à de nouvelles contraintes.

Pour les groupements à fiscalité propre, la stratégie fiscale marquée en 2021 par des hausses de taux au titre de la taxe foncière bâtie pourrait se poursuivre en 2022, d'autant plus que les recettes de la fiscalité économique, et en particulier de la CVAE, pourraient en 2022 accuser une baisse relativement forte, les effets de la crise économique se faisant sentir avec au moins deux ans de décalage compte tenu des modalités de calcul.

Les taux de TEOM pourraient également augmenter sous l'effet d'une progression du coût du service (hausse du taux de TGAP et baisse des ventes matières).

Concernant les dotations, d'après le projet de loi de finances pour 2022, l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement serait toujours gelée, avec néanmoins une poursuite accentuée de la hausse des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU, DSR, + 190 millions d'euros, après + 180 millions d'euros les années précédentes). Les variables d'ajustement porteraient uniquement sur des dotations régionales (DCRTP et dotation carrée). À noter que la réforme des indicateurs financiers pour le calcul des dotations et de la péréquation a été introduite dans le PLF 2022 mais n'aura d'effet qu'à partir de 2023.

Au-delà de 2022, un questionnement majeur reste en suspens, quelle forme prendra la participation des collectivités locales au redressement des comptes publics ? Faut-il s'attendre à une nouvelle génération de contrats de type « Contrats de Cahors » avec une norme d'évolution contrainte des dépenses de fonctionnement ou bien les recettes locales pourraient-elles à nouveau être sollicitées comme ce fut le cas avec la ponction opérée sur la dotation globale de fonctionnement entre 2014 et 2017 ?

Dans ce contexte, le niveau élevé de la trésorerie des collectivités locales pourrait faire l'objet d'une attention particulière, même si toutes ne seraient pas en mesure d'absorber un nouveau prélèvement, qui pourrait de surcroît limiter les investissements à moyen terme.

LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2022

Ce débat d'orientation budgétaire est le deuxième de la mandature et a pour vocation essentielle de présenter l'environnement budgétaire pour l'année à venir ainsi que les hypothèses retenues à l'élaboration des grands équilibres budgétaires.

Ce mandat se veut être un mandat de réalisation, même si la crise sanitaire est venue rebattre les cartes des priorités de gestion de notre organisation.

Nos métiers, nos habitudes et nos vies ont été bouleversés en quelques mois.

Les répercussions de la pandémie pour la CARA sont inédites : ouverture d'un centre de vaccination, accompagnement des publics fragilisés par la crise économique, apparition d'une équation budgétaire complexe, nouveaux questionnements en tant qu'employeur sur l'organisation du travail...

Dans ce contexte, notre collectivité a démontré sa capacité à s'adapter, au prix d'un investissement remarquable des agents et d'efforts budgétaires conséquents. Mais la soutenabilité de ce double effort, humain et financier, reste fragile.

La concrétisation des projets portés par la CARA nous impose de retrouver des marges de manœuvre dans notre section de fonctionnement par une redynamisation de nos recettes et/ou une diminution de nos dépenses nous permettant ainsi d'honorer nos engagements.

Les effets conjugués de la perte d'autonomie fiscale en matière de pouvoir de taux, des conséquences budgétaires et organisationnelles de la crise sanitaire, de l'inflation constatée sur certains postes de dépenses et de la mise en œuvre opérationnelle des investissements nous invitent à une extrême rigueur dans les procédures d'élaboration de nos budgets pour l'exercice 2022.

La bonne tenue des budgets n'est pas une fin en soi mais uniquement la garantie que nous pourrions poursuivre nos actions dans le futur.

Les pages qui suivent déclinent les hypothèses de travail, les projets et les principales actions ayant concouru à l'élaboration des budgets qui seront présentés pour l'exercice 2022.

1. Contexte local

Les orientations budgétaires développées dans ce document tiennent compte des contraintes règlementaires et respectent les principes de prudence et de sincérité, garants du respect des grands équilibres financiers de la CARA.

Les orientations budgétaires proposées reposent donc sur des éléments connus au mois de novembre 2021 et tiennent compte des dernières dispositions prévues par la Loi de Finances 2022 impactant les finances locales.

1.1. Point sur l'évolution des principales ressources fiscales

1.1.1. Evolution du produit de l'impôt économique

Le produit de l'impôt économique sur le territoire est en baisse de 223 340 € en 2021.

| Evolution de l'impôt économique perçu par la CARA sur le territoire | | | | | | | | |
|---|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-----------------------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021/2020 | V ^o 2021/2020 |
| Cotisation foncière des entreprises | 4 662 124 € | 5 146 137 € | 5 268 340 € | 5 122 788 € | 5 222 680 € | 5 178 406 € | -44 274 € | -0,8% |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 3 057 542 € | 3 165 461 € | 3 325 920 € | 3 559 619 € | 3 571 126 € | 3 515 921 € | -55 205 € | -1,5% |
| Total Contribution Economique | 7 719 666 € | 8 311 598 € | 8 594 260 € | 8 682 407 € | 8 793 806 € | 8 694 327 € | -99 479 € | -1,1% |
| Taxe Additionnelle sur les Surfaces commerciales | 1 328 410 € | 1 647 852 € | 1 457 047 € | 1 594 888 € | 1 522 466 € | 1 367 480 € | -154 986 € | -10,2% |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux | 307 286 € | 300 266 € | 305 919 € | 317 380 € | 344 796 € | 375 921 € | +31 125 € | +9,0% |
| TOTAL IMPOT ECONOMIQUE | 9 355 362 € | 10 259 716 € | 10 357 226 € | 10 594 675 € | 10 661 068 € | 10 437 728 € | -223 340 € | -2,1% |

La baisse constatée en 2021 sur le produit de la fiscalité économique est concordante avec celle observée à l'échelon national. Concernant le produit de la CVAE, le produit prévisionnel notifié par la DFIP s'élève à 3 429 427 €, en baisse de 86 494 € par rapport à celui encaissé en 2021 (-2,5 %).

Données de cadrage concernant la Contribution Foncière des Entreprises

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|--------------|
| Nombre d'établissements | 8 540 | 9 143 | 9 754 | 9 976 | 10 631 | 11 398 |
| Base Nette | 20 682 449 € | 21 594 251 € | 21 845 244 € | 21 214 011 € | 21 657 218 € | 21 515 866 € |
| Différence Base Nette | 46 460 € | 911 802 € | 250 993 € | -631 233 € | 443 207 € | -141 352 € |
| Taux de CFE | 22,54% | 23,85% | 23,85% | 23,85% | 23,85% | 23,85% |
| Produit | 4 662 124 € | 5 146 137 € | 5 268 340 € | 5 122 788 € | 5 222 680 € | 5 178 406 € |
| Différence de Produit | 10 869 € | 484 013 € | 122 203 € | -145 552 € | 99 892 € | -44 274 € |
| Evolution | 0,23% | 10,38% | 2,37% | -2,76% | 1,95% | -0,85% |
| Dégrèvement Exceptionnel 2020 | | | | | 390 755 € | |

Données de cadrage concernant la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Nombre d'établissements | 2 445 | 2 560 | 2 650 | 2 761 | 2 844 | 2 852 |
| Part de CVAE payée par l'entreprise | 1 459 524 € | 1 476 156 € | 1 507 826 € | 1 615 567 € | 1 714 101 € | 1 650 924 € |
| Part de CVAE dégrévée (compensée par Etat) | 1 598 018 € | 1 689 305 € | 1 818 094 € | 1 939 309 € | 1 850 305 € | 1 857 389 € |
| Part de CVAE exonérées compensée | | | | 4 743 € | 6 720 € | 7 608 € |
| Part de CVAE perçue | 3 057 542 € | 3 165 461 € | 3 325 920 € | 3 559 619 € | 3 571 126 € | 3 515 921 € |
| Différence | 163 894 € | 107 919 € | 160 459 € | 233 699 € | 11 507 € | -55 205 € |
| Evolution | 5,66% | 3,53% | 4,82% | 7,03% | 0,32% | -1,55% |

Données de cadrage concernant l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Part IFER éolienne et hydrolienne | 642 € | 647 € | 653 € | 662 € | | |
| Part IFER photovoltaïques et barrages h. | | | | | 455 € | 1 744 € |
| Part IFER transformateur électrique | 127 620 € | 128 637 € | 129 924 € | 131 616 € | 132 930 € | 133 731 € |
| Part IFER station radioélectrique | 171 454 € | 163 355 € | 167 737 € | 177 396 € | 203 643 € | 232 635 € |
| Part IFER transport gaz | 7 570 € | 7 627 € | 7 605 € | 7 706 € | 7 768 € | 7 811 € |
| Total Part IFER | 307 286 € | 300 266 € | 305 919 € | 317 380 € | 344 796 € | 375 921 € |
| Différence | 24 720 € | -7 020 € | 5 653 € | 11 461 € | 27 416 € | 31 125 € |
| Evolution | 8,75% | -2,28% | 1,88% | 3,75% | 8,64% | 9,03% |

Données de cadrage concernant la Taxe Additionnelle sur Surfaces COMmerciales

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Nombre d'entreprises | 81 | 80 | 85 | 71 | 84 | 89 |
| Différence nombre d'établissement | 9 | -1 | 5 | -14 | 13 | 5 |
| Produit TASCOM | 1 328 410 € | 1 647 852 € | 1 457 047 € | 1 594 888 € | 1 522 466 € | 1 367 480 € |
| Différence | 38 715 € | 319 442 € | -190 805 € | 137 841 € | -72 422 € | -154 986 € |
| Evolution | 3,00% | 24,05% | -11,58% | 9,46% | -4,54% | -10,18% |

1.1.2. Evolution du produit des recettes fiscales prélevées sur les ménages

Le produit de la fiscalité ménage prélevée sur le territoire enregistre une baisse de plus de 11 millions d'euros. Cette évolution résulte des conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales qui obère le produit des EPCI sur cette composante au profit de la perception d'une fraction de l'enveloppe de la TVA nationale.

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021/2020 | V° 2021/2020 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|----------------------|-----------------|
| Taxe d'habitation | 16 607 263 € | 17 792 212 € | 18 260 812 € | 18 862 413 € | 19 194 356 € | 8 102 648 € | -11 091 708 € | -57,8% |
| Taxe Foncier Bâti | | 1 317 114 € | 1 349 629 € | 1 389 964 € | 1 425 458 € | 1 436 501 € | +11 043 € | +0,8% |
| Taxe Foncier Non Bâti | 53 320 € | 56 197 € | 57 441 € | 59 009 € | 59 768 € | 59 881 € | +113 € | +0,2% |
| Taxe Additionnelle Foncier Non Bâti | 224 282 € | 221 695 € | 232 211 € | 239 009 € | 243 372 € | 240 459 € | -2 913 € | -1,2% |
| TOTAL IMPOT MENAGE | 16 884 865 € | 19 388 500 € | 19 900 093 € | 20 550 395 € | 20 922 954 € | 9 839 489 € | -11 083 465 € | -53,0% |

Alors que **notre autonomie fiscale régresse clairement de plus de 58 % sur la part de la fiscalité ménage**, l'évolution du produit généré par la TH doit être appréhendé dorénavant en ajoutant aux ressources bénéficiant du pouvoir de taux le produit des compensations reversées par l'Etat.

| Allocations compensatrices | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021/2020 | V° 2021/2020 |
|-----------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| Taxe d'habitation | 787 535 € | 1 148 976 € | 1 220 177 € | 1 287 482 € | 1 388 355 € | | -1 388 355 € | -100,0% |
| Fraction de TVA nationale | | | | | | 12 590 337 € | 12 590 337 € | |
| Taxes foncières | 31 € | 10 € | 1 167 € | 1 216 € | 1 364 € | 7 759 € | 6 395 € | +468,8% |
| CFE | 54 536 € | 16 535 € | 8 768 € | 265 200 € | 303 594 € | 537 290 € | 233 696 € | +77,0% |
| | 842 102 € | 1 165 521 € | 1 230 112 € | 1 553 898 € | 1 693 313 € | 13 135 386 € | 11 442 073 € | +675,7% |

Ainsi en 2021, la CARA connaît une augmentation de 110 000 € (+,05 %) sur la part de la fiscalité afférente à la TH, dotations de compensation incluses.

Evolution enveloppe TH

| | 2020 | 2021 | Ecart |
|--------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| Produit Fiscal | 19 194 356,00 € | 8 102 648,00 € | -11 091 708,00 € |
| Dotation de compensation | 1 388 355,00 € | 0,00 € | -1 388 355,00 € |
| Fraction TVA nationale | 0,00 € | 12 590 337,00 € | 12 590 337,00 € |
| Total | 20 582 711,00 € | 20 692 985,00 € | 110 274,00 € |

0,5%

Données de cadrage concernant la Taxe d'Habitation

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Bases nettes TH | 215 119 119 € | 219 114 917 € | 224 878 375 € | 232 312 222 € | 236 405 359 € | 99 788 484 € |
| Différence | -1 357 167 € | 3 995 798 € | 5 763 458 € | 7 433 847 € | 4 093 137 € | -136 616 875 € |
| Evolution | -0,63% | 1,86% | 2,63% | 3,31% | 1,76% | -57,79% |
| Taux TH | 7,72% | 8,12% | 8,12% | 8,12% | 8,12% | 8,12% |
| Produit tH | 16 607 263 € | 17 792 212 € | 18 260 812 € | 18 862 413 € | 19 194 356 € | 8 102 648 € |
| Différence | -104 824 € | 1 184 949 € | 468 600 € | 601 601 € | 331 943 € | -11 091 708 € |
| Evolution | -0,63% | 7,14% | 2,63% | 3,29% | 1,76% | -57,79% |

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Mesure Evolution Produit réel / Produit compensé | | | | | | |
| Produit Taxe d'habitation | 16 607 263 € | 17 792 212 € | 18 260 812 € | 18 862 413 € | 19 194 356 € | 8 102 648 € |
| Fraction de TVA nationale (compensation TH Résidences Principales) | | | | | | 12 590 337 € |
| Allocation compensatrice / taxe d'habitation | 787 535 € | 1 148 976 € | 1 220 177 € | 1 287 482 € | 1 388 355 € | |
| Total Produit + Compensations | 17 394 798 € | 18 941 188 € | 19 480 989 € | 20 149 895 € | 20 582 711 € | 20 692 985 € |
| Différence | | 1 546 390 € | 539 801 € | 668 906 € | 432 816 € | 110 274 € |
| Evolution | | 8,89% | 2,85% | 3,43% | 2,15% | 0,54% |

Alors que la taxe d'habitation prélevée diminue de 11 091 708 €, le panier « produit/compensation » issu de la suppression de la TH sur les résidences principales augmente de 110 274 €.

Données de cadrage concernant la Taxe Foncière Bâti

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Base brute TF | 148 615 984 € | 151 507 006 € | 154 940 734 € | 159 601 767 € | 163 569 332 € | 164 668 816 € |
| Base exonérée "économiquement faible" | 5 020 246 € | 5 053 709 € | 5 188 100 € | 5 269 083 € | 5 327 318 € | 5 183 288 € |
| Base nette TF | 143 595 738 € | 146 453 297 € | 149 752 634 € | 154 332 684 € | 158 242 014 € | 159 485 528 € |
| Evolution de base nette (en volume) | 2 196 433 € | 2 857 559 € | 3 299 337 € | 4 580 050 € | 3 909 330 € | 1 243 514 € |
| Evolution de base nette (en %) | 1,55% | 1,99% | 2,25% | 3,06% | 2,53% | 0,79% |
| Taux FB | | 0,90% | 0,90% | 0,90% | 0,90% | 0,90% |
| Produit TF | | 1 318 396 € | 1 349 629 € | 1 389 964 € | 1 425 458 € | 1 436 501 € |
| Différence | | 1 318 396 € | 31 233 € | 40 335 € | 35 494 € | 11 043 € |
| Evolution | | | 2,37% | 2,99% | 2,55% | 0,77% |

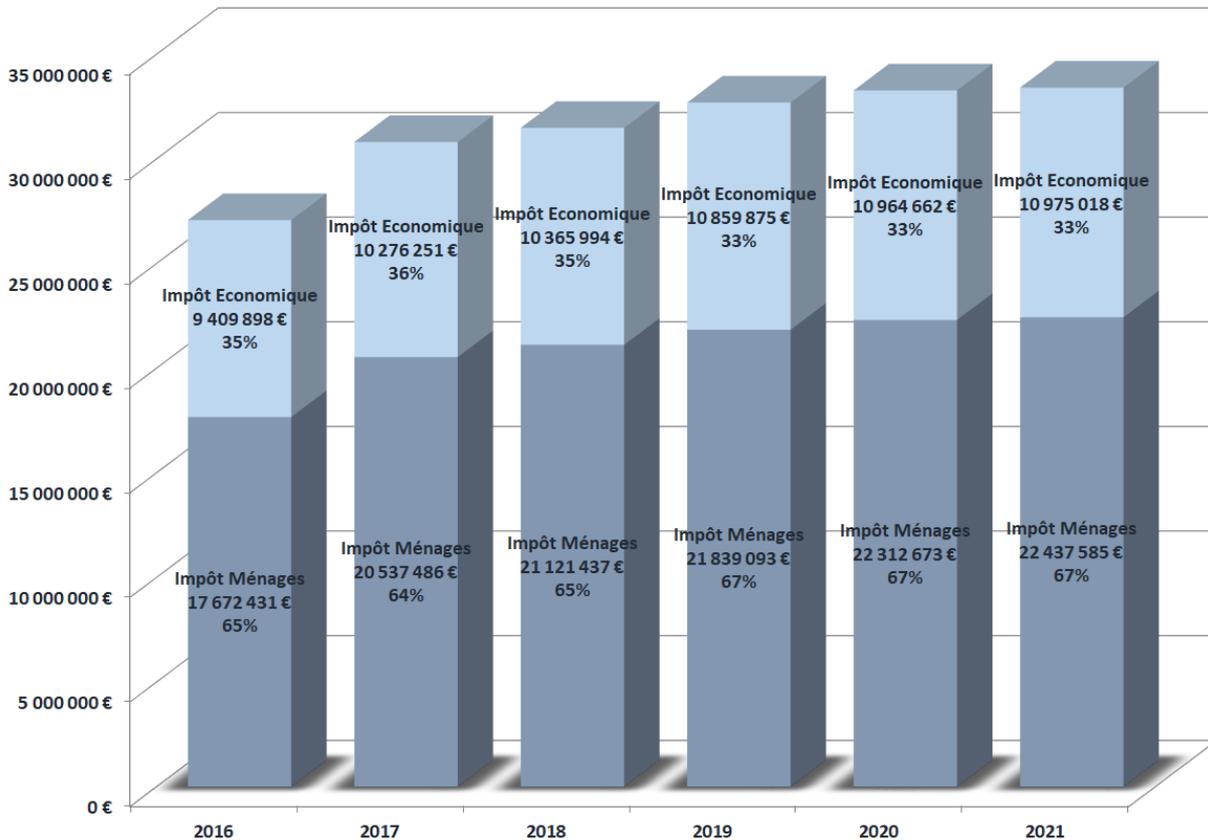
Données de cadrage concernant la Taxe Foncière Non Bâti

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Base non bâtie | 565 564 € | 559 049 € | 591 285 € | 615 504 € | 616 644 € | 616 689 € |
| Terre agricole | 1 829 326 € | 1 834 965 € | 1 852 679 € | 1 892 968 € | 1 923 633 € | 1 929 245 € |
| Base brute non bâtie | 2 394 890 € | 2 394 014 € | 2 443 964 € | 2 508 472 € | 2 540 277 € | 2 545 934 € |
| Base nette non bâtie | 2 394 890 € | 2 394 014 € | 2 443 964 € | 2 508 472 € | 2 540 277 € | 2 545 934 € |
| Taux TFNB | 2,32% | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 2,44% |
| Produit taxe foncière non bâtie | 53 320 € | 56 197 € | 57 441 € | 59 009 € | 59 768 € | 59 881 € |
| <i>(après dégrèvement)</i> | | | | | | |
| Différence | -135 € | 2 877 € | 1 244 € | 1 568 € | 759 € | 113 € |
| Evolution | -0,25% | 5,40% | 2,21% | 2,73% | 1,29% | 0,19% |

1.1.3. Evolution globale du produit des recettes fiscales

Evolution du total des recettes fiscales perçues par la CARA (produits + compensations)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021/2020 | V° 2021/2020 |
|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-----------------|
| Impôt Economique | 9 409 898 € | 10 276 251 € | 10 365 994 € | 10 859 875 € | 10 964 662 € | 10 975 018 € | +10 356 € | +0,1% |
| Impôt Ménages | 17 672 431 € | 20 537 486 € | 21 121 437 € | 21 839 093 € | 22 312 673 € | 22 437 585 € | +124 912 € | +0,6% |
| TOTAL | 27 082 329 € | 30 813 737 € | 31 487 431 € | 32 698 968 € | 33 277 335 € | 33 412 603 € | +135 268 € | +0,4% |



La part des impôts ménages représente 67 % des ressources fiscales.

L'augmentation totale des produits fiscaux s'élève donc à 135 268 € dont :

- Près de 124 000 € de produits supplémentaires sur les impôts ménages ;
- Près de 11 000 € seulement sur les impôts économiques.

1.1.4. Point sur la taxe GEMAPI – Exercice 2021

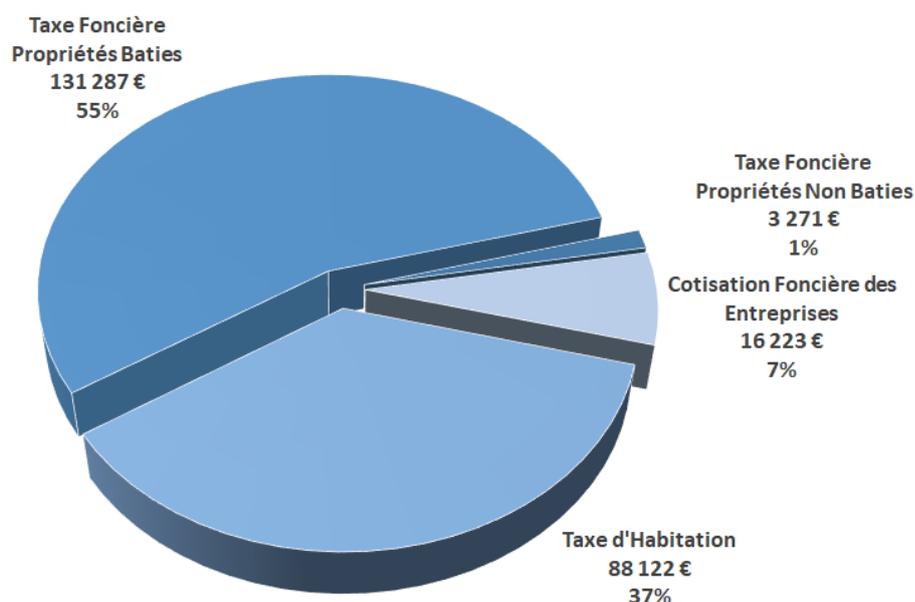
Par délibération n° CC-210323-P2 du 23 mars 2021, le Conseil communautaire a fixé le produit attendu de la taxe GEMAPI au titre de l'exercice 2021 à 238 902,40 € aux fins de financement des actions suivantes :

| Mission | Coût en € TTC |
|---|---------------------|
| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | |
| PAPI Seudre – Participation aux travaux de réduction de la vulnérabilité | 6 000,00 € |
| GEMA - participation au syndicat mixte sur le bassin versant de la Seudre | 37 828,44 € |
| PI – Participation au nouveau syndicat mixte rive droite Gironde | 35 000,00 € |
| Lutte contre le ragondin | 27 000,00 € |
| Personnel – (ingénieur + techniciens) | 140 440,00 € |
| Adhésion au Réseau France Digue ou CEPRI | 800,00 € |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT | |
| Travaux d'urgence – Mus de Loup | 6 133,96 € |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | |
| PAPI Seudre – Participation aux travaux de réduction de la vulnérabilité – Part Département | 3 000,00 € |
| Remboursement budget général – 20 % poste Ingénieur | 11 300,00 € |
| TOTAL | 238 902,40 € |

Les rôles d'imposition 2021 étant disponibles, il est possible d'identifier l'impact moyen de ladite taxe pour le contribuable du territoire.

Le produit de la taxe est ventilé par l'administration des impôts au prorata du produit des taxes d'habitation, foncières et de la cotisation foncière des entreprises perçu par l'ensemble du bloc communal, communes et EPCI, sur le territoire de la CARA.

La répartition du produit de la taxe GEMAPI pour l'exercice 2021 est la suivante :



Les taux additionnels de GEMAPI applicables en 2021 qui ont été déterminés par le service de fiscalité directe locale sont les suivants :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 0,0748 %
- Taxe d'Habitation : 0,0660 %
- Taxe Foncière Propriétés Bâties : 0,0815 %
- Taxe Foncière Propriétés Non Bâties : 0,1640 %

Un contribuable du territoire propriétaire de son logement se sera acquitté en 2021 d'une taxe moyenne de 2,58 € pour le financement de la compétence GEMAPI.

Le prélèvement moyen pour une entreprise est de 1,42 € en 2021.

| | Cotisation GEMAPI | Nombre d'avis d'imposition | Cotisation moyenne Rôle |
|-------------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------------|
| Taxe d'Habitation | 88 122 € | 80 253 | 1,10 € |
| Taxe Foncière Propriétés Baties | 131 287 € | 88 636 | 1,48 € |
| Taxe Foncière Propriétés Non Baties | 3 271 € | 28 869 | 0,11 € |
| Cotisation Foncière des Entreprises | 16 223 € | 11 398 | 1,42 € |

La réforme de la fiscalité opérant la suppression de la TH a pour conséquence directe un transfert du poids du prélèvement de la taxe GEMAPI sur les impositions foncières des ménages (TFB, TFNB) et des entreprises (CFE).

Le montant de cette taxe est plafonné à 40 € par personne.

1.2. Point sur l'impact de la crise sanitaire sur les dépenses de la CARA

Le tableau qui suit présente les impacts budgétaires de la crise sanitaire sur les différents postes de dépenses pour les exercices 2020 et 2021 au 18 octobre 2021.

| POSTES DE DEPENSES | 2020 | 2021 <i>au 18/10/2021</i> | TOTAL |
|--|------------------|------------------------------|--------------------|
| CRISE SANITAIRE | 970 225 € | 1 562 143 € | 2 301 964 € |
| Communication interventions CARA | 2 960 € | 2 321 € | 5 282 € |
| Aides exceptionnelles économiques | | 1 514 470 € | 1 514 470 € |
| Aides sociales | 27 050 € | | 27 050 € |
| Logistique Conseils communautaires délocalisés | 10 008 € | 16 356 € | 26 364 € |
| EPI / divers matériels | 520 531 € | 8 780 € | 529 310 € |
| Etudes fiscales | 10 800 € | | 10 800 € |
| Complément subvention OTC (Taxe de séjour) | 230 403 € | | |
| Suivi analytique du SARS-COV-2 sur eaux résiduaires station | | 20 216 € | 20 216 € |
| Fonds de Solidarité et de Proximité pour les commerçants, artisans et associations | 168 472 € | | 168 472 € |

| POSTES DE DEPENSES | 2020 | 2021 <i>au 18/10/2021</i> | TOTAL |
|---|------|------------------------------|------------------|
| CENTRE DE VACCINATION | | 246 712 € | 246 712 € |
| Charges de fonctionnement | | 115 631 € | 115 631 € |
| Charges d'investissement | | 29 599 € | 29 599 € |
| Vaccations / valorisation heures supplémentaires | | 404 277 € | 404 277 € |
| Crédits Fonds d'Intervention Régional (FIR) (à fin septembre) | | -302 795 € | -302 795 € |

Aux coûts « réaction / action » directement générés par les conséquences de la crise sanitaire, viennent se greffer en 2021 les coûts d'ouverture et de fonctionnement du centre de vaccination dont la gestion incombe à la CARA. A ce titre, nous bénéficions d'un financement via les crédits du Fonds d'Intervention Régional.

Au 18 octobre 2021, la crise sanitaire aura donc impacté de plus de 2,5 millions d'euros les dépenses budgétaires de la CARA.

Une enveloppe de 147 000 € sera proposée au budget 2022 pour faire face aux dépenses du centre de vaccination et achat d'Équipements de Protection Individuelle (EPI) à destination des agents en attendant de mieux connaître les évolutions de la pandémie et les conséquences opérationnelles qui en découlent. Un ajustement des crédits pourra être réalisé au budget supplémentaire.

Une enveloppe de 400 000 € de dépenses imprévues proposée au budget primitif pourra être activée en complément en cas de nécessité.

1.3. Conséquences budgétaires du transfert de la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines

Le 13 septembre 2021, la Commission locale d'évaluation des charges transférées a adopté le rapport du transfert de charges de la compétence en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU).

Ce rapport a acté les montants suivants :

- Transfert charges de fonctionnement : 931 734 € (montant reversé par convention de délégation de gestion) ;
- Transfert dépenses d'investissement : 2 192 640 € ;

Soit un montant total de charges transférées de **3 124 374 €**.

Ces charges transférées ont impacté les montants des Attributions de compensation (AC) des communes membres de la CARA, en dépenses (recettes pour la CARA : AC perçues des communes) et en recettes (dépenses pour la CARA : AC versées aux communes).

Les grands équilibres budgétaires appréhendés par section connaissent donc des évolutions marquées dans le budget principal 2022 même si pour autant, et par construction, l'équilibre global reste inchangé :

| | | | |
|--|-------------------------------|--|-------------------------------|
| <u>Recettes de fonctionnement</u> | <u>+1 494 077,10 €</u> | <u>Recettes d'investissement</u> | <u>+0,00 €</u> |
| Modification AC perçues | +1 494 077,10 € | | |
| <u>Dépenses de fonctionnement</u> | <u>-698 562,90 €</u> | <u>Dépenses d'investissement</u> | <u>+2 192 640,00 €</u> |
| Modification AC versées | -1 630 295,90 € | "Comptes travaux communes" | +2 192 640,00 € |
| Convention délégation gestion | +931 733,00 € | | |
| <i>Autofinancement</i> | <i>+2 192 640,00 €</i> | <i>Besoin financement investissement</i> | <i>+2 192 640,00 €</i> |

Les conséquences budgétaires du transfert de la compétence GEPU sont les suivantes :

- Une augmentation des recettes de fonctionnement de 1 494 077,10 € ;
- Une diminution des dépenses de fonctionnement de 698 562,90 € ;
- Une augmentation induite de l'autofinancement de 2 192 640,00 € ;
- Et une augmentation des dépenses d'investissement de 2 192 640,00 € (ponction de l'autofinancement généré).

Les évolutions de budget à budget seront donc à appréhender avec précaution. Un rappel des mécanismes sera systématiquement opéré dans la rédaction de ce rapport dès lors qu'il sera justifié.

Afin de faciliter le suivi des flux financiers et garantir la traçabilité des crédits dédiés à cette compétence, l'ouverture d'un budget annexe GEPU sur l'exercice 2022 est envisagée.

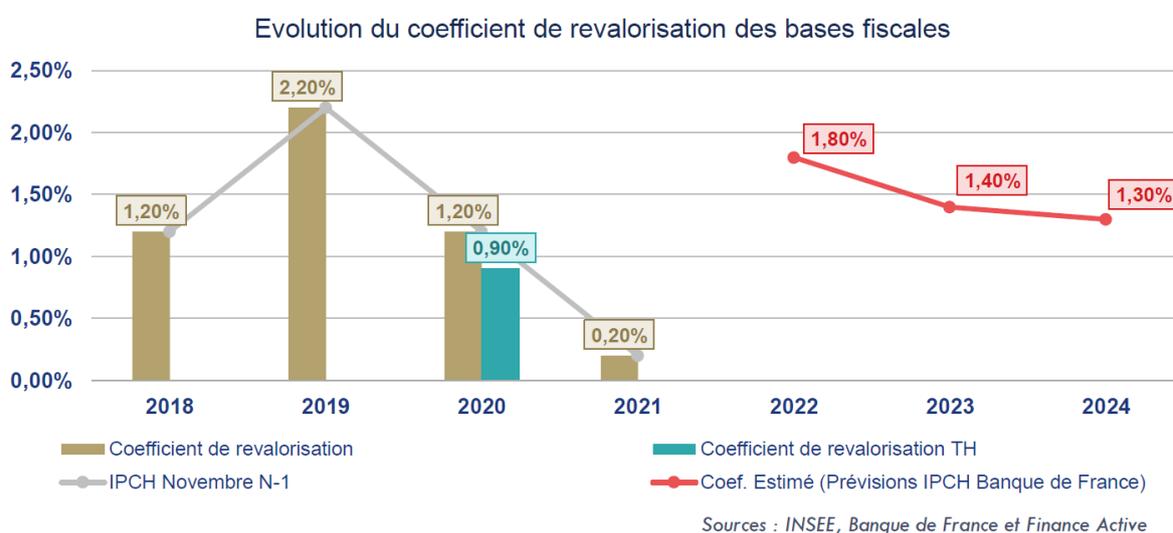
Les montants précédents sont calculés H.T. La gestion des écritures afférentes à la TVA sera réalisée à l'occasion de l'ouverture du budget annexe.

1.4. Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité pour 2022

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre 2021 et le mois de novembre 2020 (pour application en 2022). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

L'IPCH constatée en novembre 2020 étant de +0,2 % par rapport à novembre 2019, le coefficient légal a donc été de +0,2 % en 2021 (contre +1,2 % en 2020).

L'IPCH de novembre 2021 n'étant connu qu'en décembre, le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales qui s'appliquera en 2022 ne sera connu qu'à ce moment. Au mois de septembre 2021, les prévisions d'IPCH de la Banque de France s'établissent à 1,8 %.



Le coefficient de revalorisation forfaitaire retenu pour l'élaboration des budgets 2022 a donc été fixé à 1,80 %. Il impactera les produits inscrits pour la TH résidence secondaire, la TF et la TFNB, la CFE et la TEOM (application du coefficient sur les produits notifiés pour l'exercice 2021).

1.5. La fraction de TVA pour les EPCI

Depuis 2021, les EPCI et les départements reçoivent une fraction de TVA afin de compenser la perte de la taxe d'habitation (EPCI) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (Départements).

Cette fraction, qui correspondait en 2021 au montant de la perte d'un panier fiscal 2020, sera dynamique à compter de 2022. Elle évoluera en fonction de la progression de la TVA nationale en année N.

Concrètement les départements et EPCI percevront en 2022 des douzièmes correspondant au montant perçu en 2021 et un ajustement sera effectué en fin d'année en fonction de la progression de la TVA nationale.

L'évolution de la TVA a toujours été supérieure à celle de l'inflation, le PLF 2022 estime la hausse de la TVA à +5,5 % en 2022.

Néanmoins une progression plus prudente de la fraction de TVA à +3 en 2022 a été retenue pour l'élaboration du budget principal.

1.6. Revalorisation du produit attendu de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Le budget annexe Gestion des déchets connaît depuis près de trois ans un déficit structurel (hors résultat reporté) qui ne cesse de s'aggraver pour dépasser les trois millions d'euros en 2020 et 2021.

Le dynamisme des recettes n'a jamais rattrapé l'inflation grevant les dépenses de fonctionnement (contrats de prestation de service).

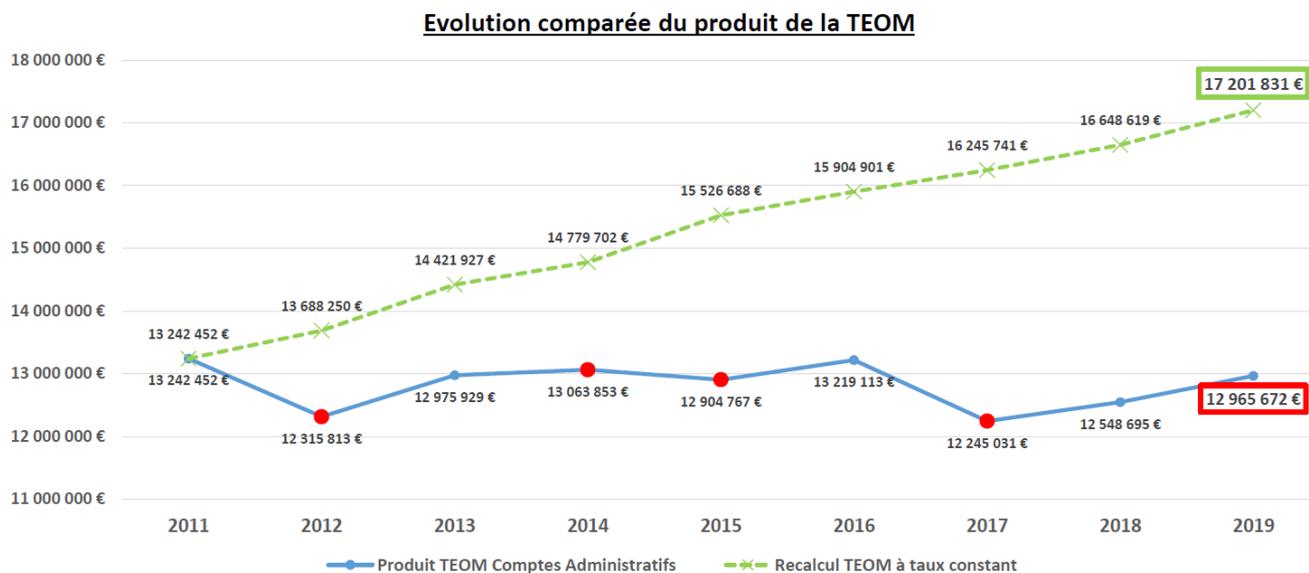
Sur ce budget, des baisses de taux ont été réalisées afin de ne pas mobiliser une trésorerie trop importante générée par les excédents reportés résultants des années antérieures.

Les contribuables du territoire ont donc bénéficié des baisses suivantes :

- **Entre 2011 et 2012 : 10 % de baisse ;**
- **Entre 2013 et 2014 : entre 2 % et 7 % de baisse, (selon les zones) ;**
- **Entre 2014 et 2015 : entre 2 % et 8 % de baisse, (selon les zones) ;**
- **Entre 2016 et 2017 : 9 % de baisse.**

Il convient aujourd'hui de rétablir les recettes à un niveau permettant de couvrir les coûts du service rendu pour l'enlèvement et le traitement des déchets du territoire. Ce réajustement peut s'envisager sur une période de trois ans à raison de près d'un million d'euros par an.

Le graphique suivant permet d'appréhender le niveau de recette de TEOM qu'aurait perçu la CARA en 2019 si aucune diminution des taux de TEOM n'avait été réalisée :



Les baisses successives des taux ont permis une économie de plus de 4,2 millions d'euros en 2019 en faveur du contribuable du territoire.

Pour l'exercice 2022, et afin d'entamer le redressement structurel du budget Gestion des déchets, une augmentation de 7,3 % des taux sera proposée pour cibler un produit supplémentaire de 1 million d'euros sur la TEOM.

1.7. Baisse de la redevance assainissement

Le niveau des recettes du budget annexe assainissement des eaux usées reste aujourd'hui trop important au regard des dépenses que nous sommes en capacité de réaliser.

Il convient donc en 2022 d'opérer une diminution de nos recettes de fonctionnement d'un montant de 1 million d'euros sur le poste concernant la redevance assainissement collectif, en faveur de l'utilisateur.

L'utilisateur de l'assainissement collectif a déjà ces dernières années bénéficié d'une baisse de 15 % sur la prime fixe/part CARA en 2017 et d'une baisse de 49,8 % sur la prime fixe/part délégataire en 2019.

2. Optimisation de la gestion financière de la CARA

2.1. Rigueur et maîtrise de la préparation budgétaire

2.1.1. Consolidation budgétaire – Evolution de la section de fonctionnement

| <i>(opérations réelles hors reports et dépenses imprévues)</i> | BP 2021 | Propositions 2022 | Ecart | Var° |
|--|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------|
| Budget Principal | | | | |
| <i>(Intègre les évolutions du budget Transport)</i> | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 43 864 428 € | 43 227 244 € | -637 184 € | -1,45% |
| Recettes de Fonctionnement | 46 295 424 € | 49 263 272 € | +2 967 848 € | +6,41% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 2 430 996 € | 6 036 028 € | 3 605 032 € | +148,29% |
| Budget Assainissement | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 1 267 457 € | 1 168 710 € | -98 747 € | -7,79% |
| Recettes de Fonctionnement | 5 332 830 € | 4 469 480 € | -863 350 € | -16,19% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 4 065 373 € | 3 300 770 € | -764 603 € | -18,81% |
| Budget Gestion Déchets | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 17 273 680 € | 19 496 696 € | +2 223 016 € | +12,87% |
| Recettes de Fonctionnement | 17 463 780 € | 19 752 206 € | +2 288 426 € | +13,10% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 190 100 € | 255 510 € | 65 410 € | +34,41% |
| Budget Hippodrome Royan atlantique | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 45 319 € | 44 460 € | -859 € | -1,90% |
| Recettes de Fonctionnement | 207 906 € | 210 700 € | +2 794 € | +1,34% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 162 587 € | 166 240 € | 3 653 € | +2,25% |
| Budget Panneaux Photovoltaïques | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 7 075 € | 13 988 € | +6 913 € | +97,71% |
| Recettes de Fonctionnement | 26 500 € | 47 900 € | +21 400 € | +80,75% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 19 425 € | 33 912 € | 14 487 € | +74,58% |
| Budget GEMAPI | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 242 045 € | 318 775 € | +76 730 € | +31,70% |
| Recettes de Fonctionnement | 248 179 € | 406 250 € | +158 071 € | +63,69% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 6 134 € | 87 475 € | 81 341 € | +1326,08% |
| Budget Pôle de transformation | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | | 5 720 € | +5 720 € | |
| Recettes de Fonctionnement | | 60 020 € | +60 020 € | |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | | 54 300 € | 54 300 € | |
| Budget Bâtiments économiques | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 18 000 € | | -18 000 € | -100,00% |
| Recettes de Fonctionnement | 18 000 € | | -18 000 € | -100,00% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | | | | |
| GLOBALITE BUDGETS ETUDES | | | | |
| Dépenses de Fonctionnement | 62 718 004 € | 64 275 593 € | +1 557 589 € | +2,48% |
| Recettes de Fonctionnement | 69 592 619 € | 74 209 828 € | +4 617 209 € | +6,63% |
| Autofinancement budgétaire généré (hors DAP) | 6 874 615 € | 9 934 235 € | 3 059 620 € | +44,51% |

DAP : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Au stade de la préparation des budgets primitifs, l'autofinancement budgétaire consolidé augmente de plus de 3 millions d'euros.

Il convient de relativiser cette augmentation par :

- L'autofinancement généré par le transfert de charges de la GEPU et dédié au financement des investissements de la compétence : +2,2 millions d'euros sur le budget principal ;
- L'augmentation du produit de la TEOM de plus de 1 million d'euro (revalorisation valeur locative + augmentation des taux) ;
- La baisse de la redevance assainissement pour 1 million d'euro ;
- La revalorisation des valeurs locatives sur le budget principal de +1,8 % (+270 000 €);
- La revalorisation de la fraction de TVA compensatoire de +3 % (+ 380 000 €).

2.1.2. Les budgets des services opérationnels

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| | BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Direction de la Communication | | | |
| COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | 261 250 € | 261 150 € | -100 € |
| Direction des Affaires Culturelles | | | |
| ACTIONS CULTURELLES | 290 130 € | 300 930 € | +10 800 € |
| JEUDIS MUSICAUX | 341 200 € | 348 720 € | +7 520 € |

Pour l'exercice 2022, ces deux budgets connaissent une relative stabilité dans le montant de l'enveloppe proposée.

BUDGET PRINCIPAL (dépendances réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Prospective Stratégie Territoriale

| | BP 2021 | 2022 | Ecart |
|--|----------------|-----------------|------------------|
| Direction des politiques contractuelles et de l'ingénierie territoriale | 9 150 € | 21 400 € | +12 250 € |
| Direction de l'Animation Territoriale | | | |
| STRATEGIE TOURISTIQUE | 4 377 460 € | 4 382 360 € | +4 900 € |
| NAUTISME | 556 424 € | 544 180 € | -12 244 € |
| ACTIVITES PLEINE NATURE | 40 100 € | 63 400 € | +23 300 € |
| ANIMATION | 55 000 € | 310 000 € | +255 000 € |

L'inflation observée sur le budget animation réside dans la reconduction du tour de Charente Maritime à la voile, opération déjà programmée en 2021 au stade du BS, ainsi qu'à l'inscription des crédits nécessaires à l'accueil d'une étape de la course La solitaire du Figaro (230 000 € de dépenses, 120 000 € de recettes).

BUDGET PRINCIPAL (dépendances réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Fonctions Supports

| | BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|
| AFFAIRES GENERALES | 206 400 € | 214 600 € | +8 200 € |
| COMMANDE PUBLIQUE | 76 400 € | 129 700 € | +53 300 € |
| SERVICE JURIDIQUE IMMOBILIER | 76 080 € | 86 500 € | +10 420 € |
| Direction des Ressources Humaines | 8 379 630 € | 9 046 565 € | +666 935 € |
| Direction des systèmes d'Information | | | |
| INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES | 58 616 € | 54 910 € | -3 706 € |
| INFORMATIQUE | 185 110 € | 217 810 € | +32 700 € |
| TELEPHONIE | 94 770 € | 91 500 € | -3 270 € |
| Direction des finances | | | |
| DETTE | 133 566 € | 144 302 € | +10 736 € |
| OPERATIONS NON AFFECTEES | 14 749 909 € | 14 180 359 € | -569 550 € |
| PEREQUATION | 2 806 900 € | 1 176 601 € | -1 630 299 € |
| SECURITE - SALUBRITE PUBLIQUE | 3 144 500 € | 3 264 771 € | +120 271 € |

La direction de la commande publique enregistre 34 600 € de crédits nécessaires à l'acquisition de matériels à destination du centre de vaccination et EPI pour les agents de la CARA.

L'évolution constatée sur les dépenses de la Direction des Ressources Humaines s'explique, d'une part par la création de quatre nouveaux postes en 2022, et, d'autre part par la comptabilisation sur une année pleine de huit postes ouverts en 2021 :

Nouveaux postes

- Contrôle de gestion budgétaire
- Instructeur droit des sols
- Technicien GEPU
- Assistante politique de la ville

Recrutement 2021 sur 12 mois

- Electricien
- Directeur politique contractuelle ingénierie territoriale
- Gestionnaire subvention
- Assistant SCOT
- Assistante animation territoriale
- Gestionnaire commande publique

Les services dédiés aux opérations non affectées et à la péréquation enregistrent les évolutions suivantes :

- Inscription de l'aide aux acteurs économiques en 2021 non reconduite en 2022 :
- 1 000 000 € ;
- Inscription d'une enveloppe pour faire face aux dépenses imprévues : + 500 000 € ;
- Modification du montant des attributions de compensation versées suite au transfert de la GEPU : - 1 630 295,90 €.

L'inflation du service dédié à la sécurité et la salubrité publique s'explique par l'augmentation de 150 000 € inscrite sur la contribution versée au SDIS par la CARA (pour un total notifié de 3 190 718 €).

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Equipements et Logistique

| | | | |
|--|-----------|-----------|------------|
| ENTRETIEN ET GESTION DU PATRIMOINE ET DES EQUIPEMENTS LOGISTIQUE | 512 050 € | 387 055 € | -124 995 € |
| ESPACES NATURELS SENSIBLES | 63 600 € | 63 950 € | +350 € |
| ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES | 160 120 € | 160 570 € | +450 € |
| | 436 594 € | 355 143 € | -81 451 € |

Dans le respect de la note de cadrage préconisant de contenir les dépenses de fonctionnement, les services du pôle équipements et logistique ont présenté un budget ajusté aux capacités réelles d'intervention des équipes sur les différents sites et tenant compte d'une priorisation des travaux à réaliser.

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Développement et Attractivité Territoriale

| | | | |
|---|-----------|-----------|------------|
| DEVELOPPEMENT COMMERCE ARTISANAT ET INDUSTRIE | 242 443 € | 456 331 € | +213 888 € |
| PLATEFORME ENTREPRENDRE | 92 800 € | 87 560 € | -5 240 € |
| DEVELOPPEMENT AGRICOLE OSTREICOLE ET RURALITE | 88 900 € | 91 580 € | +2 680 € |

La politique d'aides économiques aux entreprises dans le cadre du Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) connaît une augmentation de crédits dédiés de 250 000 € dans le budget 2022.

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Politique de la Ville Solidarités Prévention Sécurité

| | | | |
|-------------------------------|-------------|-----------|------------|
| POLITIQUE DE LA VILLE | 1 205 630 € | 985 810 € | -219 820 € |
| ACTION SOCIALE | 877 885 € | 743 880 € | -134 005 € |
| RELAIS ACCUEIL PETITE ENFANCE | 85 750 € | 76 070 € | -9 680 € |
| GENS DU VOYAGE | 381 080 € | 383 430 € | +2 350 € |
| SECURITE DES PLAGES | 582 250 € | 614 850 € | +32 600 € |

Dans le respect de la note de cadrage préconisant de contenir les dépenses de fonctionnement, il est proposé une réorganisation du financement des actions tout en maintenant le développement des nouvelles compétences dédiées comme la poursuite du diagnostic local de santé.

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Aménagement Durable et Mobilité

| | | | |
|---------------------|-------------|-------------|------------|
| HABITAT LOGEMENT | 22 250 € | 30 250 € | +8 000 € |
| AMENAGEMENT DURABLE | 206 090 € | 180 250 € | -25 840 € |
| TRANSPORT MOBILITE | 2 867 581 € | 2 715 676 € | -151 905 € |

L'évolution observée sur le service transport résulte d'une baisse relative de l'enveloppe dédiée au fonctionnement de la DSP Transport dont l'équilibre financier est assuré par le Budget Principal.

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

Pôle Cycle de l'Eau Environnement

| | | | |
|--|-----------|-----------|------------|
| GEPU (Gestion des Eaux Pluviales Urbaines) | 100 000 € | 951 731 € | +851 731 € |
| ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARITIME | 96 810 € | 103 350 € | +6 540 € |

L'évolution des dépenses sur ce service résulte de la mise en œuvre opérationnelle de la compétence GEPU en 2022.

BUDGET PRINCIPAL (dépenses réelles de fonctionnement)

| BP 2021 | 2022 | Ecart |
|---------|------|-------|
|---------|------|-------|

| | | | | |
|----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Total général | 43 864 428 € | 43 227 244 € | -637 184 € | -1,45 % |
|----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|----------------|

Les dépenses réelles de fonctionnement proposées au budget principal pour l'exercice 2022 connaissent une baisse de 637 184 € (-1,45 %).

Dans un souci d'objectivité, il convient de retraiter ce solde des masses financières liées au transfert de la compétence GEPU ainsi que celles dédiées aux dépenses imprévues et exceptionnelles pour faire face à la crise sanitaire.

| Neutralisation postes impactés par la GEPU | 2021 | 2022 | | |
|--|---------------------|---------------------|-------------------|----------------|
| Neutralisation Attributions de compensation versées (poste péréquation) | -2 806 900 € | -1 176 601 € | | |
| Neutralisation dépenses service GEPU | -100 000 € | -951 731 € | | |
| Total retraité des impacts transfert GEPU | 40 957 528 € | 41 098 912 € | +141 384 € | +0,35 % |
| Rappel dépenses imprévues inscrites au budget (service opérations non affectées) | | 500 000 € | | |
| Rappel dépenses crise sanitaire/centre vacc. Inscrite au budget | 1 000 000 € | 147 200 € | | |
| Total net de GEPU & dépenses imprévues / Crise sanitaire | 39 957 528 € | 40 451 712 € | +494 184 € | +1,24 % |

L'évolution des dépenses post retraitement est proche de 500 000 €, soit une progression de +1,2 %, ce qui reste relativement faible au regard de l'importance des compétences gérées et énoncées précédemment.

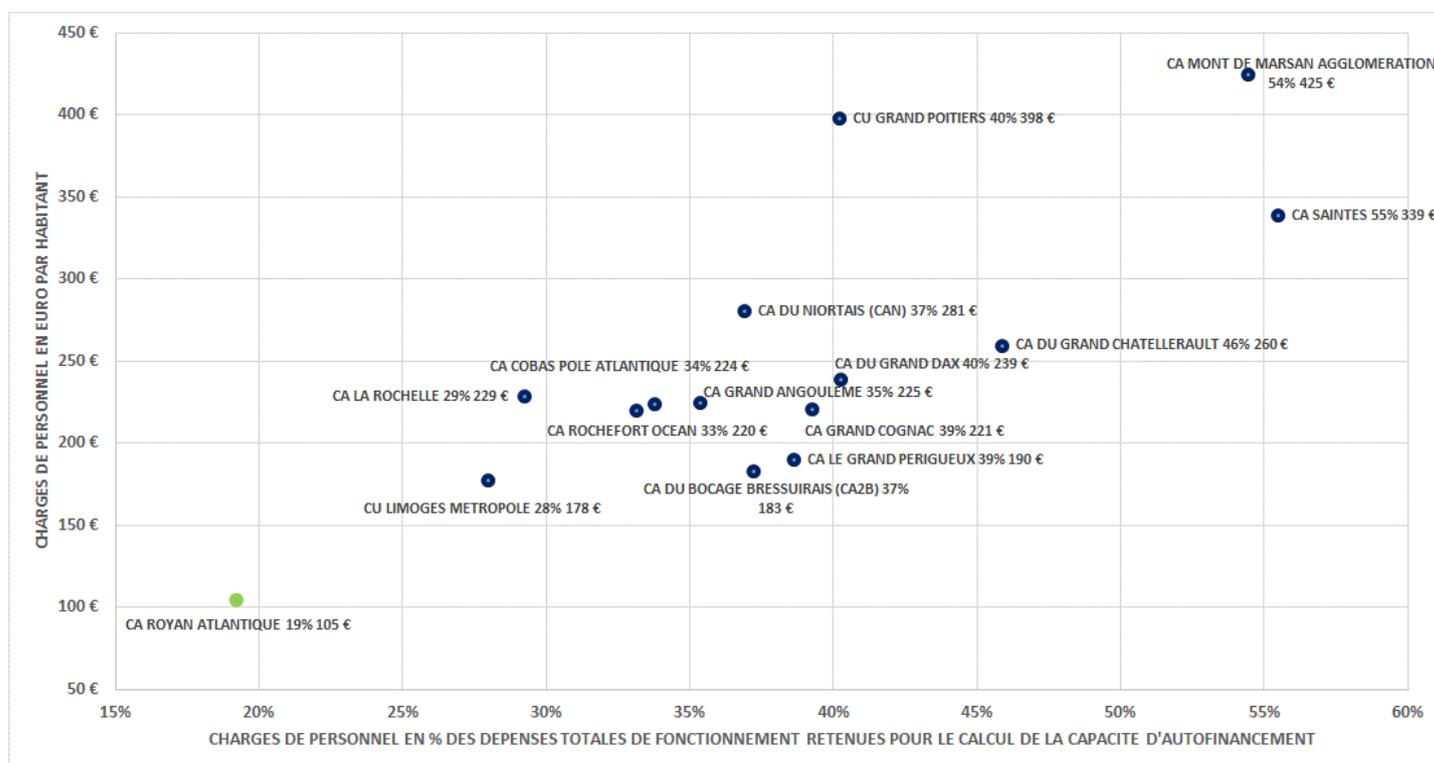
2.2. Gestion des ressources humaines

La gestion du personnel constitue un poste de dépenses relativement important sur le budget principal. Une comparaison avec les autres EPCI du département et de la région nous permet de mieux appréhender le poids de ce poste dans nos budgets.

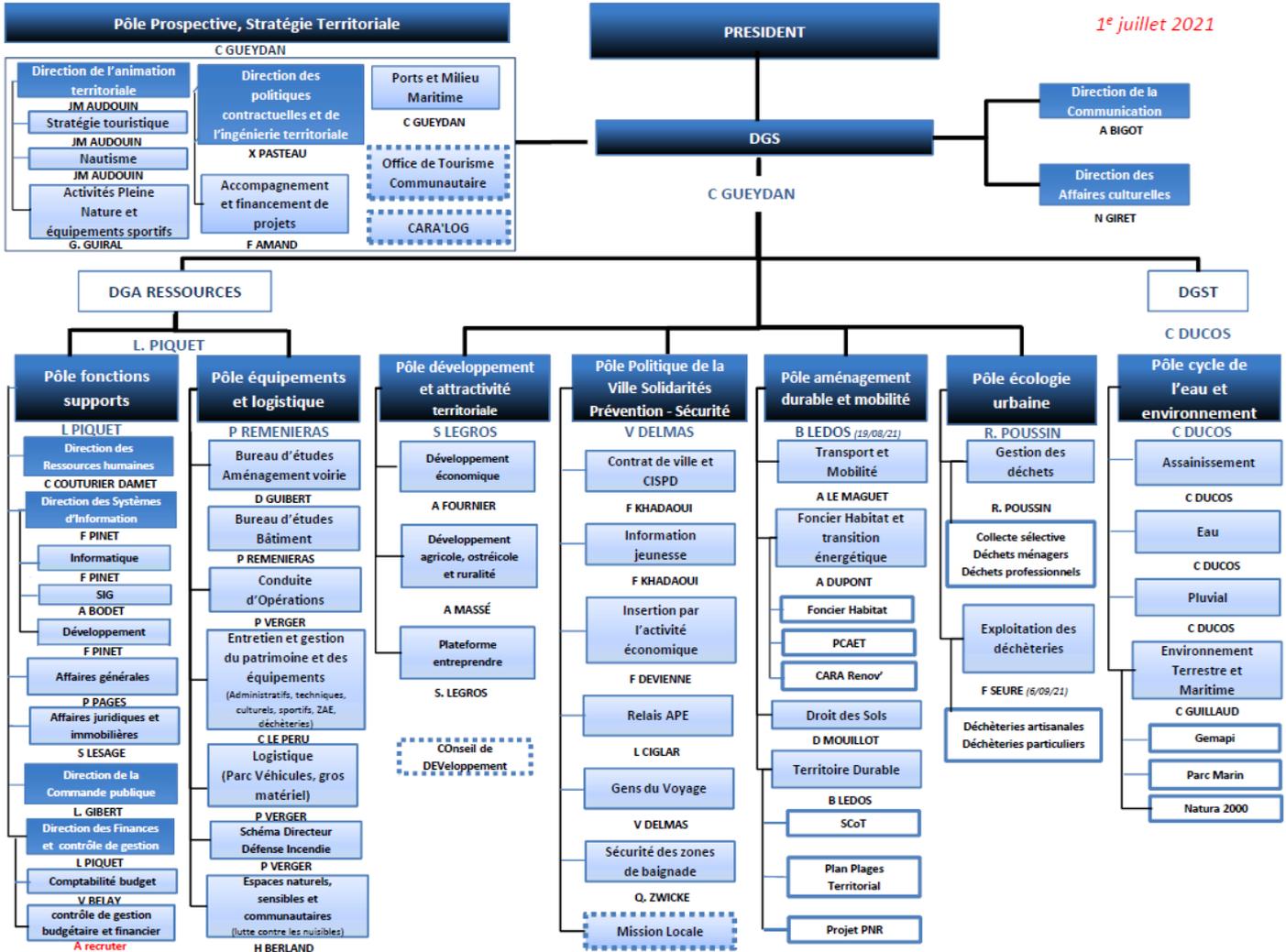
En 2020, tous budgets confondus, les charges de personnel de la CARA s'élèvent à 105 € par habitant et représentent 19 % de l'ensemble des charges de fonctionnement.

Charges de personnel 2020 – Budgets consolidés

https://www.impots.gouv.fr/cil/zf1/accueil/flux.ex;jsessionid=80C8AC190EC8190AE748CC13966E003F?_flowId=accueilcillo-flow



1^{er} juillet 2021



2.2.1. Effectifs de la CARA

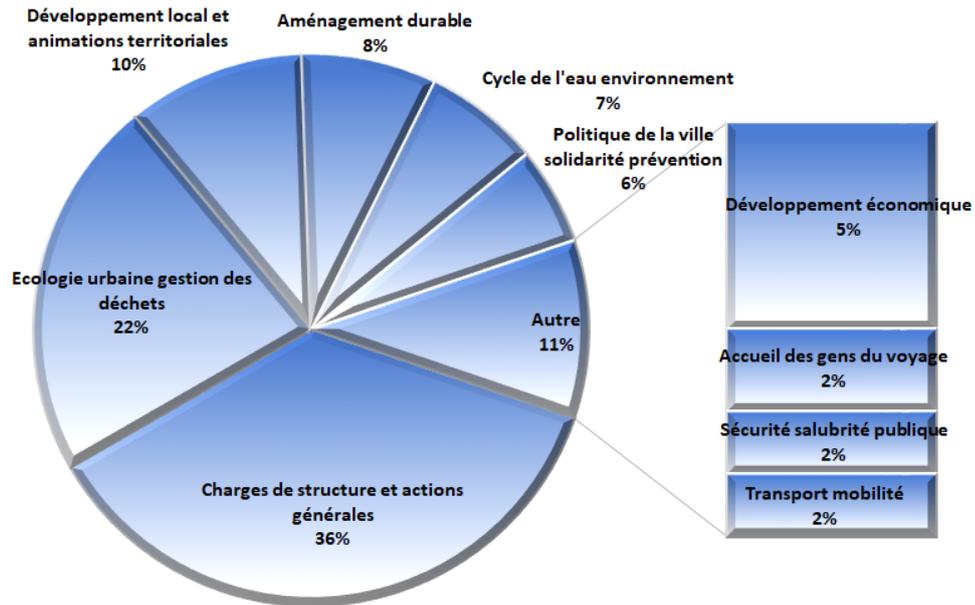
Les effectifs impactant les budgets de la CARA sont de 192 agents au 15 novembre 2021 (emplois permanents pourvus et, le cas échéant, le personnel en remplacement).

Le tableau suivant présente la répartition des effectifs :

| | |
|---|------------|
| Charges de structure et actions générales | 70 |
| Direction générale | 3 |
| Affaires générales, Juridiques & Commande Publique | 12 |
| Equipements, patrimoine, logistique, espaces naturels sensibles | 20 |
| Finances et contrôle de gestion | 8 (+1) |
| Système d'Information | 9 |
| Ressources Humaines | 7 |
| Communication | 6 |
| Politiques contractuelles et ingénierie territoriale | 5 |
| Développement local et animations territoriales | 20 |
| Affaires culturelles | 10 |
| Animation Territoriale | 8 |
| Tourisme | 2 |
| Sécurité salubrité publique | 3 |
| Accueil des gens du voyage | 4 |
| Politique de la ville solidarité prévention | 11 |
| Pôle politique de la ville solidarité prévention | 5 (+1) |
| Relais Accueil Petite Enfance | 6 |
| Développement économique | 10 |
| Développement agricole, ostréicole et ruralité | 3 |
| Développement économique | 5 |
| Plateforme entreprendre | 2 |
| Aménagement durable | 15 |
| Aménagement durable | 5 |
| Foncier et Habitat et transition énergétique | 4 |
| Droit des sols | 6 (+1) |
| Transport mobilité | 3 |
| Cycle de l'eau environnement | 13 |
| Assainissement | 10 |
| Environnement terrestre et maritime | 1 |
| GEMAPI | 2 |
| GEPU | (+1) |
| Ecologie urbaine gestion des déchets | 43 |
| Total général | 192 |

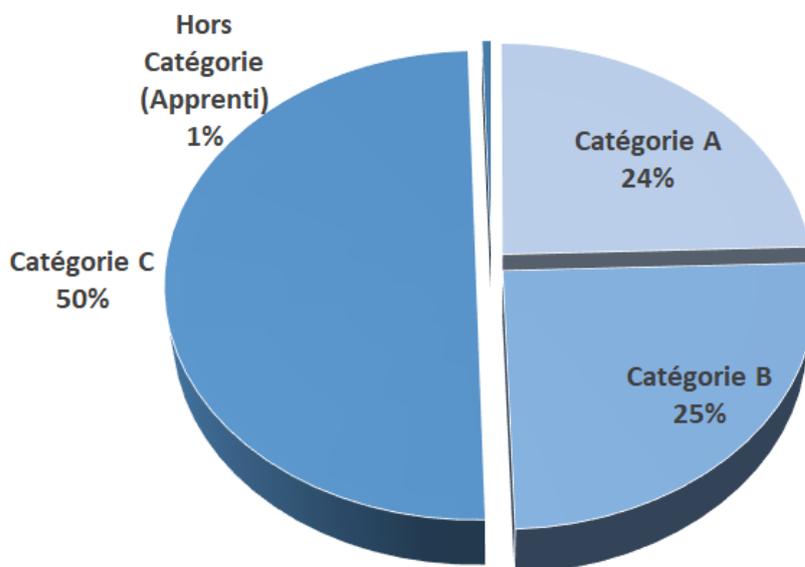
Exercice 2022 : 196 agents (+4)

Ventilation de l'effectif au 15 novembre 2021



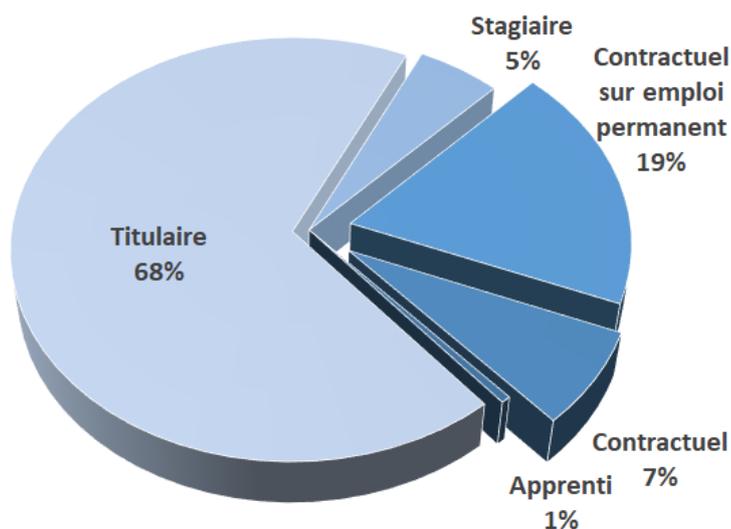
Répartition de l'effectif par catégorie au 15 novembre 2021

| Catégories | Femmes | Hommes | total |
|---------------------------|-----------|-----------|------------|
| Catégorie A | 25 | 22 | 47 |
| Catégorie B | 25 | 23 | 48 |
| Catégorie C | 46 | 50 | 96 |
| Hors Catégorie (Apprenti) | 1 | | 1 |
| total | 96 | 91 | 187 |

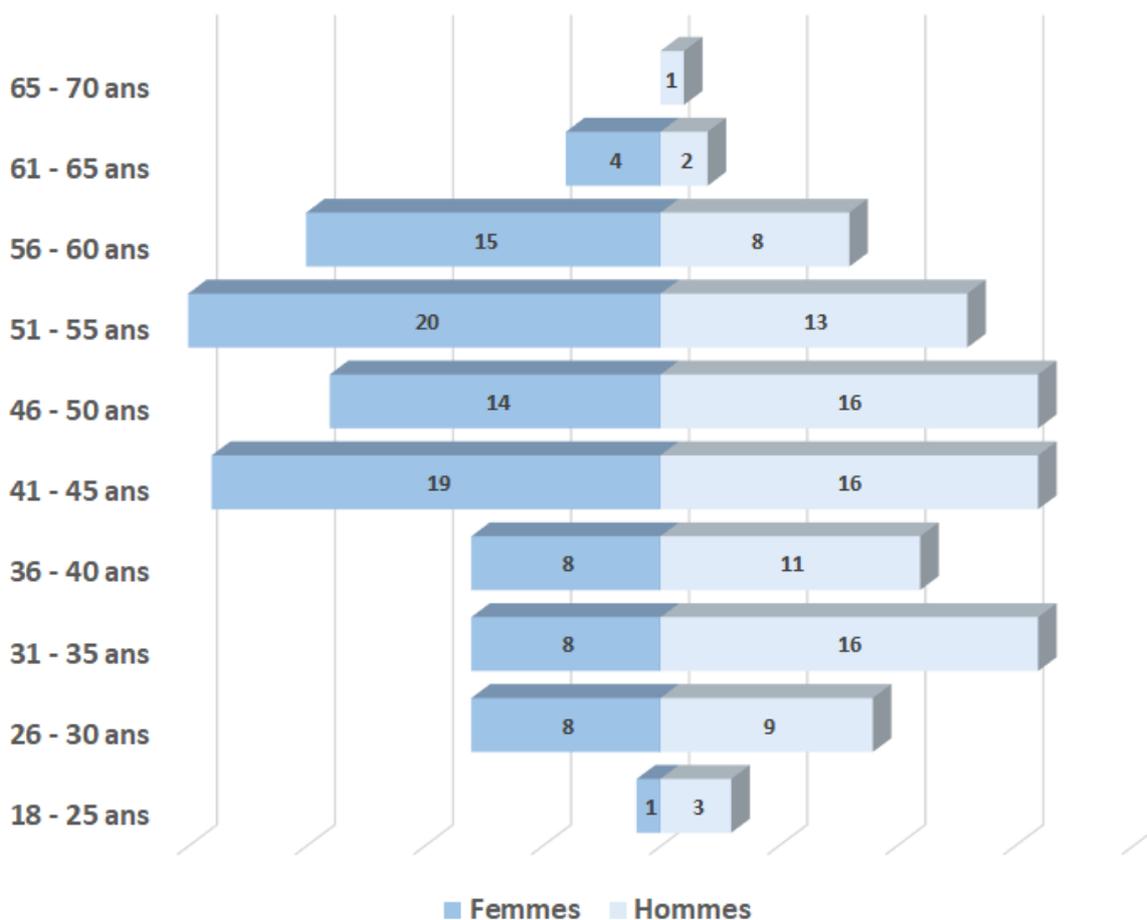


Répartition de l'effectif par statut au 15 novembre 2021

| Catégories | Femmes | Hommes | total |
|----------------------------------|-----------|-----------|------------|
| Titulaire | 69 | 62 | 131 |
| Stagiaire | 5 | 5 | 10 |
| Contractuel sur emploi permanent | 14 | 22 | 36 |
| Contractuel | 8 | 6 | 14 |
| Apprenti | 1 | | 1 |
| Total général | 97 | 95 | 192 |



Pyramide des âges au 15 novembre 2021



2.2.2. Eléments de rémunération du personnel
DEPENSES DE PERSONNEL : ELEMENTS DE REMUNERATION

| | ESTIMATION REALISATION 2021 | | | | PREVISIONS BUDGETAIRES 2022 | | | |
|----------------------------|-----------------------------|----------------|-----------------|-----------|-----------------------------|----------------|-----------------|-----------|
| | BUDGET PRINCIPAL | ASSAINISSEMENT | GESTION DECHETS | GEMAPI | BUDGET PRINCIPAL | ASSAINISSEMENT | GESTION DECHETS | GEMAPI |
| TRAITEMENT BRUT INDICIAIRE | 3 465 643,44 | 193 928,74 | 860 129,08 | 51 090,09 | 3 802 409,31 | 232 795,67 | 951 267,28 | 69 567,84 |
| NBI | 13 307,02 | 0,00 | 843,48 | 0,00 | 14 297,28 | 0,00 | 847,68 | 0,00 |
| S.F.T. | 39 108,74 | 1 134,33 | 11 493,03 | 993,36 | 43 215,01 | 1 829,61 | 11 508,12 | 1 007,88 |
| HEURES SUPPLEMENTAIRES | 34 463,34 | 479,19 | 1 228,11 | 0,00 | 13 049,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| REGIME INDEMNITAIRE | 938 140,62 | 53 695,24 | 164 332,77 | 15 562,97 | 1 059 685,13 | 64 351,76 | 181 434,32 | 21 478,98 |
| AVANTAGES EN NATURE | 2 725,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 725,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ASTREINTES | 30 974,74 | 0,00 | 5 320,86 | 0,00 | 38 083,43 | 0,00 | 7 294,80 | 0,00 |

Les éléments de rémunération sont impactés par l'application du protocole relatif à l'avenir de la fonction publique et à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (P.P.C.R.) qui prévoit pour les fonctionnaires :

- Un "transfert primes / points" qui permet d'intégrer progressivement une partie des primes dans le traitement indiciaire pour augmenter leur pension de retraite ;
- De nouvelles grilles indiciaires depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Une cadence unique d'avancement d'échelon ;
- Un reclassement et une revalorisation indiciaire échelonnée sur 4 ans depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'instauration du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel) est effective depuis 2019.

Cette refonte du régime indemnitaire tend à la valorisation des fonctions exercées par les agents ainsi qu'à la reconnaissance des parcours professionnels et des acquis de l'expérience.

2.2.3. L'action sociale

L'action sociale représente, tous budgets confondus, près de 469 640 €, dont 147 400 € de participations salariales, pour l'exercice 2022. Elle comprend la cotisation au CNAS, les titres restaurant, les chèques cultures et les chèques cadeaux Noël des agents et des enfants.

| | |
|----------------------------|--|
| BUDGET PRINCIPAL | 343 500 € <i>dont 107 920 € de part salariale</i> |
| ASSAINISSEMENT | 23 000 € <i>dont 7 040 € de part salariale</i> |
| GESTION DES DECHETS | 96 700 € <i>dont 30 330 € de part salariale</i> |
| GEMAPI | 6 440 € <i>dont 2 110 € de part salariale</i> |

2.2.4. Temps de travail

Par délibération n° CC-161118-k1 du 18/11/2016, les conseillers communautaires ont adopté l'organisation du temps de travail des agents de la communauté d'agglomération Royan Atlantique en fixant la durée à 1 607 heures selon les modalités suivantes :

- Nombre de jours dans l'année : 365
- Nombre de jours non travaillés : 137
 - Repos hebdomadaires : 104 jours (52 samedis et dimanches)
 - Congés annuels : 25 jours (5 fois les obligations légales hebdomadaires)
 - 8 jours fériés (forfait annuel)
- Soit 228 jours travaillés à raison de 7 heures par jour = 1 596 heures arrondies à 1 600 heures auxquelles s'ajoute la journée de solidarité de 7 heures

2.3. Politique en matière d'équipement

Le niveau des dépenses d'équipement prévues en 2022 est de 62 millions d'euros.

Le budget principal porte 32 % des dépenses d'équipement, le budget assainissement 59 % et le budget transport 4 %.

La technique des Autorisations de Programme/Crédits de Paiement (AP/CP) permettant de planifier la mise en œuvre pluriannuelle des investissements, sera maintenue en 2022.

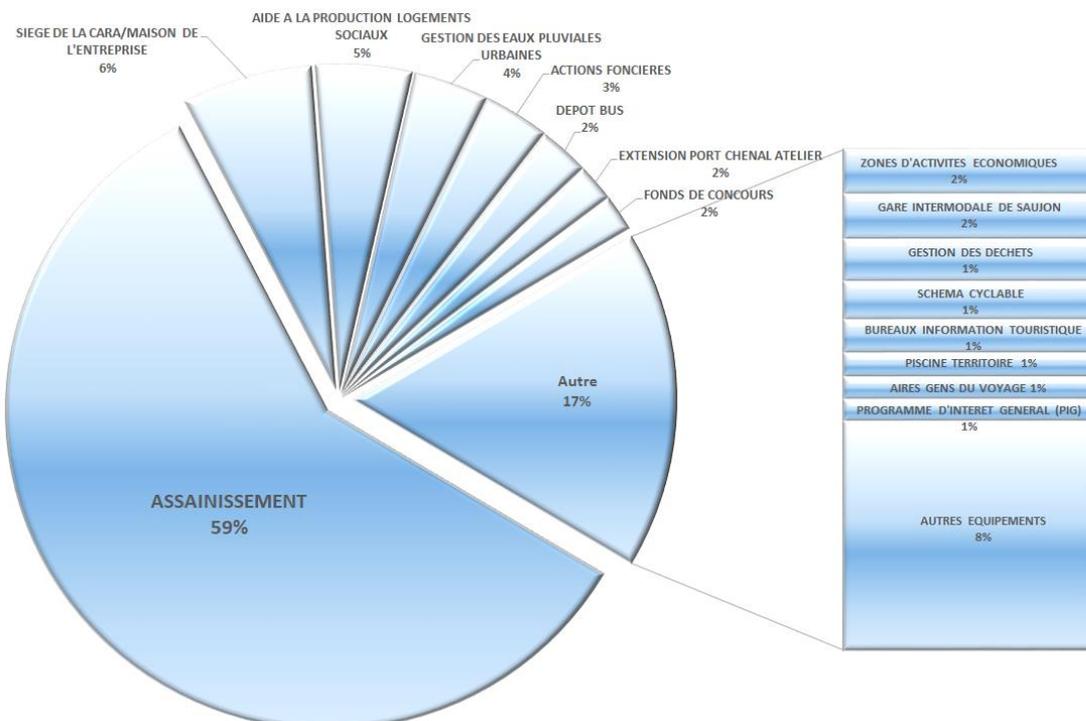
Les AP/CP actuellement ouvertes s'énoncent ainsi :

| | | CP 2022 |
|------------------------------------|--|---------------------|
| (Rappel Autorisation de programme) | BUDGET PRINCIPAL | 9 819 742 € |
| 12 100 000 € | T.T.C. SIEGE DE LA CARA/MAISON DES ENTREPRISES | 4 000 000 € |
| 4 613 000 € | T.T.C. AIDE A LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX PG2021-2026 | 1 823 300 € |
| 9 743 203 € | T.T.C. AIDE A LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX PG2013-2020 | 1 120 900 € |
| 11 500 000 € | T.T.C. EXTENSION DU PORT CHENAL DE L'ATELIER | 1 126 926 € |
| 3 396 000 € | T.T.C. GARE INTERMODALE DE SAUJON | 944 616 € |
| 7 000 000 € | T.T.C. SCHEMA CYCLABLE | 754 000 € |
| 4 528 315 € | T.T.C. CREATION NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE | 50 000 € |
| | BUDGET ANNEXE BUDGET TRANSPORT | 1 970 485 € |
| 4 467 552 € | H.T. DEPOT BUS | 1 507 650 € |
| 4 440 108 € | H.T. MISE EN OEUVRE DU SDAT | 360 835 € |
| 1 258 333 € | H.T. EQUIPEMENT DES ARRETS DE BUS EN ABRIS VOYAGEURS | 102 000 € |
| 2 811 700 € | H.T. BUDGET ANNEXE ZAE AERONAUTIQUE | 134 000 € |
| | Total général | 11 924 227 € |

en % du total des équipements : 19,21%

Près de 12 millions de dépenses d'équipement seront gérés dans le cadre d'autorisations de programme pour l'exercice 2022, soit 19,2 % des dépenses d'équipement prévisionnelles.

Répartition des dépenses d'équipement 2022



2.4. Maîtrise de l'endettement

L'analyse de la dette démontre la maîtrise de l'endettement réalisée ces dernières années. Le capital restant dû (CRD) au 31 décembre 2021 s'élève à 19 481 021 €.

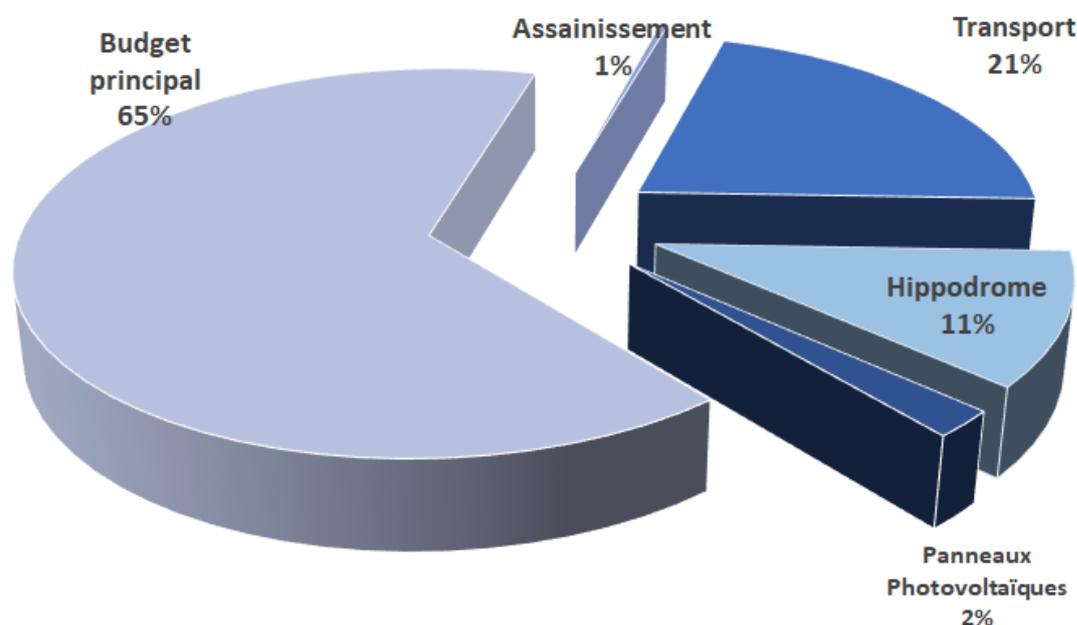
La dette de la CARA ne présente aucun risque et repose pour près de 94 % sur des produits à taux fixe, elle reste donc très peu exposée aux fluctuations des taux.

Son taux moyen est de 1,19 %.

Evolution du capital restant dû au 31/12/N par budget en milliers d'euros

| Budgets | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Budget principal | 4 585 | 4 009 | 3 481 | 3 094 | 3 435 | 3 057 | 2 741 | 1 997 | 1 626 | 1 553 | 2 314 | 1 860 | 4 056 | 10 130 | 9 318 | 10 449 | 12 709 |
| Assainissement | 12 117 | 10 386 | 8 763 | 7 325 | 5 993 | 4 836 | 3 864 | 2 775 | 2 146 | 1 728 | 1 387 | 1 037 | 812 | 514 | 206 | 87 | 71 |
| Gestion des Déchets | 1 435 | 1 012 | 768 | 559 | 389 | 320 | 280 | 220 | 195 | 150 | 103 | 53 | 24 | 12 | | | |
| Zones d'Activité | 2 693 | 2 319 | 1 114 | 844 | 622 | 440 | 385 | 321 | 269 | 207 | | | transfert BP | | | | |
| Bâtiments Economiques | | | 845 | 749 | 683 | 621 | 557 | 414 | 363 | 305 | | | transfert BP | | | | |
| Transport | 650 | 520 | 390 | | | | | 600 | 572 | 842 | 1 992 | 2 680 | 2 473 | 2 305 | 2 114 | 4 422 | 4 102 |
| Logement social | 1 550 | 1 466 | 1 438 | 1 376 | 1 313 | 457 | 389 | 303 | 251 | 180 | | | transfert BP | | | | |
| Hippodrome | | | | | | | | 1 500 | 1 428 | 1 353 | 1 274 | 2 374 | 2 206 | 2 456 | 2 328 | 2 298 | 2 161 |
| Panneaux Photovoltaïques | | | | | | | | | | | | 250 | 238 | 225 | 213 | 200 | 438 |
| Ensemble des budgets | 23 030 | 19 712 | 16 799 | 13 947 | 12 435 | 9 731 | 8 216 | 8 129 | 6 849 | 6 318 | 7 070 | 8 255 | 9 809 | 15 642 | 14 179 | 17 455 | 19 481 |

Répartition du capital restant dû par budget au 31 décembre 2021

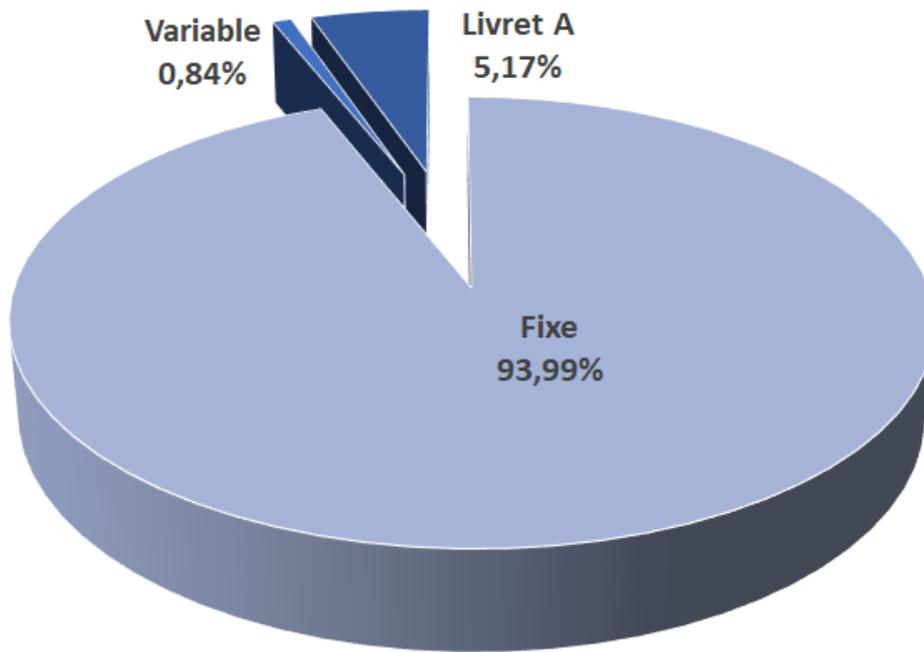


Synthèse de la dette au 31 décembre 2021

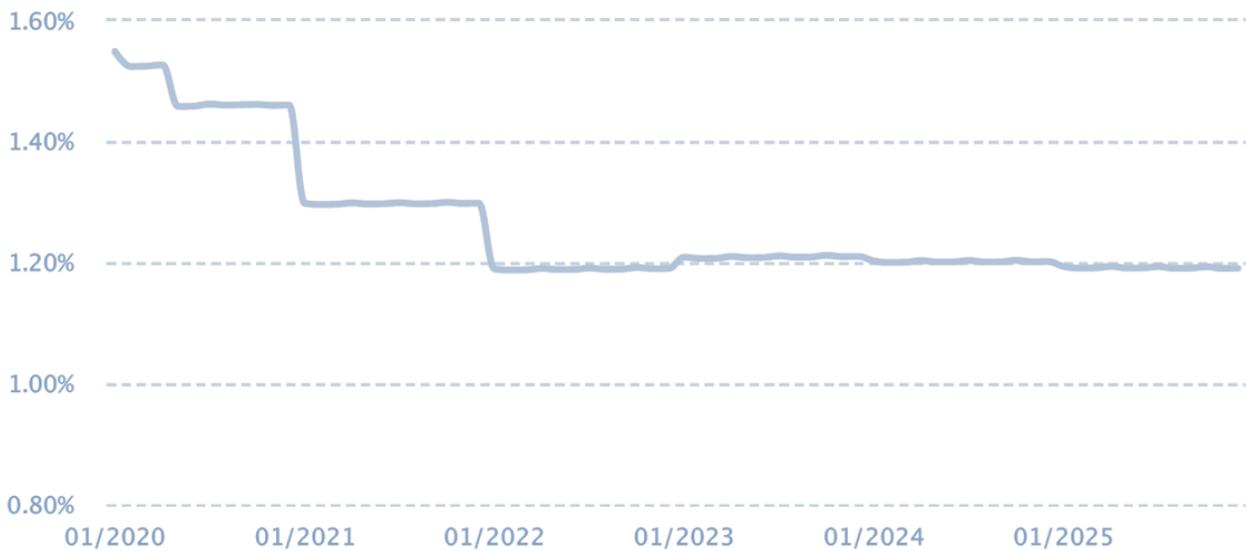
| Capital restant dû (CRD) | Taux moyen | Nombre de lignes |
|--------------------------|------------|------------------|
| 19 481 021 € | 1,19 % | 28 |

Dette par type de risque au 31 décembre 2021

| Type | Encours | % d'exposition | Taux moyen |
|-----------------------------|---------------------|-----------------|---------------|
| Fixe | 18 309 871 € | 93,99 % | 1,14 % |
| Variable | 163 672 € | 0,84 % | 0,41 % |
| Livret A | 1 007 478 € | 5,17 % | 2,18 % |
| Ensemble des risques | 19 481 021 € | 100,00 % | 1,19 % |



Evolution du taux moyen

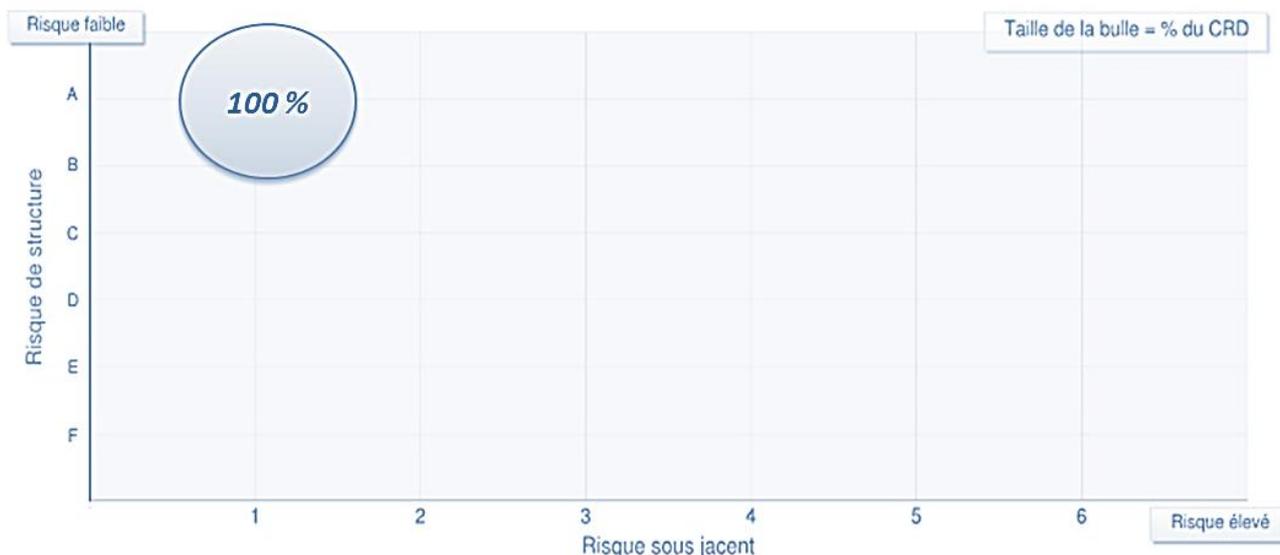


L'analyse de l'encours de la dette de la CARA au travers du prisme de la matrice des risques (classification des emprunts en fonction de leur indice et de leur structure) démontre une sécurisation maximum de notre dette.

Charte de bonne conduite : classification des risques

| Indices sous-jacents | | Structures | |
|----------------------|--|------------|---|
| 1 | INDICES ZONE EURO | A | ÉCHANGE DE TAUX FIXE CONTRE TAUX VARIABLE OU INVERSEMENT. ÉCHANGE DE TAUX STRUCTURÉ CONTRE TAUX VARIABLE OU TAUX FIXE (SENS UNIQUE). TAUX VARIABLE SIMPLE PLAFONNÉ (CAP) OU ENCADRÉ (TUNNEL). |
| 2 | INDICES INFLATION FRANÇAISE OU INFLATION ZONE EURO OU ECARTS ENTRE CES INDICES | B | BARRIÈRE SIMPLE. PAS D'EFFET DE LEVIER |
| 3 | ÉCARTS D'INDICES ZONE EURO | C | OPTION D'ÉCHANGE (SWAPTION) |
| 4 | INDICES HORS ZONE EURO. ÉCART D'INDICES DONT L'UN EST UN INDICE HORS ZONE EURO | D | MULTIPLICATEUR JUSQU'À 3 ; MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 CAPE |
| 5 | ÉCART D'INDICES HORS ZONE EURO | E | MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 |
| 6* | INDEXATIONS NON AUTORISÉES DANS LE CADRE DE LA CHARTE (TAUX DE CHANGE...) | F* | STRUCTURES NON AUTORISÉES PAR LA CHARTE (CUMULATIF, MULTIPLICATEUR > 5...) |

Le graphique ci-dessous expose la répartition de l'encours de la dette de la collectivité au travers de la matrice de classification des risques :

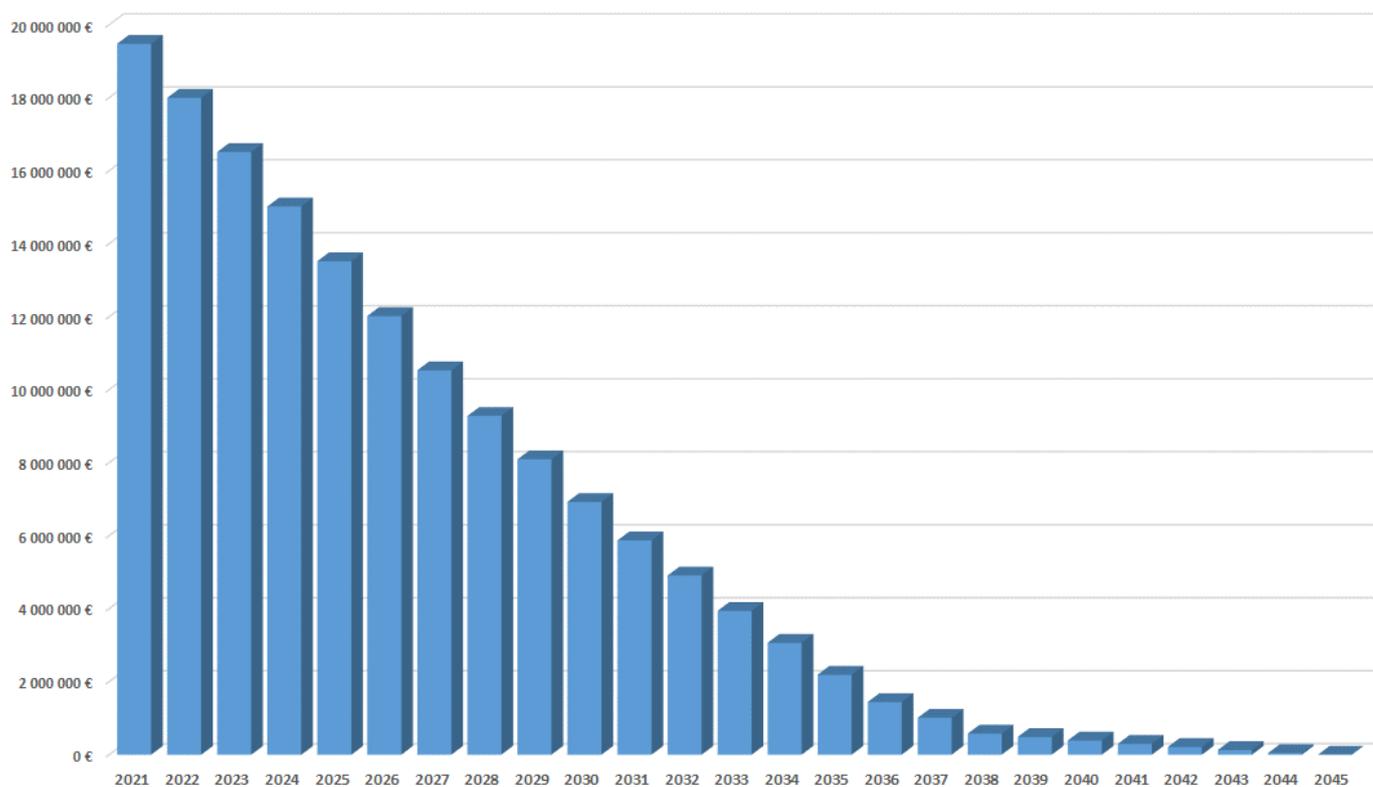


Dettes par prêteur au 31 décembre 2021

| Prêteur | Capital restant dû (CRD) | Capital restant dû (CRD) |
|------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| BANQUE POSTALE | 10 644 471 € | 54,64 % |
| CAISSE D'EPARGNE | 7 105 384 € | 36,47 % |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 1 007 479 € | 5,17 % |
| CREDIT AGRICOLE | 613 672 € | 3,15 % |
| EAU ADOUR GARONNE | 71 257 € | 0,37 % |
| CAF | 38 758 € | 0,20 % |
| TOTAL | 19 481 021 € | 100,00 % |

Profil d'extinction de la Dette

Evolution du Capital Restant Dû en fin d'exercice



La capacité de désendettement de la CARA est de 1,17 années (moins d'une année) fin 2020. Pour mémoire, la capacité de désendettement moyenne des EPCI à FPU (fiscalité professionnelle unique) de même strate est de 4,1 ans fin 2019.

3. Les principales ressources budgétaires

3.1. Ressources du budget principal

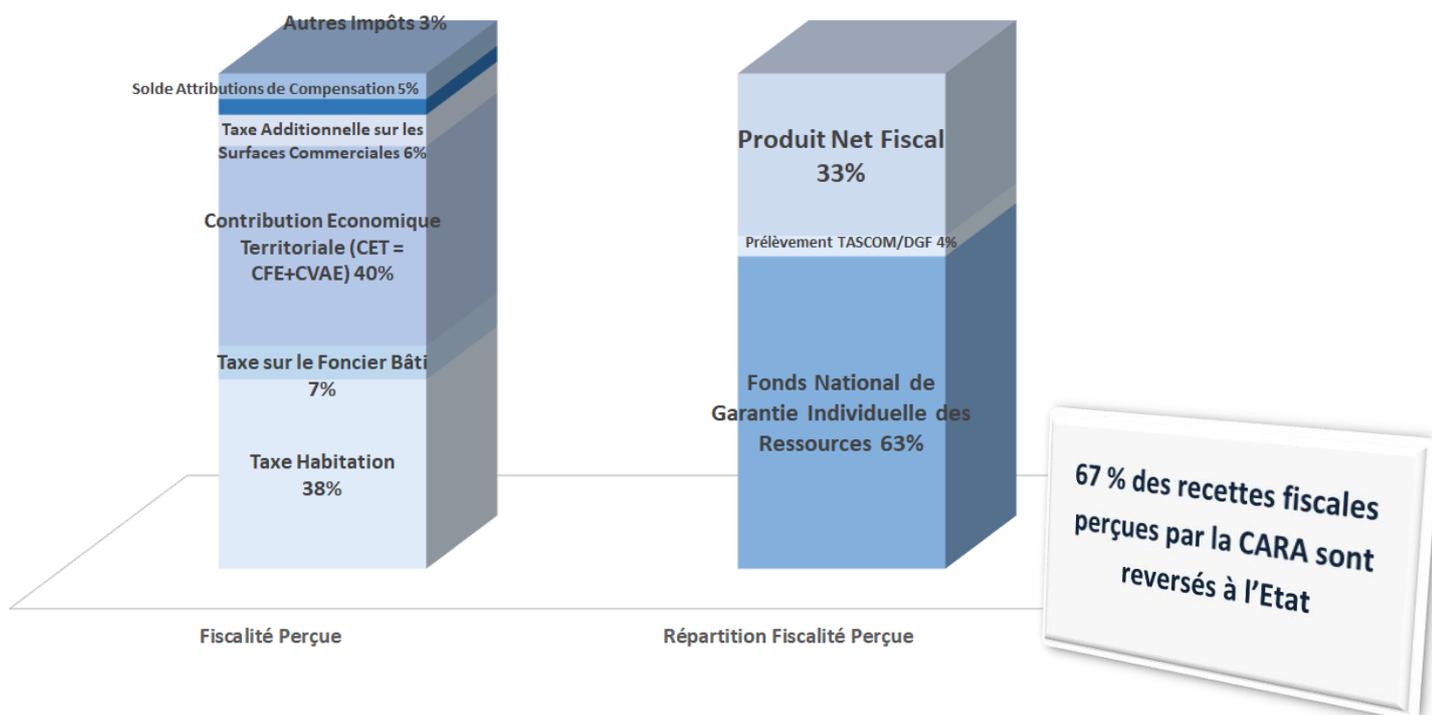
3.1.1. Ressources fiscales

Les prévisions en matière de recettes fiscales et les hypothèses retenues s'énoncent ainsi :

| | <u>Notifications</u> 2021 | <u>Propositions 2022</u> | |
|---|------------------------------|--------------------------|--|
| Taxe Habitation | 8 102 648 € | 8 248 496 € | Fichiers rôles 2021 + 1,8% revalorisation valeur locative |
| Taxe sur le Foncier Bâti | 1 436 501 € | 1 462 358 € | Fichiers rôles 2021 + 1,8% revalorisation valeur locative |
| Taxe sur le Foncier Non Bâti | 59 881 € | 60 959 € | Fichiers rôles 2021 + 1,8% revalorisation valeur locative |
| Cotisation Foncière des Entreprises | 5 178 406 € | 5 271 617 € | Fichiers rôles 2021 + 1,8% revalorisation valeur locative |
| Taxe Additionnelle sur le Foncier Non Bâti | 240 459 € | 244 787 € | Fichiers rôles 2021 + 1,8% revalorisation valeur locative |
| Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises | 3 515 921 € | 3 429 427 € | Notification 2022 |
| Imposition Forfaitaire Entreprises de Réseaux | 375 921 € | 375 921 € | Fichiers rôles 2021 |
| Taxe Additionnelle sur les Surfaces Commerciales | 1 367 480 € | 1 367 480 € | Fichiers rôles 2021 |
| TOTAL | 20 277 217 € | 20 461 045 € | |
| Rappel des reversements de fiscalité : | 13 609 909 € | 13 609 909 € | Reversement Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources |
| | 1 988 059 € | -1 114 816 € | Solde Attributions de Compensations |
| | 888 000 € | 888 000 € | Prélèvement TASCOM 2010 sur DGF |
| | | | Intégration dans AC / Dotation de Solidarité Communautaire |
| Produit Net | 3 791 249 € | 7 077 952 € | |

L'augmentation du produit net s'élève à 3,3 M€ et provient en majeure partie de l'évolution des attributions de compensation suite au transfert de charges de la GEPU pour un montant de 3,2 M€.

Répartition du produit fiscal perçu sur le territoire de la CARA

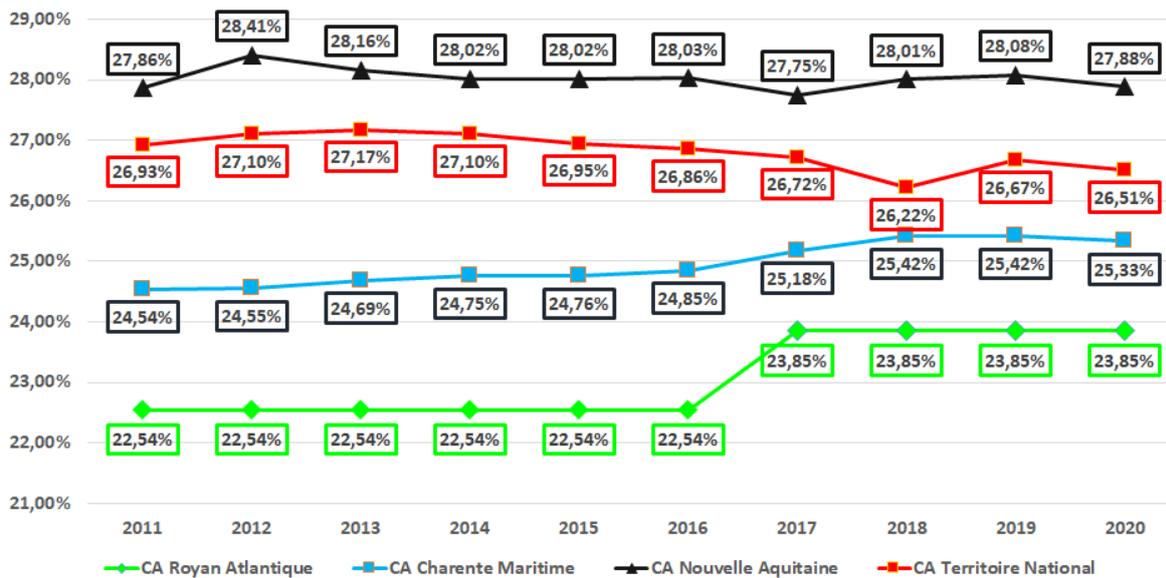


Les tableaux qui suivent exposent les moyennes des taux pratiqués par les communautés d'agglomération sur la taxe d'habitation, la taxe foncière bâti, la taxe foncière non bâti et la contribution foncière des entreprises.

A l'aune de la fiscalité pratiquée par les agglomérations du département, de la nouvelle région ou au niveau national, les taux votés par la CARA, stables depuis l'exercice 2017, restent relativement modérés et dans les fourchettes basses.

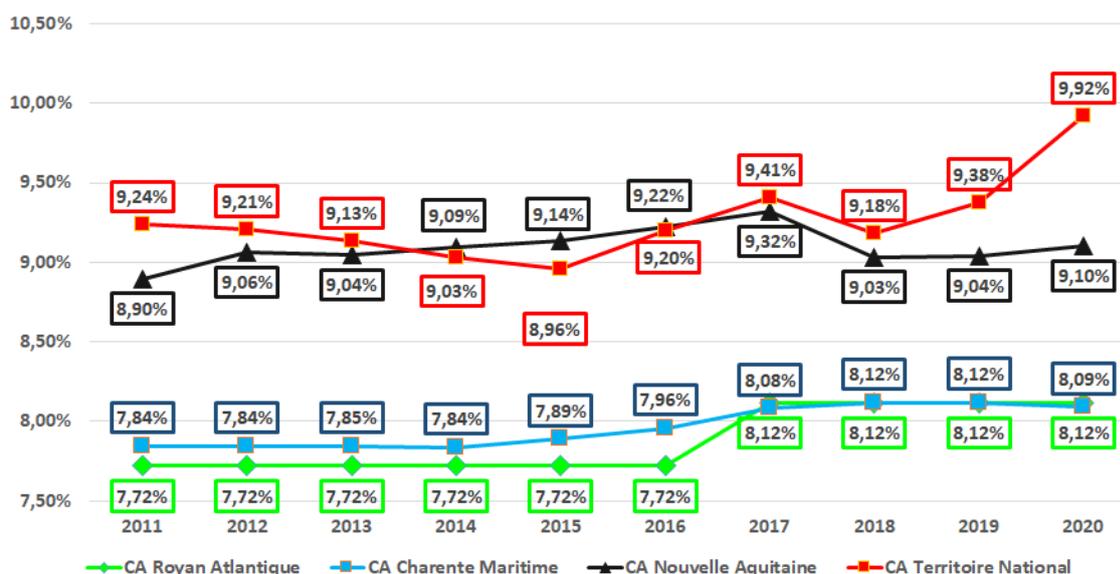
Taux moyens des communautés d'agglomération

| Cotisation Foncière des Entreprises | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | 22,54% | 22,54% | 22,54% | 22,54% | 22,54% | 22,54% | 23,85% | 23,85% | 23,85% | 23,85% |
| Autres Agglomérations Charente Maritime | 25,54% | 25,56% | 25,40% | 25,49% | 25,49% | 25,62% | 25,62% | 25,94% | 25,94% | 25,87% |
| Total Département Charente Maritime | 24,54% | 24,55% | 24,69% | 24,75% | 24,76% | 24,85% | 25,18% | 25,42% | 25,42% | 25,33% |
| Agglomérations Charente | 26,23% | 26,24% | 26,24% | 26,24% | 26,24% | 26,24% | 25,16% | 25,16% | 25,16% | 25,05% |
| Agglomérations Deux Sèvres | 26,11% | 26,35% | 26,37% | 25,58% | 25,59% | 25,59% | 25,59% | 25,59% | 25,59% | 25,65% |
| Agglomérations Vienne | 26,49% | 26,49% | 26,49% | 26,49% | 26,49% | 26,49% | 25,10% | 24,18% | 24,18% | 24,18% |
| Autres Agglomérations Nouvelle Aquitaine | 29,47% | 29,92% | 29,47% | 29,44% | 29,44% | 29,44% | 29,42% | 29,56% | 29,77% | 29,48% |
| Total Région Nouvelle Aquitaine | 27,86% | 28,41% | 28,16% | 28,02% | 28,02% | 28,03% | 27,75% | 28,01% | 28,08% | 27,88% |
| Autres Agglomérations Nationales | 26,84% | 26,96% | 27,04% | 26,98% | 26,81% | 26,68% | 26,58% | 25,99% | 26,50% | 26,32% |
| Total Territoire National | 26,93% | 27,10% | 27,17% | 27,10% | 26,95% | 26,86% | 26,72% | 26,22% | 26,67% | 26,51% |

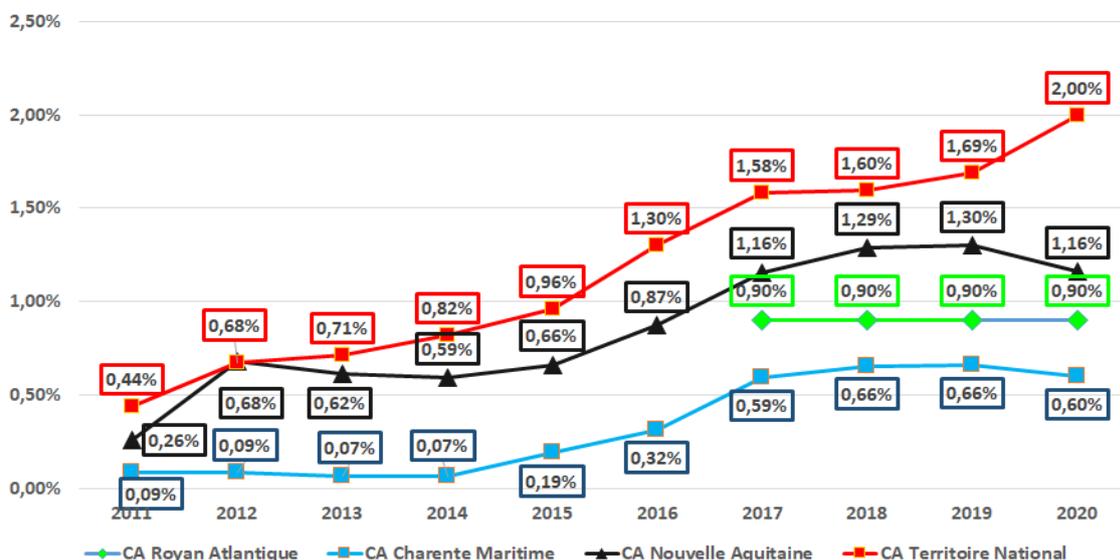


LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022

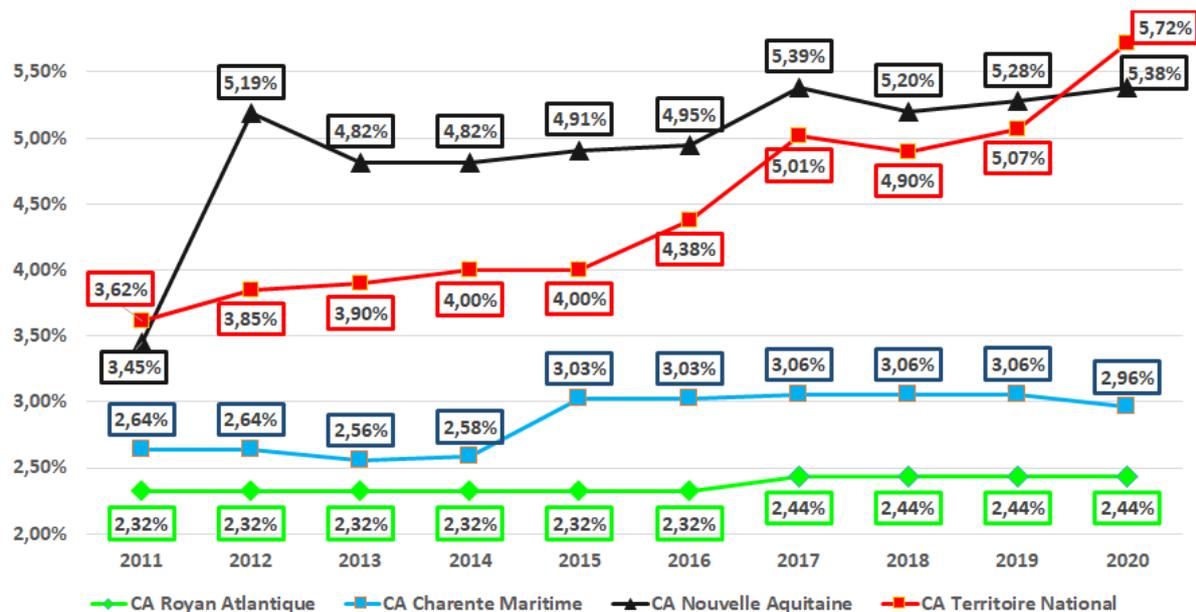
| Taxe d'Habitation | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | 7,72% | 7,72% | 7,72% | 7,72% | 7,72% | 7,72% | 8,12% | 8,12% | 8,12% | 8,12% |
| Autres Agglomérations Charente Maritime | 7,91% | 7,91% | 7,89% | 7,88% | 7,95% | 8,04% | 8,07% | 8,12% | 8,12% | 8,08% |
| Total Département Charente Maritime | 7,84% | 7,84% | 7,85% | 7,84% | 7,89% | 7,96% | 8,08% | 8,12% | 8,12% | 8,09% |
| Agglomérations Charente | 8,95% | 8,95% | 8,95% | 8,95% | 8,95% | 8,95% | 9,01% | 9,01% | 9,01% | 8,95% |
| Agglomérations Deux Sèvres | 10,53% | 10,53% | 10,53% | 10,46% | 10,46% | 10,62% | 10,78% | 10,78% | 10,78% | 10,76% |
| Agglomérations Vienne | 9,42% | 9,42% | 9,42% | 9,42% | 9,42% | 9,42% | 9,78% | 9,01% | 9,01% | 9,01% |
| Autres Agglomérations Nouvelle Aquitaine | 8,94% | 9,18% | 9,21% | 9,21% | 9,26% | 9,36% | 9,43% | 9,05% | 9,06% | 9,53% |
| Total Région Nouvelle Aquitaine | 8,90% | 9,06% | 9,04% | 9,09% | 9,14% | 9,22% | 9,32% | 9,03% | 9,04% | 9,10% |
| Autres Agglomérations Nationales | 9,27% | 9,22% | 9,14% | 9,02% | 8,94% | 9,20% | 9,42% | 9,20% | 9,42% | 10,04% |
| Total Territoire National | 9,24% | 9,21% | 9,13% | 9,03% | 8,96% | 9,20% | 9,41% | 9,18% | 9,38% | 9,92% |



| Taxe Foncier Bâti | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | | | | | | | 0,90% | 0,90% | 0,90% | 0,90% |
| Autres Agglomérations Charente Maritime | 0,13% | 0,13% | 0,09% | 0,09% | 0,25% | 0,42% | 0,49% | 0,57% | 0,57% | 0,49% |
| Total Département Charente Maritime | 0,09% | 0,09% | 0,07% | 0,07% | 0,19% | 0,32% | 0,59% | 0,66% | 0,66% | 0,60% |
| Agglomérations Charente | | | | | | | 0,35% | 0,35% | 0,35% | 0,34% |
| Agglomérations Deux Sèvres | | | | 0,03% | 0,04% | 0,04% | 0,04% | 0,04% | 0,04% | 0,03% |
| Agglomérations Vienne | 0,38% | 0,38% | 0,38% | 0,38% | 0,88% | 1,38% | 1,65% | 2,00% | 2,00% | 2,00% |
| Autres Agglomérations Nouvelle Aquitaine | 0,34% | 0,96% | 0,86% | 0,86% | 0,87% | 1,11% | 1,50% | 1,68% | 1,72% | 1,49% |
| Total Région Nouvelle Aquitaine | 0,26% | 0,68% | 0,62% | 0,59% | 0,66% | 0,87% | 1,16% | 1,29% | 1,30% | 1,16% |
| Autres Agglomérations Nationales | 0,46% | 0,68% | 0,73% | 0,85% | 1,00% | 1,36% | 1,64% | 1,63% | 1,73% | 2,11% |
| Total Territoire National | 0,44% | 0,68% | 0,71% | 0,82% | 0,96% | 1,30% | 1,58% | 1,60% | 1,69% | 2,00% |



| Taxe Foncier Non Bâti | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | 2,32% | 2,32% | 2,32% | 2,32% | 2,32% | 2,32% | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 2,44% |
| Autres Agglomérations Charente Maritime | 2,80% | 2,80% | 2,64% | 2,67% | 3,26% | 3,26% | 3,26% | 3,26% | 3,26% | 3,15% |
| Total Département Charente Maritime | 2,64% | 2,64% | 2,56% | 2,58% | 3,03% | 3,03% | 3,06% | 3,06% | 3,06% | 2,96% |
| Agglomérations Charente | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 2,44% | 4,49% | 4,49% | 4,49% | 4,25% |
| Agglomérations Deux Sèvres | 3,37% | 3,37% | 3,37% | 3,35% | 3,35% | 3,40% | 3,40% | 3,40% | 3,40% | 3,44% |
| Agglomérations Vienne | 2,93% | 2,93% | 2,93% | 2,93% | 2,93% | 2,93% | 4,32% | 2,25% | 2,25% | 2,25% |
| Autres Agglomérations Nouvelle Aquitaine | 3,90% | 6,48% | 5,86% | 5,94% | 5,98% | 6,03% | 6,53% | 6,24% | 6,43% | 6,59% |
| Total Région Nouvelle Aquitaine | 3,45% | 5,19% | 4,82% | 4,82% | 4,91% | 4,95% | 5,39% | 5,20% | 5,28% | 5,38% |
| Autres Agglomérations Nationales | 3,64% | 3,70% | 3,78% | 3,89% | 3,89% | 4,30% | 4,97% | 4,86% | 5,05% | 5,77% |
| Total Territoire National | 3,62% | 3,85% | 3,90% | 4,00% | 4,00% | 4,38% | 5,01% | 4,90% | 5,07% | 5,72% |



3.1.2. Dotation Globale de Fonctionnement

Le tableau suivant retrace l'évolution de la DGF perçue par la CARA et de ses composantes :

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Prév° 2022 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT | 9 911 | 9 824 | 10 021 | 9 722 | 9 195 | 8 766 | 8 560 | 8 556 | 8 538 | 8 531 | 8 571 | 8 541 |
| <i>en milliers d'euros</i> | -5,07% | -0,88% | 2,01% | -2,98% | -5,42% | -4,66% | -2,35% | -0,05% | -0,22% | -0,08% | 0,47% | -0,35% |
| Dotation d'intercommunalité | 8 120 | 8 059 | 8 289 | 8 227 | 8 254 | 8 355 | 8 442 | 6 992 | 7 009 | 7 030 | 7 100 | 7 100 |
| <i>par habitant</i> | 71,50 € | 71,49 € | 71,49 € | 71,49 € | 71,49 € | 71,49 € | 71,49 € | 59,01 € | 59,01 € | 59,01 € | 59,01 € | 59,01 € |
| Contribution redressement finances Publiques | | | | -218 | -735 | -1 232 | -1 479 | | | | | |
| | | | | -218 | -219 | -516 | -516 | | | | | |
| | | | | | | -493 | -491 | | | | | |
| | | | | | | | -254 | | | | | |
| Dot d'intercommunalité nette | 8 120 | 8 059 | 8 289 | 8 009 | 7 519 | 7 123 | 6 963 | 6 992 | 7 009 | 7 030 | 7 100 | 7 100 |
| | 1,22% | -0,75% | 2,85% | -3,38% | -6,11% | -5,27% | -2,25% | 0,42% | 0,25% | 0,30% | 0,99% | 0,99% |
| Dotation de compensation | 1 791 | 1 765 | 1 732 | 1 713 | 1 676 | 1 644 | 1 598 | 1 565 | 1 529 | 1 501 | 1 471 | 1 441 |
| | -25,93% | -1,45% | -1,87% | -1,08% | -2,18% | -1,94% | -2,78% | -2,09% | -2,30% | -1,83% | -1,97% | -2,04% |
| POPULATION DGF | 113 574 | 112 729 | 115 943 | 115 073 | 115 461 | 116 867 | 118 085 | 118 490 | 118 783 | 119 145 | 120 320 | 120 320 |
| | 1,22% | -0,74% | 2,85% | -0,75% | 0,34% | 1,22% | 1,04% | 0,34% | 0,25% | 0,30% | 0,99% | 0,99% |

Jusqu'en 2013, la part de l'enveloppe de la dotation d'intercommunalité évoluait au même rythme que celui de la population calculée par l'Etat sur le territoire (population DGF).

Dès 2011 et suite à la réforme de la fiscalité territoriale qui a attribué la TASCOM aux EPCI à FPU, le montant de la TASCOM valeur 2010, soit 888 milliers d'euros, est prélevé sur la dotation de compensation.

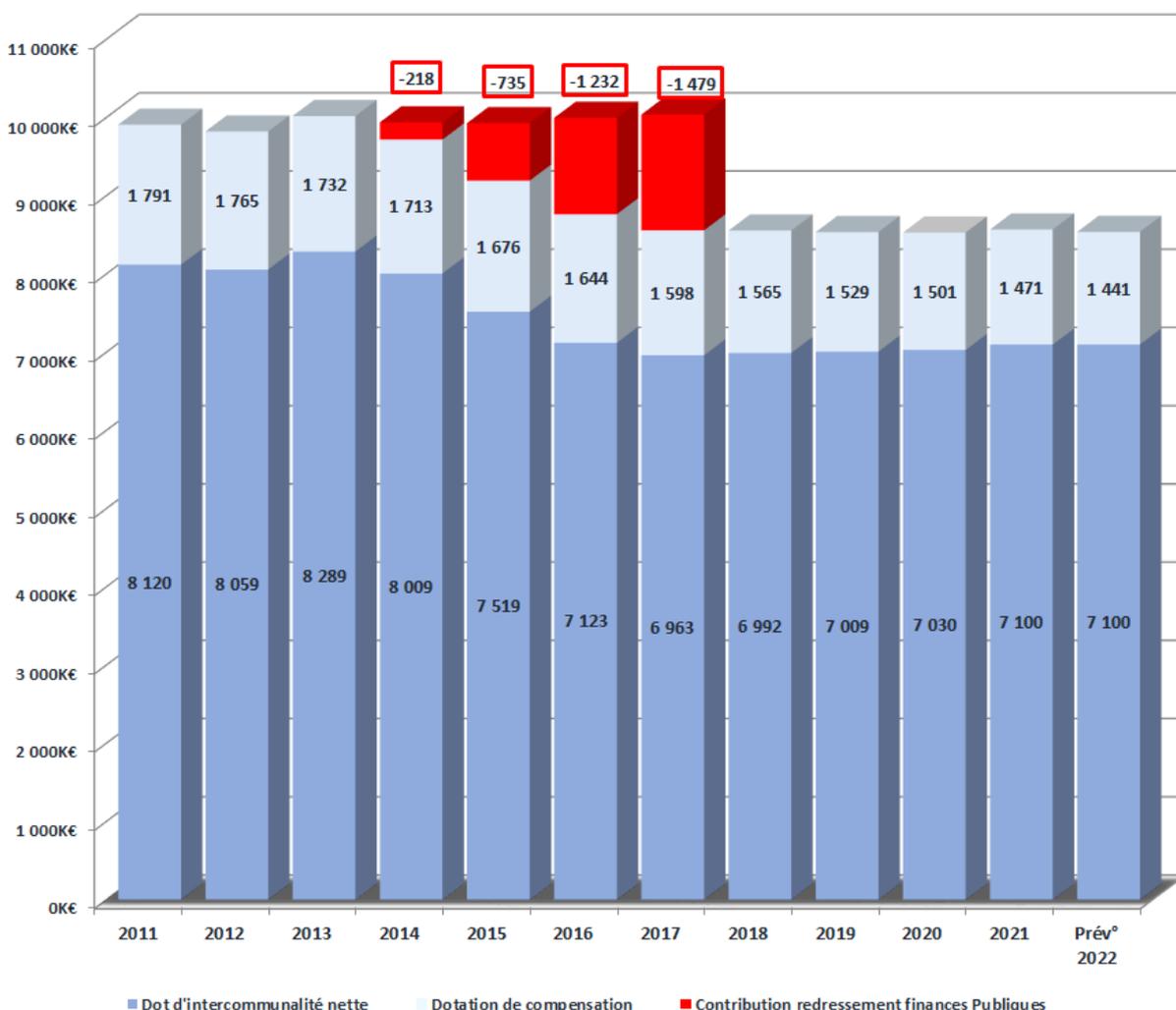
Le prélèvement au titre du redressement des finances publiques réalisé sur la dotation d'intercommunalité n'apparaît plus depuis 2018 sur les états de notification mais le montant de l'enveloppe reste grevé des prélèvements actés les années précédentes.

Avant la mise en œuvre de la participation au redressement des finances publiques, le montant de la dotation d'intercommunalité s'élevait à 8,3 millions d'euros contre un montant notifié de 7,1 millions d'euros en 2021.

Le budget 2022 reconduit les montants notifiés en 2021 pour la part dotation d'intercommunalité et reconduit l'écrêtement observé historiquement sur la part dotation de compensation.

Pour l'élaboration du budget 2022, la population DGF de référence est supposée identique à celle de 2021.

Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement - en milliers d'euros -



Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la population DGF du territoire depuis neuf ans :

| COMMUNES | Population DGF 2013 | Population DGF 2014 | Population DGF 2015 | Population DGF 2016 | Population DGF 2017 | Population DGF 2018 | Population DGF 2019 | Population DGF 2020 | Population DGF 2021 | 2021/2020 |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| ARCES | 837 | 824 | 795 | 816 | 824 | 836 | 856 | 871 | 883 | +12 |
| ARVERT | 3 540 | 3 551 | 3 674 | 3 761 | 3 799 | 3 820 | 3 873 | 3 932 | 3 985 | +53 |
| BARZAN | 589 | 595 | 603 | 607 | 612 | 615 | 602 | 599 | 593 | -6 |
| BOUTENAC TOUVENT | 246 | 252 | 251 | 252 | 255 | 242 | 245 | 246 | 249 | +3 |
| BREUILLET | 3 015 | 3 040 | 3 037 | 3 066 | 3 118 | 3 166 | 3 236 | 3 307 | 3 368 | +61 |
| BRIE-SOUS-MORTAGNE | 282 | 271 | 263 | 259 | 258 | 258 | 257 | 259 | 263 | +4 |
| CHAILLEVETTE | 1 646 | 1 641 | 1 663 | 1 690 | 1 715 | 1 733 | 1 748 | 1 777 | 1 807 | +30 |
| LE CHAY | 790 | 787 | 800 | 817 | 818 | 801 | 806 | 809 | 809 | |
| CHENAC-SAINT-SEURIN-D UZET | 788 | 771 | 737 | 732 | 739 | 741 | 755 | 789 | 791 | +2 |
| CORME ECLUSE | 1 177 | 1 196 | 1 198 | 1 198 | 1 203 | 1 201 | 1 217 | 1 223 | 1 229 | +6 |
| COZES | 2 224 | 2 232 | 2 168 | 2 197 | 2 218 | 2 265 | 2 281 | 2 299 | 2 304 | +5 |
| L EGUILLE | 1 009 | 1 004 | 1 004 | 1 002 | 1 005 | 992 | 992 | 981 | 989 | +8 |
| EPARGNES | 902 | 919 | 938 | 951 | 980 | 974 | 956 | 953 | 972 | +19 |
| ETAULES | 2 603 | 2 640 | 2 642 | 2 619 | 2 609 | 2 644 | 2 668 | 2 733 | 2 806 | +73 |
| FLOIRAC | 366 | 365 | 360 | 358 | 355 | 430 | 427 | 426 | 456 | +30 |
| GREZAC | 907 | 941 | 973 | 998 | 999 | 1 010 | 1 013 | 1 026 | 1 024 | -2 |
| LES MATHES | 6 781 | 5 469 | 5 520 | 5 612 | 5 706 | 5 767 | 5 773 | 5 818 | 5 919 | +101 |
| MEDIS | 2 949 | 2 986 | 3 032 | 3 013 | 3 043 | 3 042 | 3 051 | 3 077 | 3 169 | +92 |
| MESCHERS-SUR-GIRONDE | 4 639 | 4 746 | 4 809 | 4 860 | 4 852 | 4 917 | 4 963 | 4 915 | 4 909 | -6 |
| MORNAC-SUR-SEUDRE | 952 | 963 | 964 | 957 | 955 | 964 | 976 | 972 | 963 | -9 |
| MORTAGNE-SUR-GIRONDE | 1 204 | 1 215 | 1 222 | 1 177 | 1 185 | 1 156 | 1 162 | 1 157 | 1 173 | +16 |
| ROYAN | 26 644 | 26 700 | 26 788 | 27 447 | 27 810 | 27 956 | 27 867 | 27 682 | 27 914 | +232 |
| SABLONCEAUX | 1 346 | 1 375 | 1 413 | 1 425 | 1 460 | 1 489 | 1 500 | 1 489 | 1 495 | +6 |
| SAINT-AUGUSTIN | 1 880 | 1 782 | 1 669 | 1 685 | 1 697 | 1 725 | 1 747 | 1 764 | 1 794 | +30 |
| SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE | 11 161 | 10 972 | 10 735 | 10 769 | 10 951 | 10 959 | 11 080 | 11 106 | 11 128 | +22 |
| SAINT-PALAIS-SUR-MER | 8 172 | 8 223 | 8 162 | 8 156 | 8 130 | 8 134 | 8 143 | 8 315 | 8 404 | +89 |
| SAINT ROMAIN DE BENET | 1 773 | 1 804 | 1 834 | 1 856 | 1 863 | 1 877 | 1 880 | 1 872 | 1 883 | +11 |
| SAINT-ROMAIN-SUR-GIRONDE | 54 | 58 | 66 | 71 | 73 | <i>Avec Floirac</i> | | | | |
| SAINT-SULPICE-DE-ROYAN | 2 980 | 3 028 | 3 079 | 3 223 | 3 274 | 3 309 | 3 370 | 3 420 | 3 482 | +62 |
| SAUJON | 7 331 | 7 483 | 7 656 | 7 801 | 7 954 | 7 947 | 7 904 | 7 933 | 7 926 | -7 |
| SEMUSSAC | 2 237 | 2 276 | 2 320 | 2 394 | 2 541 | 2 554 | 2 567 | 2 573 | 2 627 | +54 |
| TALMONT | 177 | 175 | 177 | 172 | 173 | 174 | 172 | 171 | 171 | |
| LA TREMBLADE | 6 948 | 7 084 | 7 165 | 7 209 | 7 237 | 7 074 | 6 879 | 6 808 | 6 897 | +89 |
| VAUX-SUR-MER | 7 794 | 7 705 | 7 744 | 7 717 | 7 674 | 7 718 | 7 817 | 7 843 | 7 938 | +95 |
| TOTAL TERRITOIRE CARA | 115 943 | 115 073 | 115 461 | 116 867 | 118 085 | 118 490 | 118 783 | 119 145 | 120 320 | +1 175 |

3.1.3. Récapitulatif global des ressources de fonctionnement du budget principal

| <u>Recettes réelles de fonctionnement</u> | <u>BP 2021</u> | <u>Propositions 2022</u> |
|---|---------------------|------------------------------|
| PRODUITS FISCAUX | 31 076 823 € | 20 461 045 € |
| FRACTION COMPENSATOIRE TVA | | 12 968 047 € |
| DOTATIONS COMPENSATIONS FISCALES | 1 553 471 € | 544 898 € |
| ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PERCUES | 818 841 € | 2 291 417 € |
| DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT | 8 500 000 € | 8 540 860 € |
| TAXE DE SEJOUR | 2 500 000 € | 2 500 000 € |
| JEUDIS MUSICAUX : BILLETTERIE / VENTE | 63 000 € | 63 000 € |
| MAISON DES DOUANES : BILLETTERIE / VENTE | 42 000 € | 44 000 € |
| AIRES GENS DU VOYAGE : REDEVANCES | 20 000 € | 20 000 € |
| AIRES GENS DU VOYAGE : PARTICIPATIONS | 50 000 € | 50 000 € |
| RELAIS D'ACCUEIL PETITE ENFANCE : FINANCEMENTS | 190 000 € | 192 840 € |
| DIAGNOSTIC COMPETENCE SANTE : FINANCEMENT | | 15 000 € |
| FINANCEMENT ANIMATION PROGRAMME LEADER | 119 363 € | 70 000 € |
| LEADER ACTION RESTAURATION COLLECTIVE | 35 250 € | |
| ETUDE REQUALIFICATION ZAE : FINANCEMENT REGION | | 15 000 € |
| CROISSANCE BLEUE : PARTICIPATIONS | 30 800 € | 30 800 € |
| ACTIONS ENERGIE : PARTICIPATION REGION | 64 067 € | |
| MOBILITE : FINANCEMENT POSTE | 24 000 € | |
| PIG : FINANCEMENT | | 19 238 € |
| ANIMATION : PARTICIPATIONS | 10 300 € | 16 500 € |
| ANIMATIONS : INSCRIPTIONS | 25 150 € | 17 000 € |
| NAUTISME : PARTICIPATION REGION | 5 200 € | |
| COURSE FIGARO : PARTICIPATIONS | | 120 000 € |
| ZONE NATURA 2000 : PARTICIPATION REGION | 41 000 € | 39 396 € |
| ESPACES NATUREL SENSIBLES : PARTICIPATION CONSERVATOIRE DU LITTORAL | 12 500 € | 8 400 € |
| ESPACES NATUREL SENSIBLES : PARTICIPATION DEPARTEMENT | 47 000 € | 49 000 € |
| ODP GARE INTERMODALE DE ROYAN | 2 880 € | 2 880 € |
| ODP ANTENNE RELAIS ZAE | 8 000 € | 8 000 € |
| LOYERS ATELIERS RELAIS | 29 333 € | 26 872 € |
| LOYER BAIL ITEP MESCHERS | 60 000 € | 60 000 € |
| LOYERS GENDARMERIE LT | 332 000 € | 332 000 € |
| LOYER SMBS | 5 700 € | 19 981 € |
| REMBOURSEMENT SDIS STAGE MER | 56 000 € | 56 000 € |
| PARTICIPATIONS AGENTS AUX TITRES RESTAURANTS | 99 280 € | 107 840 € |
| REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL | 145 000 € | 157 410 € |
| REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR BUDGET ANNEXE | 313 970 € | 313 970 € |
| FCTVA | | 90 715 € |
| AUTRES RECETTES | 14 496 € | 11 163 € |
| | 46 295 424 € | 49 263 272 € |

L'écart constaté entre le budget primitif 2021 et les propositions 2022 est de 3 millions d'euros.

La moitié de cette augmentation résulte du transfert de charges de la compétence GEPU. Rappelons que le transfert de charges lié à cette compétence s'élève à 3 124 374 € et se traduit budgétairement par une augmentation des attributions de compensation perçues de 1 494 077,10 € et par une baisse des attributions de compensation versées de 1 630 295,90 €.

L'autre moitié résulte essentiellement des hypothèses retenues pour l'élaboration des budgets 2022 sur l'augmentation des valeurs locatives (+1,8 %) et celle de la fraction compensatoire de TVA (+3 %).

Le tableau suivant présente les évolutions entre les produits fiscaux inscrits au BP 2021, ceux perçus en 2021 et ceux proposés en 2022 :

| | BP 2021 | NOTIFICATION 2021 | BP 2022 | Ecart BP 2022 / BP 2021 | Ecart BP 2022 / Notif 2021 | % BP 2022 / Notif 2021 | |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|----------------------------|------------------------|------------------------|
| TH/TF/TFNB/CFE | 26 108 945 € | 15 017 895 € | 15 288 217 € | -10 820 728 | +270 322 | 1,80% | hyp. Revalorisation VL |
| Fraction TVA compensatoire | | 12 590 337 € | 12 968 047 € | +12 968 047 | +377 710 | 3,00% | hyp. Dynamisme TVA |
| CVAE | 3 314 406 € | 3 515 921 € | 3 429 427 € | +115 021 | -86 494 | -2,46% | |
| IFER | 320 584 € | 375 921 € | 375 921 € | +55 337 | +0 | 0,00% | |
| TASCOM | 1 332 888 € | 1 367 480 € | 1 367 480 € | +34 592 | +0 | 0,00% | |
| Compensation taxe ménages | 1 288 123 € | 7 759 € | | -1 288 123 | -7 759 | -100,00% | |
| Compensation taxes éco,nomiques | 265 348 € | 537 290 € | 544 898 € | +279 550 | +7 608 | 1,42% | |
| TOTAL | 32 630 294 € | 33 412 603 € | 33 973 990 € | +1 343 696 | +561 387 | 1,68% | |

3.2. Ressources des budgets annexes

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|---|--------------------|--------------------|
| BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT | 5 332 830 € | 4 469 480 € |
| <i>dont</i> REDEVANCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 4 520 000 € | 3 500 000 € |
| <i>dont</i> PARTICIPATION AU RACCORDEMENT AU RESEAU / FPAC | 600 000 € | 600 000 € |
| <i>dont</i> PRIME DE BON FONCTIONNEMENT STATION D'EPURATION | 140 000 € | 300 000 € |
| <i>dont</i> RECETTES EXCEPTIONNELLES | 30 000 € | 30 000 € |
| <i>dont</i> SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF | 35 800 € | 31 750 € |

Les propositions budgétaires 2022 enregistre la baisse de la redevance assainissement collectif pour 1 million d'euros.

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|--|---------------------|---------------------|
| BUDGET ANNEXE GESTION DES DECHETS | 17 463 780 € | 19 752 206 € |
| <i>dont</i> TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES | 13 512 000 € | 14 996 376 € |
| <i>dont</i> SOUTIEN COLLECTE SELECTIVE | 1 400 000 € | 1 600 000 € |
| <i>dont</i> REDEVANCES PROFESSIONNELS/ADMINISTRATION | 1 600 000 € | 1 750 000 € |
| <i>dont</i> EXPLOITATION DECHETERIES ARTISANALES | 330 000 € | 550 000 € |
| <i>dont</i> REPRISE MATERIAUX | 590 100 € | 821 700 € |

La revalorisation des produits du service Gestion des déchets réside dans la revalorisation de la TEOM et le réajustement de certaines redevances.

Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Produit perçu en 2021 | 13 748 896 € |
| Valorisation Valeur Locative | +1,8% |
| Produit 2021/+1,8% | 13 996 376 € |
| Augmentation 1M€ produit | 14 996 376 € |
| <i>Variation (effet taux)</i> | 7,14% |

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|---|--------------------|--------------------|
| BUDGET ANNEXE TRANSPORT | 7 380 333 € | 7 303 696 € |
| <i>dont</i> VERSEMENT MOBILITE | 2 112 000 € | 2 205 000 € |
| <i>dont</i> FINANCEMENT REGION RESEAU SECONDAIRE | 2 206 010 € | 2 120 000 € |
| <i>dont</i> SUBVENTION EQUILIBRE BUDGET PRINCIPAL | 2 779 601 € | 2 591 696 € |
| <i>dont</i> REDEVANCE DELEGATAIRE | 282 722 € | 387 000 € |

La baisse enregistrée sur la subvention d'équilibre correspond à celle prévue sur le contrat de DSP pour l'exercice 2022.

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|---|------------------|-------------------|
| BUDGET ANNEXE HIPPODROME ROYAN ATLANTIQUE | 207 906 € | 210 700 € |
| <i>dont</i> LOYERS PERCUS | 205 906 € | 205 700 € |
| <i>dont</i> PRÉLÈVEMENT SUR LES PRODUITS DES JEUX | 2 000 € | 5 000 € |

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|--|-----------------|-------------------|
| BUDGET ANNEXE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUE PATRIMOINE BATI | 26 500 € | 47 900 € |
| <i>dont</i> VENTE ELECTRICITE | 26 500 € | 47 900 € |

Trois nouveaux sites de production d'électricité intégreront ce budget pour 2022 :

- Déchèterie mixte d'Arvert
- Ombrières Gare Intermodale de Saujon
- Pôle de Transformation

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|---|------------------|-------------------|
| BUDGET ANNEXE GEMAPI | 248 179 € | 406 250 € |
| <i>dont</i> TAXE GEMAPI | 242 374 € | 385 945 € |
| <i>dont</i> REVERSEMENT CHARGES TRANSFEREES | 3 695 € | 3 695 € |
| <i>dont</i> PARTICIPATION DEPARTEMENT | | 3 000 € |

La taxe GEMAPI sert au financement des actions prévues sur l'exercice concerné.

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|--|---------|-------------------|
| BUDGET ANNEXE POLE TRANSFORMATION | | 60 020 € |
| <i>dont</i> LOYER EXPLOITANT | | 60 000 € |

L'exercice 2022 connaîtra la mise en exploitation du Pôle de transformation alimentaire inauguré le 19 novembre 2021.

| | BP 2021 | Propositions 2022 |
|--|------------------|-------------------|
| BUDGETS ANNEXES DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES | 227 160 € | 837 562 € |
| <i>dont</i> CESSIONS LOTS | 227 160 € | 837 562 € |

Les cessions de lots prévues en 2022 concernent la ZAE des justices II pour 318 000 €, la ZAE La roue II pour 250 000 € et la ZAE Gâte Bien pour 269 000 €.

4. Les grands équilibres budgétaires

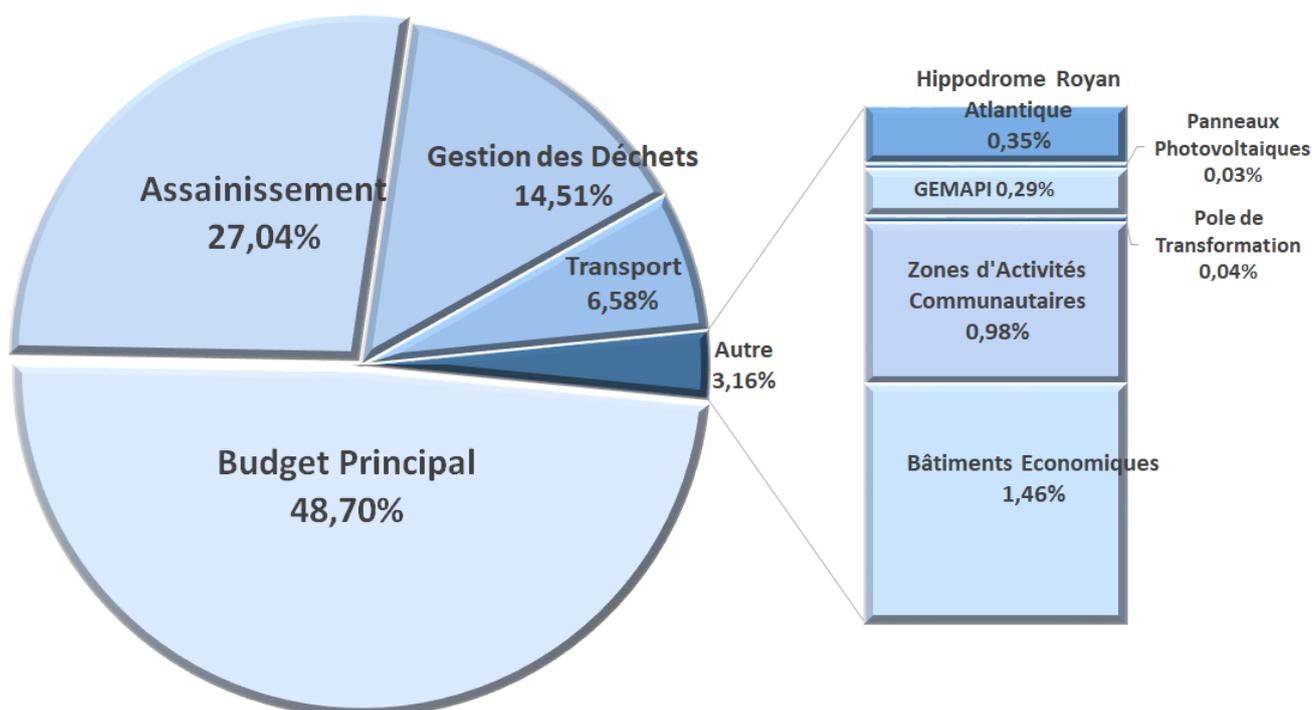
Les grands équilibres budgétaires pour l'exercice 2022 sont retracés dans le tableau suivant :

| Dépenses Réelles (en milliers d'euros) | Budget Principal | Assainis- sement | Gestion des Déchets | Transport | Hippodrome Royan Atlantique | Panneaux Photovoltaïques | GEMAPI | Pole de Transformation | Zones d'Activités Communautaires | Bâtiments Economiques |
|--|---------------------|---------------------|---------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------|------------|---------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Fonctionnement | 43 227 | 1 169 | 19 497 | 6 445 | 44 | 16 | 319 | 6 | 554 | |
| Investissement | 25 192 | 36 813 | 891 | 2 805 | 452 | 32 | 87 | 54 | 830 | 2 050 |
| TOTAL | 68 419 | 37 982 | 20 387 | 9 250 | 496 | 48 | 406 | 60 | 1 383 | 2 050 |

Emprunts d'équilibre provisoires 10 415 33 262 505 1 536 285

Les emprunts d'équilibre inscrits le sont à titre provisoire et seront diminués en tout ou partie après affectation des résultats de l'exercice 2021.

Les volumes budgétaires 2022 représentent près de 140,5 millions d'euros qui se ventilent ainsi :



LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

Les axes de notre action quotidienne déclinés dans le tableau suivant sont autant de compétences que la CARA exerce au service de publics très divers.

Les sommes suivantes démontrent l'importance et la continuité de nos engagements dans les compétences confiées, qu'elles soient obligatoires, optionnelles, facultatives, de nature sociale, économique, environnementale, afférentes à l'aménagement du territoire, dédiées aux animations territoriales ou à la protection des biens et des personnes.

| Répartition des dépenses prévisionnelles de l'exercice 2022 (dépenses réelles en milliers d'euros) | FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | OPERATIONS D'EQUIPEMENT | ANNUITE DE LA DETTE | AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | TOTAL GENERAL |
|--|-------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------------|----------------|
| PEREQUATION | | | 1 177 | 1 100 | | | 2 277 |
| CHARGES DE STRUCTURE ET ACTIONS GENERALES | 4 375 | 133 | 2 374 | 4 636 | 1 084 | 3 091 | 15 693 |
| SECURITE SALUBRITE PUBLIQUE | 971 | 3 265 | 730 | 425 | | | 5 391 |
| ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | 217 | 35 | 348 | 483 | | 10 | 1 093 |
| AMENAGEMENT DURABLE | 708 | 21 | 201 | 5 739 | 29 | | 6 698 |
| TRANSPORT MOBILITE | 216 | 47 | 9 076 | 4 015 | 404 | 1 283 | 15 041 |
| POLITIQUE DE LA VILLE SOLIDARITE PREVENTION | 540 | 1 459 | 347 | | | | 2 346 |
| DEVELOPPEMENT LOCAL ET ANIMATION TERRITORIALE | 902 | 4 582 | 1 433 | 2 770 | 175 | | 9 862 |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 535 | 370 | 644 | 3 687 | | 988 | 6 224 |
| CYCLE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT | 737 | 185 | 1 755 | 38 911 | 12 | 250 | 41 850 |
| ECOLOGIE URBAINE GESTION DES DECHETS | 1 782 | 4 754 | 12 959 | 891 | | | 20 387 |
| REVERSEMENT DE FISCALITE | | | 13 621 | | | | 13 621 |
| TOTAL GENERAL | 10 984 | 14 851 | 44 666 | 62 655 | 1 705 | 5 621 | 140 482 |

1. Péréquation

Attributions de Compensation

Les attributions de compensation (AC) ont été définies en 2002.

Cette opération technique régie par l'article 1609 nonies C du code général des impôts a permis d'accompagner le changement de statut de la communauté de communes à fiscalité mixte à la communauté d'agglomération à fiscalité professionnelle unique.

Les AC visaient à assurer la neutralité budgétaire pour la CARA et les communes suites au changement de fiscalité opéré.

Les AC ont ensuite évolué au gré des transferts de charges ayant été réalisés depuis pour connaître leur niveau actuel suite à l'intégration de l'enveloppe de la dotation de solidarité communautaire en 2018.

Le tableau suivant présente l'évolution des attributions de compensation depuis leur création.

| Communes | T.P communale produit 2001 | TP / salaires compensation produit 2001 | CDC TH - FB - FNB produit 2001 | Charges transférées montant | 29/03/2002 Attribution de compensation | Charges transférées montant | 03/03/2008 Attribution de compensation | 2013 Extension périmètre | 13/03/2014 Attribution de compensation |
|---------------------------|----------------------------------|---|--------------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|--|--------------------------------|--|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5=(1+2-3)-4 | 6 | 7= 5-6 | 8 | 9= 8+7 |
| <i>Relais APE</i> | | | | | | | | | |
| ARCES sur GIRONDE | 2 092,36 € | 201,39 € | 14 153,82 € | | -11 860,07 € | | -11 860,07 € | | -11 860,07 € |
| ARVERT | 69 829,73 € | 25 735,07 € | 66 157,84 € | | 29 406,96 € | | 29 406,96 € | | 29 406,96 € |
| BARZAN | 26 753,58 € | 16 144,50 € | 13 269,01 € | | 29 629,07 € | | 29 629,07 € | | 29 629,07 € |
| BOUTENAC-TOUVENT | 6 583,05 € | 1 416,10 € | 4 398,92 € | | 3 600,23 € | | 3 600,23 € | | 3 600,23 € |
| BREUILLET | 69 932,02 € | 31 750,71 € | 59 763,98 € | | 41 918,75 € | | 41 918,75 € | | 41 918,75 € |
| BRIE sous MORTAGNE | 12 173,36 € | 13 520,70 € | 5 069,39 € | | 20 624,67 € | | 20 624,67 € | | 20 624,67 € |
| CHAILLEVETTE | 29 782,90 € | 18 694,67 € | 26 269,56 € | | 22 208,01 € | | 22 208,01 € | | 22 208,01 € |
| CHENAC SAINT SERIN d'UZET | 20 865,70 € | 7 346,37 € | 17 908,19 € | | 10 303,88 € | | 10 303,88 € | | 10 303,88 € |
| CORME ECLUSE | | | | | | | | 3 523,60 € | 3 523,60 € |
| COZES | 87 189,56 € | 51 287,05 € | 43 615,82 € | | 94 860,79 € | | 94 860,79 € | | 94 860,79 € |
| EPARGNES | 6 730,01 € | 2 537,67 € | 14 272,58 € | | -5 004,90 € | | -5 004,90 € | | -5 004,90 € |
| ETAULES | 63 463,92 € | 27 226,78 € | 39 952,92 € | | 50 737,78 € | | 50 737,78 € | | 50 737,78 € |
| FLOIRAC | 283,25 € | 0,00 € | 6 173,58 € | | -5 890,33 € | | -5 890,33 € | | -5 890,33 € |
| GREZAC | 33 006,13 € | 7 287,06 € | 13 679,86 € | | 26 613,33 € | | 26 613,33 € | | 26 613,33 € |
| L'EGUILLE sur SEUDRE | 30 575,63 € | 9 388,12 € | 13 497,99 € | | 26 465,76 € | | 26 465,76 € | | 26 465,76 € |
| LA TREMLADE | 277 680,85 € | 126 226,57 € | 191 732,84 € | | 212 174,58 € | | 212 174,58 € | | 212 174,58 € |
| LE CHAY | 13 464,60 € | 2 976,72 € | 13 808,22 € | | 2 633,10 € | | 2 633,10 € | | 2 633,10 € |
| LES MATHES | 103 590,64 € | 22 740,82 € | 155 188,53 € | | -28 857,07 € | | -28 857,07 € | | -28 857,07 € |
| MEDIS | 234 459,88 € | 60 702,15 € | 57 390,04 € | 3 289,39 € | 234 482,60 € | | 234 482,60 € | | 234 482,60 € |
| MESCHERS sur GIRONDE | 83 101,33 € | 29 465,19 € | 133 086,77 € | | -20 520,25 € | | -20 520,25 € | | -20 520,25 € |
| MORNAC sur SEUDRE | 6 965,40 € | 11 172,07 € | 16 580,66 € | | 1 556,81 € | | 1 556,81 € | | 1 556,81 € |
| MORTAGNE sur GIRONDE | 57 550,41 € | 11 708,54 € | 25 033,81 € | | 44 225,14 € | | 44 225,14 € | | 44 225,14 € |
| ROYAN | 1 947 085,26 € | 890 749,24 € | 1 135 868,81 € | | 1 701 965,69 € | 28 236,00 € | 1 673 729,69 € | | 1 673 729,69 € |
| SABLONCEAUX | | | | | | | | 3 284,43 € | 3 284,43 € |
| SAINT AUGUSTIN | 55 426,35 € | 8 045,19 € | 27 547,69 € | | 35 923,85 € | | 35 923,85 € | | 35 923,85 € |
| SAINT GEORGES de DIDONNE | 180 701,62 € | 54 167,88 € | 434 667,67 € | | -199 798,17 € | | -199 798,17 € | | -199 798,17 € |
| SAINT PALAIS sur MER | 195 882,35 € | 74 772,58 € | 321 016,01 € | | -50 361,08 € | | -50 361,08 € | | -50 361,08 € |
| SAINT ROMAIN de BENET | | | | | | | | 10 988,65 € | 10 988,65 € |
| SAINT ROMAIN sur GIRONDE | 114,79 € | 269,22 € | 798,53 € | | -414,52 € | | -414,52 € | | -414,52 € |
| SAINT SULPICE de ROYAN | 92 522,22 € | 44 447,12 € | 53 433,23 € | | 83 536,11 € | | 83 536,11 € | | 83 536,11 € |
| SAUJON | 525 762,51 € | 330 718,32 € | 154 813,20 € | 7 564,32 € | 694 103,31 € | | 694 103,31 € | | 694 103,31 € |
| SEMUSSAC | 17 052,48 € | 15 202,67 € | 31 409,07 € | | 846,08 € | | 846,08 € | | 846,08 € |
| TALMONT sur GIRONDE | 5 704,18 € | 3 626,30 € | 4 955,97 € | | 4 374,51 € | | 4 374,51 € | | 4 374,51 € |
| VAUX sur MER | 189 442,76 € | 75 738,50 € | 290 385,65 € | | -25 204,39 € | | -25 204,39 € | | -25 204,39 € |
| Totaux | 4 445 768,83 € | 1 975 265,27 € | 3 385 900,16 € | 10 853,71 € | 3 024 280,23 € | 28 236,00 € | 2 996 044,23 € | 17 796,68 € | 3 013 840,91 € |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

| Communes | 13/03/2014 Attribution de compensation en vigueur en 2016 | 2017 Charges transférées (1) Tourisme | 2017 Charges transférées (2) ZAE | 08/12/2017 Attribution de compensation (3)= AC 2016 - (1) - (2) | 2018 Charges transférées (4) GEMAPI | 2018 Modification ACLibre (5) DSC | 29/01/2018 Attribution de compensation (6)= (3) - (4) + (5) | 20/09/2021 Modification ACLibre (7) Meschers | 20/09/2021 Modification ACLibre (8) Meschers | 2021 Attribution de compensation (9) = (6) + (7) + (8) | 2021 Charges transférées (10) GEPUI | 2022 Attribution de compensation (11) = (9) - (10) |
|---------------------------|---|---|--|---|---|---|---|--|--|--|---|--|
| ARCES sur GIRONDE | -11 860,07 € | -5 272,70 € | | -6 587,37 € | | 10 792,00 € | 4 204,63 € | | | 4 204,63 € | 17 200,00 € | -12 995,37 € |
| ARVERT | 29 406,96 € | 15 048,33 € | 6 579,00 € | 7 779,63 € | | 18 246,00 € | 26 025,63 € | | | 26 025,63 € | 138 680,00 € | -112 654,37 € |
| BARZAN | 29 629,07 € | 674,00 € | | 28 955,07 € | | 10 342,00 € | 39 297,07 € | | | 39 297,07 € | 11 261,00 € | 28 036,07 € |
| BOUTENAC-TOUVENT | 3 600,23 € | 113,33 € | | 3 486,90 € | 57,22 € | 6 963,00 € | 10 392,68 € | | | 10 392,68 € | 13 282,00 € | -2 889,32 € |
| BREUILLET | 41 918,75 € | -11 236,11 € | | 53 154,86 € | | 17 214,00 € | 70 368,86 € | | | 70 368,86 € | 88 363,00 € | -17 994,14 € |
| BRIE sous MORTAGNE | 20 624,67 € | 130,00 € | | 20 494,67 € | 90,35 € | 6 441,00 € | 26 845,32 € | | | 26 845,32 € | 7 573,00 € | 19 272,32 € |
| CHAILLEVETTE | 22 208,01 € | | | 22 208,01 € | | 15 125,00 € | 37 333,01 € | | | 37 333,01 € | 66 575,00 € | -29 241,99 € |
| CHENAC SAINT SERIN d'UZET | 10 303,88 € | -1 756,86 € | | 12 060,74 € | 58,18 € | 10 876,00 € | 22 878,56 € | | | 22 878,56 € | 29 361,00 € | -6 482,44 € |
| CORME ECLUSE | 3 523,60 € | | 871,00 € | 2 652,60 € | 935,30 € | 12 753,00 € | 14 470,30 € | | | 14 470,30 € | 24 862,00 € | -10 391,70 € |
| COZES | 94 860,78 € | 6 788,61 € | 3 013,00 € | 85 059,18 € | 409,67 € | 14 657,00 € | 99 306,51 € | | | 99 306,51 € | 62 120,00 € | 37 186,51 € |
| EPARGNES | -5 004,90 € | 450,00 € | 4 370,00 € | -9 824,90 € | 268,94 € | 15 450,00 € | 5 356,16 € | | | 5 356,16 € | 28 663,00 € | -23 306,84 € |
| ETAULES | 50 737,78 € | 4 484,11 € | | 46 253,67 € | | 18 389,00 € | 64 642,67 € | | | 64 642,67 € | 97 577,00 € | -32 934,33 € |
| FLOIRAC | -5 890,33 € | 133,33 € | | -6 023,66 € | 41,75 € | 13 007,00 € | 6 477,07 € | | | 6 477,07 € | 14 935,00 € | -8 457,93 € |
| GREZAC | 26 613,33 € | 500,00 € | | 26 113,33 € | 593,60 € | 11 432,00 € | 36 951,73 € | | | 36 951,73 € | 25 609,00 € | 11 342,73 € |
| L'EGUILLE sur SEUDRE | 26 465,76 € | 33 739,33 € | | -7 273,57 € | | 19 110,00 € | 11 836,43 € | | | 11 836,43 € | 28 675,00 € | -16 838,57 € |
| LA TREMBLADE | 212 174,58 € | 176 944,10 € | 13 343,00 € | 21 887,48 € | | 29 425,00 € | 51 312,48 € | | | 51 312,48 € | 214 998,00 € | -163 685,52 € |
| LE CHAY | 2 633,10 € | | | 2 633,10 € | 408,56 € | 11 482,00 € | 13 706,54 € | | | 13 706,54 € | 17 894,00 € | -4 097,46 € |
| LES MATHES | -28 857,07 € | -398 635,61 € | -368,00 € | 370 146,54 € | | 13 097,00 € | 383 243,54 € | | | 383 243,54 € | 155 450,00 € | 227 793,54 € |
| MEDIS | 234 482,60 € | -24 355,67 € | | 258 838,27 € | | 13 441,00 € | 272 279,27 € | | | 272 279,27 € | 93 978,00 € | 178 301,27 € |
| MESCHERS sur GIRONDE | -20 520,25 € | 56 809,33 € | | -77 329,58 € | | | -77 329,58 € | 21 501,28 € | 12 647,00 € | -43 181,30 € | 119 393,00 € | -162 574,30 € |
| MORNAC sur SEUDRE | 1 556,81 € | 23 305,53 € | | -21 748,72 € | | 17 012,00 € | -4 736,72 € | | | -4 736,72 € | 27 631,00 € | -32 367,72 € |
| MORTAGNE sur GIRONDE | 44 225,14 € | 29 020,00 € | | 15 205,14 € | 246,96 € | 22 424,00 € | 37 382,18 € | | | 37 382,18 € | 25 535,00 € | 11 847,18 € |
| ROYAN | 1 673 729,69 € | 630 503,00 € | 235 683,00 € | 807 543,69 € | | 61 152,00 € | 868 695,69 € | | | 868 695,69 € | 609 680,00 € | 259 015,69 € |
| SABLONCEAUX | 3 284,43 € | | 22 939,00 € | -19 654,57 € | | 13 574,00 € | -6 080,57 € | | | -6 080,57 € | 33 050,00 € | -39 130,57 € |
| SAINT AUGUSTIN | 35 923,85 € | -49 905,00 € | | 85 828,85 € | | 16 643,00 € | 102 471,85 € | | | 102 471,85 € | 55 211,00 € | 47 260,85 € |
| SAINT GEORGES de DIDONNE | -199 798,17 € | 118 335,37 € | 40 350,00 € | -358 483,54 € | | 26 849,00 € | -331 634,54 € | | | -331 634,54 € | 253 672,00 € | -585 306,54 € |
| SAINT PALAIS sur MER | -50 361,08 € | 246 476,12 € | 3 666,00 € | -300 503,20 € | | 16 633,00 € | -283 870,20 € | | | -283 870,20 € | 231 328,00 € | -515 198,20 € |
| SAINT ROMAIN de BENET | 10 988,65 € | | 1 391,00 € | 9 597,65 € | 82,97 € | 14 067,00 € | 23 581,68 € | | | 23 581,68 € | 46 619,00 € | -23 037,32 € |
| SAINT ROMAIN sur GIRONDE | -414,52 € | 50,00 € | | -464,52 € | | | | Intégration de l'AC à Floirac suite fusion | | | | |
| SAINT SULPICE de ROYAN | 83 536,11 € | | 111 523,00 € | -27 986,89 € | | 16 959,00 € | -11 027,89 € | | | -11 027,89 € | 112 179,00 € | -123 206,89 € |
| SAUJON | 694 103,31 € | 131 653,01 € | 25 323,00 € | 537 127,30 € | 370,36 € | 30 945,00 € | 567 701,94 € | | | 567 701,94 € | 211 157,00 € | 356 544,94 € |
| SEMUSSAC | 846,08 € | -4 926,22 € | 13 624,00 € | -7 851,70 € | 131,10 € | 18 118,00 € | 10 135,20 € | | | 10 135,20 € | 68 459,00 € | -58 323,80 € |
| TALMONT sur GIRONDE | 4 374,51 € | 29 504,00 € | | -25 129,49 € | | 12 412,00 € | -12 717,49 € | | | -12 717,49 € | 3 126,00 € | -15 843,49 € |
| VAUX sur MER | -25 204,39 € | 45 799,67 € | 49 034,00 € | -120 038,06 € | | 15 947,00 € | -104 091,06 € | | | -104 091,06 € | 190 367,00 € | -294 458,06 € |
| Totaux | 3 013 840,91 € | 1 054 373,00 € | 531 341,00 € | 1 428 126,91 € | 3 694,96 € | 550 977,00 € | 1 975 408,95 € | 21 501,28 € | 12 647,00 € | 2 009 557,23 € | 3 124 373,00 € | -1 114 815,77 € |

Fonds de Concours

L'enveloppe prévue en 2022 concernant les fonds de concours est de 1,1 million d'euros, soit une reconduction de l'enveloppe inscrite en 2021.

Le tableau suivant récapitule par commune et projet les enveloppes octroyées par la CARA depuis la mise en œuvre des fonds de concours (en euros).

Au 27/09/2021, 173 dossiers ont bénéficié de fonds de concours depuis 2007, année de leur création.

| Communes/Projets | 2007/2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 27/09/2021 | TOTAL |
|--|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|
| ARCES/GIRONDE | 94 410 | 13 306 | 4 423 | 2 717 | 57 460 | | | 60 000 | | 232 315 |
| AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG | 75 416 | | | | | | | | | 75 416 |
| TRAVAUX DE RESTAURATION DES VITRAUX DE L'EGLISE | 6 249 | | | | | | | | | 6 249 |
| TRAVAUX DE RENOVATION GROUPE SCOLAIRE | 7 380 | | | | | | | | | 7 380 |
| TRAVAUX D'ECONOMIE D'ENERGIE ECOLE PRIMAIRE | 5 365 | | | | | | | | | 5 365 |
| REALISATION PARKING COMMUNAL PRÈS DU CIMETIÈRE | | 13 306 | | | | | | | | 13 306 |
| ESPACE MULTI-SPORTS | | | 4 423 | | | | | | | 4 423 |
| AMENAGEMENT SECURITAIRE VOIRIE | | | | 2 717 | | | | | | 2 717 |
| RESTAURATION INTÉRIEURE ÉGLISE | | | | | 57 460 | | | | | 57 460 |
| AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG | | | | | | | | 60 000 | | 60 000 |
| ARVERT | 224 061 | | | | | | 80 657 | | | 304 718 |
| RESTRUCTURATION ET REHABILITATION DU CENTRE DE LOISIRS | 8 662 | | | | | | | | | 8 662 |
| CONSTRUCTION DE LA HALLE ET AMENAGT ABORDS EN CENTRE BOURG | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| SALLE DE MOTRICITÉ | 65 399 | | | | | | | | | 65 399 |
| AMENAGEMENT DE LA HALLE DU MARCHÉ ET ABORDS | | | | | | | 80 657 | | | 80 657 |
| BARZAN | | | 23 417 | 3 080 | | 150 000 | 7 338 | 21 551 | | 205 386 |
| TRAVAUX PLUVIAL - LES MONARDS | | | 23 417 | | | | | | | 23 417 |
| RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE LA MAIRIE | | | | 3 080 | | | | | | 3 080 |
| AMENAGEMENT DU SITE DE BARZAN PLAGE | | | | | | 150 000 | | | | 150 000 |
| AMÉNAGEMENT DE LA PETITE PLACE DE L'ÉGLISE | | | | | | | 7 338 | | | 7 338 |
| AMÉNAGEMENT LOCAL COMMERCIAL DE BARZAN-PLAGE | | | | | | | | 21 551 | | 21 551 |
| BOUTENAC/TOUVENT | 2 795 | 9 715 | | 4 138 | | 15 684 | 7 808 | | | 40 140 |
| TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT DE LA MAIRIE | 2 795 | | | | | | | | | 2 795 |
| RENOVATION DE LA SALLE ASSOCIATIVE | | 9 715 | | | | | | | | 9 715 |
| TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT DE LA MAIRIE | | | | 4 138 | | | | | | 4 138 |
| TRAVAUX AMENAGEMENT RUE BRIN D'AMOUR | | | | | | 15 684 | | | | 15 684 |
| TRAVAUX D'URGENCE SUR VOIRIE COMMUNALE | | | | | | | 7 808 | | | 7 808 |
| BREUILLET | 170 291 | | | 40 808 | | 58 547 | | 57 925 | | 327 571 |
| REPARATION DE L'EGLISE | 20 291 | | | | | | | | | 20 291 |
| RECONSTRUCTION VESTIAIRES (CLUB DE FOOTBALL ET CLUB DE TENNIS) | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| REHABILITATION LOCAUX PERISCOLAIRE | | | | 40 808 | | | | | | 40 808 |
| EQUIPEMENT SALLE MULTICULTURELLE | | | | | | 58 547 | | | | 58 547 |
| TRAVAUX VOIRIE COMMUNALE | | | | | | | | 57 925 | | 57 925 |
| BRIE/MORTAGNE | 90 581 | | | | | | | 39 365 | | 129 946 |
| CONSTRUCTION D'UNE HALLE ET DE SES ABORDS | 90 581 | | | | | | | | | 90 581 |
| REHABILITATION BATIMENTS COMMUNAUX | | | | | | | | 39 365 | | 39 365 |
| CHAILLEVETTE | 56 516 | 68 868 | | 9 170 | | | 150 000 | | | 284 554 |
| AMENAGEMENT PLACE DE VERDUN | 39 437 | | | | | | | | | 39 437 |
| AMÉNAGEMENT PLACE DE L'ÉGLISE | 17 079 | | | | | | | | | 17 079 |
| TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE DE CHATRESSAC | | 68 868 | | | | | | | | 68 868 |
| AIRE DE JEUX POUR ENFANTS | | | | 9 170 | | | | | | 9 170 |
| CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE | | | | | | | 150 000 | | | 150 000 |
| LE CHAY | | | 11 188 | | | 8 363 | 7 035 | | 96 180 | 122 766 |
| AMÉNAGEMENT D'UN PARKING ROUTE DE POMPIERRE | | | 11 188 | | | | | | | 11 188 |
| REFECTION GRILLAGE COUR DE L'ÉCOLE | | | | | | 8 363 | | | | 8 363 |
| AMÉNAGEMENT D'UN CARREFOUR PAR LA CREATION D'UN MINI-GIRATOIRE | | | | | | | 7 035 | | | 7 035 |
| EXTENSION RENOVATION MAIRIE | | | | | | | | | 96 180 | 96 180 |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

| Communes/Projets | 2007/2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 27/09/2021 | TOTAL |
|--|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|----------------|
| CHENAC SAINT SEURIN D'UZET | 63 114 | | | | | | | | | 63 114 |
| REFECTION DE L'EGLISE | 9 283 | | | | | | | | | 9 283 |
| AMENAGEMENT DU PORT DE PLAISANCE | 2 664 | | | | | | | | | 2 664 |
| TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA MAIRIE ANNEXE | 2 489 | | | | | | | | | 2 489 |
| CONSTRUCTION DE VESTAIRES ET DE SANITAIRES | 6 524 | | | | | | | | | 6 524 |
| RÉHABILITATION BÂTIMENT COMMUNAL RUE DES VALLONS | 42 154 | | | | | | | | | 42 154 |
| CORME ECLUSE | 20 679 | | 51 206 | | 18 722 | | | 141 216 | | 231 822 |
| EXTENSION SALLE POLYVALENTE | 20 679 | | | | | | | | | 20 679 |
| PARKING ET ABRIS ÉCOLE | | | 51 206 | | | | | | | 51 206 |
| TERRAIN MULTISPORTS | | | | | 18 722 | | | | | 18 722 |
| CONSTRUCTION ATELIER | | | | | | | | 141 216 | | 141 216 |
| COZES | 80 548 | 21 500 | 13 461 | 23 151 | 150 000 | 150 000 | 39 725 | 19 351 | | 497 735 |
| AMENAGEMENT D'UN PARC DE STATIONNEMENT - RUE DE LA CITE | 8 861 | | | | | | | | | 8 861 |
| TRAVAUX D'ECONOMIE D'ENERGIE ECOLE ELEMENTAIRE | 9 588 | | | | | | | | | 9 588 |
| AMENAGEMENT D'UNE PISTE DE SKATE PARC | 11 163 | | | | | | | | | 11 163 |
| CRÉATION VOIE NOUVELLE "LA COZILLONNE" | 50 936 | | | | | | | | | 50 936 |
| RÉNOVATION PERFORMANCE ÉNERGETIQUE BATIMENTS COMMUNAUX | | 21 500 | | | | | | | | 21 500 |
| RÉNOVATION BÂTIMENTS PETITE ENFANCE | | | 13 461 | | | | | | | 13 461 |
| AMENAGEMENT AIRE STATIONNEMENT | | | | 23 151 | | | | | | 23 151 |
| COMPLEXE SPORTIF - TERRAINS | | | | | 150 000 | | | | | 150 000 |
| CONSTRUCTION BATIMENTS SPORTIFS | | | | | | 150 000 | | | | 150 000 |
| AMÉNAGEMENT DU JARDIN DU PRESBYTÈRE | | | | | | | 39 725 | | | 39 725 |
| AMÉNAGEMENT BOULODROME ET TENNIS | | | | | | | | 19 351 | | 19 351 |
| L'EGUILLE/SEUDRE | 23 232 | | 150 000 | | 74 047 | | | | 20 858 | 268 136 |
| TRAVAUX D'AMENAGEMENT RESEAU D'EAUX PLUVIALES RUE EGALITE | 18 755 | | | | | | | | | 18 755 |
| TRAVAUX DE REGULATION DU SYSTEME DE CHAUFFERIE SALLE DES FETES | 4 478 | | | | | | | | | 4 478 |
| PÔLE CULTUREL | | | 150 000 | | | | | | | 150 000 |
| AMÉNAGEMENT GRAND'RUE | | | | | 74 047 | | | | | 74 047 |
| REHABILITATION ATELIER COMMUNAL | | | | | | | | | 20 858 | 20 858 |
| EPARGNES | 143 931 | | | | 50 447 | | 15 487 | 97 662 | | 307 527 |
| RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES | 36 264 | | | | | | | | | 36 264 |
| ACQUISITION ET TRAVAUX D'UNE BOULANGERIE ET LOGEMENT | 87 424 | | | | | | | | | 87 424 |
| TRAVAUX LOGEMENT PRESBYTÈRE | 20 243 | | | | | | | | | 20 243 |
| RÉNOVATION ET ÉQUIPEMENT BOULANGERIE | | | | | 50 447 | | | | | 50 447 |
| AMÉNAGEMENT ABORDS MAIRIE ET PARKINGS BOURG | | | | | | | 15 487 | | | 15 487 |
| AMÉNAGEMENT DES TRAVERSES D'AGGLOMÉRATION | | | | | | | | 97 662 | | 97 662 |
| ETAULES | 165 849 | | | 35 942 | 116 008 | | | 9 066 | | 326 865 |
| EXTENSION RESTAURANT SCOLAIRE | 93 174 | | | | | | | | | 93 174 |
| TRANSF* D'UN LOGEMENT EN BUREAUX ET ARCHIVES MUNICIPAUX | 44 195 | | | | | | | | | 44 195 |
| ESPACE MULTI-LOISIRS | 28 480 | | | | | | | | | 28 480 |
| RÉNO ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS | | | | 35 942 | | | | | | 35 942 |
| SALLE DES SPORTS | | | | | 116 008 | | | | | 116 008 |
| BLOC SANITAIRE | | | | | | | | 9 066 | | 9 066 |
| FLOIRAC | 5 798 | | | 88 765 | | | | 10 126 | | 104 689 |
| ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX (SRG) | 5 798 | | | | | | | | | 5 798 |
| MAISON ASSOCIATIVE | | | | 88 765 | | | | | | 88 765 |
| CRÉATION DE PARKING ET AMÉNAGEMENT SÉCURITAIRE DE VOIRIE | | | | | | | | 10 126 | | 10 126 |
| GREZAC | 153 659 | | | 150 000 | | 70 120 | 20 522 | 66 297 | | 460 598 |
| TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG | 139 811 | | | | | | | | | 139 811 |
| CRÉATION D'UN PARKING AUX ABORDS DE LA MAIRIE | 13 848 | | | | | | | | | 13 848 |
| SALLE MULTIACTIVITE | | | | 150 000 | | | | | | 150 000 |
| AMENAGEMENT PARKING CIMETIERE | | | | | | 70 120 | | | | 70 120 |
| AMENAGEMENT AIRE DE JEUX CREATION CITY PARK | | | | | | | 20 522 | | | 20 522 |
| TRAVAUX DE VOIRIE "HAMEAU DU PONTET" | | | | | | | | 66 297 | | 66 297 |
| LES MATHES | 46 882 | 35 793 | | | | 150 000 | | 11 160 | | 243 835 |
| CRÉATION D'UNE PISTE CYCLABLE LA PINEDE - LA PALMYRE | 8 439 | | | | | | | | | 8 439 |
| REFECTION DE LA PISTE CYCLABLE DE LA PROMENADE DES 2 PHARES | 38 443 | | | | | | | | | 38 443 |
| TRAVAUX D'EXTENSION DES LOCAUX SCOLAIRES | | 35 793 | | | | | | | | 35 793 |
| CONSTRUCTION CASES COMMERCIALES | | | | | | 150 000 | | | | 150 000 |
| CONSTRUCTION DE LOCAUX ANNEXES À LA MAIRIE | | | | | | | | 11 160 | | 11 160 |
| MEDIS | 107 318 | 12 282 | | 114 325 | | | | | | 233 925 |
| RÉALISATION DE LOCAUX COMMERCIAUX | 107 318 | | | | | | | | | 107 318 |
| MISE EN ACCESSIBILITE DE LA MAIRIE | | 12 282 | | | | | | | | 12 282 |
| REHABILITATION ANCIENNE POSTE | | | | 114 325 | | | | | | 114 325 |
| MESCHERS/GIRONDE | 332 050 | | 150 000 | | | | | | | 482 050 |
| CONSTRUCTION DE LA MICRO-CRECHE | 32 050 | | | | | | | | | 32 050 |
| REHABILITATION SALLE DES FETES | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| IMMEUBLE DE LA POSTE | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| AMÉNAGEMENT DU BOULEVARD DE LA FALAISE - SECTION 1 | | | 150 000 | | | | | | | 150 000 |
| MORNAC/SEUDRE | 200 059 | | | 15 379 | 32 455 | | 150 000 | 11 293 | | 409 185 |
| CONSTRUCTION D'UN RADIER | 15 501 | | | | | | | | | 15 501 |
| REFECTION DU BEFFROI DU CLOCHER DE L'EGLISE ST PIERRE | 12 999 | | | | | | | | | 12 999 |
| TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'ESPACE PORTUAIRE | 21 559 | | | | | | | | | 21 559 |
| RÉNOVATION DES SALLES DU PORT | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| RÉNOVATION DES SALLES DU PORT T2 | | | | 15 379 | | | | | | 15 379 |
| GARAGE INTER-ASSOCIATIONS | | | | | 32 455 | | | | | 32 455 |
| DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DE LA SALLE MULTICULTURELLE | | | | | | | 150 000 | | | 150 000 |
| REHABILITATION RUE DU PORT | | | | | | | | 11 293 | | 11 293 |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

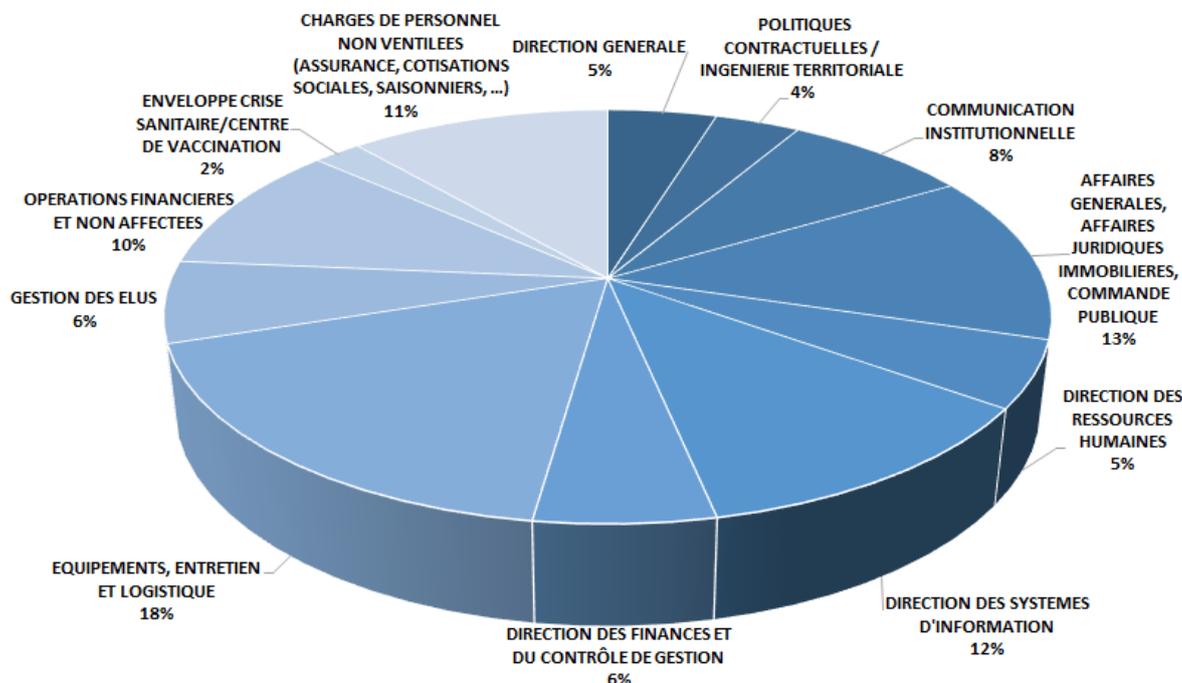
| Communes/Projets | 2007/2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 27/09/2021 | TOTAL |
|---|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|--------------------|-------------------|
| MORTAGNE/GIRONDE | 44 399 | | | 150 000 | | 33 930 | | 6 073 | | 234 402 |
| AMENAGEMENT DU PORT DE PECHE ET DE PLAISANCE | 6 527 | | | | | | | | | 6 527 |
| TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PORT | 37 872 | | | | | | | | | 37 872 |
| MAISON MEDICALE | | | | 150 000 | | | | | | 150 000 |
| AMENAGEMENT APPARTEMENTS ANCIENNE GENDARMERIE | | | | | | 33 930 | | | | 33 930 |
| MISE EN PLACE DE CATWAYS ET PASSERELLE AU PORT | | | | | | | | 6 073 | | 6 073 |
| ROYAN | 450 000 | 89 191 | | | 47 723 | | 150 000 | 150 000 | | 886 914 |
| CONSTRUCTION D'UN GYMNASE ET D'UNE SALLE | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| RENOVATION DES VOUTES DU PORT DE PLAISANCE | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| AMENAGEMENT DU QUAI DES SABLERS | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE-DAME | | 89 191 | | | | | | | | 89 191 |
| RESTAURATION ORGUE ORGUE NOTRE-DAME | | | | | 47 723 | | | | | 47 723 |
| RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE DAME | | | | | | | 150 000 | | | 150 000 |
| REHABILITATION DU PALAIS DES CONGRES | | | | | | | | 150 000 | | 150 000 |
| SABLONCEAUX | | 13 364 | | | | 20 751 | 108 444 | | 49 950 | 192 509 |
| CONSTRUCTION COURT DE TENNIS ET MUR ENTRAINEMENT | | 13 364 | | | | | | | | 13 364 |
| AMENAGEMENT D UN TERRAIN DE LOISIRS | | | | | | 20 751 | | | | 20 751 |
| TRAVAUX CONNEXES AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE FORESTIER | | | | | | | 108 444 | | | 108 444 |
| AMENAGEMENT DE LA RUE DES FOURNEAUX | | | | | | | | | 49 950 | 49 950 |
| SAINT AUGUSTIN | 44 881 | 9 209 | | | 150 000 | | 150 000 | | | 354 090 |
| CONSTRUCTION DE PISTES CYCLABLES | 21 951 | | | | | | | | | 21 951 |
| REHABILITATION DU TEMPLE | 2 765 | | | | | | | | | 2 765 |
| AMENAGEMENT SCENIQUE DE LA SALLE DES FETES | 8 705 | | | | | | | | | 8 705 |
| PISTE CYCLABLE "LE PAPERICAUD" | 11 460 | | | | | | | | | 11 460 |
| REALISATION PARKING DES BASSAMARDS | | 9 209 | | | | | | | | 9 209 |
| COMMERCES ET LOGEMENTS CENTRE-BOURG | | | | | 150 000 | | | | | 150 000 |
| RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA MAIRIE | | | | | | | 150 000 | | | 150 000 |
| SAINT GEORGES DE DIDONNE | 98 802 | | | | | | | | | 98 802 |
| REHABILITATION DE LA SALLE BLEUE DU RELAIS DE LA COTE DE BEAUTE | 35 656 | | | | | | | | | 35 656 |
| EAUX PLUVIALES | 63 146 | | | | | | | | | 63 146 |
| SAINT PALAIS SUR MER | 130 875 | | | | | 111 541 | | | | 242 416 |
| COUVERTURE DES COURTS DE TENNIS | 130 875 | | | | | | | | | 130 875 |
| CONSTRUCTION BUREAU DE POSTE / BUREAU DE POLICE | | | | | | 111 541 | | | | 111 541 |
| SAINT ROMAIN DE BENET | | | | | 149 800 | | | | | 149 800 |
| AMENAGEMENT PLACE DE L'EGLISE | | | | | 149 800 | | | | | 149 800 |
| SAINT SULPICE DE ROYAN | 288 760 | 150 000 | 103 870 | 88 147 | 31 475 | 8 804 | 150 000 | | | 821 055 |
| AGRANDISSEMENT SALLE DES FETES | 138 760 | | | | | | | | | 138 760 |
| TRAVAUX DE PERFORMANCE ENERGÉTIQUE | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA MAIRIE | | 150 000 | | | | | | | | 150 000 |
| CHAUDIÈRE À BOIS | | | 103 870 | | | | | | | 103 870 |
| REHABILITATION AIRE DE JEUX | | | | 88 147 | | | | | | 88 147 |
| AMENAGEMENT ET RÉPARATION ÉCOLES | | | | | 31 475 | | | | | 31 475 |
| EXTENSION CIMETIERE COLOMBARIUM | | | | | | 8 804 | | | | 8 804 |
| AMENAGEMENT AVENUE PASTEUR | | | | | | | 150 000 | | | 150 000 |
| SAUJON | 342 700 | 47 600 | 18 250 | 87 500 | | 124 180 | | | | 620 230 |
| RÉCONST* ET AMENAGEMENT DES ECLUSES ET DU PONT DE RIBEROU | 42 700 | | | | | | | | | 42 700 |
| ESPACE CULTUREL | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| AMENAGEMENT PORT DE RIBÉROU | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| CONSTRUCTION D'UNE CRÈCHE | | 47 600 | | | | | | | | 47 600 |
| RÉHAB/ISOLATION THERMIQUE DE LA TOITURE DE LA MÉDIATHÈQUE | | | 18 250 | | | | | | | 18 250 |
| REHABILITATION GYMNASE RAVET | | | | 87 500 | | | | | | 87 500 |
| AMENAGEMENT LIAISON THERMES / PLACE G. DE GAULLE | | | | | | 124 180 | | | | 124 180 |
| SEMUSSAC | 126 024 | 79 460 | 150 000 | 46 637 | 124 756 | | | 127 408 | | 654 284 |
| RENOVATION DE LA CLOCHE ET DE L'HORLOGE DE L'EGLISE | 1 102 | | | | | | | | | 1 102 |
| REHABILITATION ET EXTENSION DES ATELIERS MUNICIPAUX | 31 808 | | | | | | | | | 31 808 |
| TRAVAUX EXTENSION ECOLE MATERNELLE | 27 809 | | | | | | | | | 27 809 |
| ATELIERS MUNICIPAUX - GARAGE | 65 306 | | | | | | | | | 65 306 |
| AMENAGEMENT VOIRIE DU CENTRE-BOURG | | 79 460 | | | | | | | | 79 460 |
| CONSTRUCTION D'UN POLE MEDICAL | | | 150 000 | | | | | | | 150 000 |
| AMENAGEMENT ACCES PARKING GYMNASE | | | | 46 637 | | | | | | 46 637 |
| VOIRIE LA VALADE | | | | | 124 756 | | | | | 124 756 |
| CONSTRUCTION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS (DOJO + TENNIS) | | | | | | | | 127 408 | | 127 408 |
| TALMONT SUR GIRONDE | | | | | | | 37 040 | | | 37 040 |
| AMENAGEMENT VOIRIES | | | | | | | 37 040 | | | 37 040 |
| LA TREMBLADE | 300 000 | 13 152 | | 115 597 | 97 109 | | | | | 525 858 |
| TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES CENTRE BOURG LA TREMBLADE | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES DU SECTEUR DE RONCE LES BAINS | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| AMENAGEMENT D'UN SKATE-PARK | | 13 152 | | | | | | | | 13 152 |
| AMENAGEMENT DU CENTRE DE RONCE-LES-BAINS - TRANCHE 1 | | | | 115 597 | | | | | | 115 597 |
| AMENAGEMENT CENTRE DE RONCE - T2 | | | | | 97 109 | | | | | 97 109 |
| VAUX SUR MER | 345 528 | | | | | 60 269 | 25 944 | 150 000 | | 581 741 |
| CONSTRUCTION DE PISTES CYCLABLES | 12 057 | | | | | | | | | 12 057 |
| AMENAGEMENT ALLEES DU PARC HOTEL DE VILLE | 23 529 | | | | | | | | | 23 529 |
| CREATION D'UNE PISTE CYCLABLE | 4 018 | | | | | | | | | 4 018 |
| RESTAURATION LAVOIR ET FONTAINE | 2 726 | | | | | | | | | 2 726 |
| CONSTRUCTION D'UN BATIMENT "ESPACES JEUNES" | 93 500 | | | | | | | | | 93 500 |
| CONSTRUCTION CRECHE | 150 000 | | | | | | | | | 150 000 |
| TRAVAUX DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE | 59 698 | | | | | | | | | 59 698 |
| EXTENSION REHABILITATION SALLE OMNISPORT | | | | | | 60 269 | | | | 60 269 |
| RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-ÉTIENNE | | | | | | | 25 944 | | | 25 944 |
| REHABILITATION DE LA SALLE DES FÊTES DE L'ATELIER | | | | | | | | 150 000 | | 150 000 |
| Total général | 4 153 742 | 563 438 | 675 815 | 975 356 | 1 100 000 | 962 188 | 1 100 000 | 978 491 | 166 987 | 10 509 029 |

2. Charges de structure et actions générales

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|---------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>9 478 712 €</u> | <u>15 692 825 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 3 959 640 € | 4 375 065 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 1 001 000 € | 132 900 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 2 043 306 € | 2 374 185 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | 864 806 € | 1 084 342 € |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 1 602 200 € | 4 635 500 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 7 760 € | 3 090 833 € |
| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| DIRECTION GENERALE | 333 360 € | 333 160 € |
| POLITIQUES CONTRACTUELLES / INGENIERIE TERRITORIALE | 149 690 € | 259 720 € |
| COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | 570 190 € | 569 000 € |
| AFFAIRES GENERALES, AFFAIRES JURIDIQUES IMMOBILIERES, COMMANDE PUBLIQUE | 822 860 € | 925 040 € |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 351 660 € | 365 300 € |
| DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION | 799 836 € | 829 910 € |
| DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTRÔLE DE GESTION | 309 620 € | 389 510 € |
| EQUIPEMENTS, ENTRETIEN ET LOGISTIQUE | 1 321 800 € | 1 246 705 € |
| GESTION DES ELUS | 444 860 € | 448 040 € |
| OPERATIONS FINANCIERES ET NON AFFECTEES | 273 566 € | 714 752 € |
| ENVELOPPE CRISE SANITAIRE/CENTRE DE VACCINATION | 1 000 000 € | 147 200 € |
| CHARGES DE PERSONNEL NON VENTILEES (ASSURANCE, COTISATIONS SOCIALES, SAISONNIERS, ...) | 760 070 € | 798 115 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | 5 000 € | 5 000 € |
| AFFAIRES GENERALES, AFFAIRES JURIDIQUES IMMOBILIERES, COMMANDE PUBLIQUE | 23 500 € | 96 500 € |
| DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION | 415 200 € | 278 000 € |
| EQUIPEMENTS, ENTRETIEN ET LOGISTIQUE | 1 158 500 € | 4 256 000 € |
| OPERATIONS FINANCIERES ET NON AFFECTEES | 739 000 € | 4 030 873 € |

Les charges de structure intègrent le coût des directions et services ressources assumant des missions transversales au service des élus et des services opérationnels de la CARA. Ces dépenses représentent 7 millions d'euros en section de fonctionnement.

Répartition des dépenses de fonctionnement – 7 millions d'euros



La direction générale des services est chargée, sous l'autorité du Président, de diriger les services de la CARA, d'en coordonner l'organisation en veillant à la mise en œuvre des orientations et des décisions prises par le Conseil communautaire.

La direction des ressources humaines gère tous les éléments liés à la carrière professionnelle, elle coordonne également l'action sociale en direction des agents : chèques de table, prestations CNAS, contrat maintien de salaire, ... Enfin, la DRH, est chargée de la prévention des risques professionnels c'est à dire de prévenir les dangers susceptibles de compromettre la sécurité ou la santé des agents et d'améliorer l'organisation et l'environnement du travail.

Les dépenses de personnel en opérations non affectées concernent l'enveloppe prévue pour le personnel saisonnier, les apprentis et tous les frais assimilés concernant l'ensemble du personnel de la CARA (cotisations pour assurance du personnel, chèques de table, versement au FNC du supplément familial, cotisations organismes sociaux...). Les autres dépenses concernent les frais de déplacements et les frais de formation des agents de la CARA.

Les opérations financières concernent en fonctionnement, les charges d'intérêt de la dette, les taxes foncières ainsi que l'enveloppe dédiée aux dépenses imprévues (500 000 € en 2022).

Les affaires générales, juridiques, immobilières et commande publique

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>846 360 €</u> | <u>1 056 140 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 463 980 € | 528 840 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | | |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 358 880 € | 430 800 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 23 500 € | 96 500 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| <u>AFFAIRES GENERALES</u> | <u>206 400 €</u> | <u>214 600 €</u> |
| AFFRANCHISSEMENT | 36 800 € | 41 500 € |
| ARCHIVES | 36 000 € | 40 000 € |
| ASSURANCES | 123 500 € | 123 500 € |
| DOCUMENTATION SERVICES SUPPORT | 9 600 € | 9 600 € |
| AUTRES DEPENSES | 500 € | |
| <u>SERVICE JURIDIQUE</u> | <u>76 080 €</u> | <u>86 500 €</u> |
| ACTES ET INTERROGATIONS HYPOTHECAIRES | 800 € | 500 € |
| PRESTATION DE CONSEIL | 17 500 € | 30 000 € |
| PROCEDURE DE CONTENTIEUX | 38 000 € | 36 000 € |
| AUTRES DEPENSES | 19 780 € | 20 000 € |
| <u>COMMANDE PUBLIQUE</u> | <u>76 400 €</u> | <u>129 700 €</u> |
| MOYENS GENERAUX | 76 400 € | 95 100 € |
| ENVELOPPE CRISE SANITAIRE/CENTRE DE VACCINATION | 0 € | 34 600 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| <u>COMMANDE PUBLIQUE</u> | <u>23 500 €</u> | <u>96 500 €</u> |
| MOBILIER, MATERIEL ADMINISTRATIFS | 23 500 € | 96 500 € |

La communication institutionnelle

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
|--|----------------|------------------------------|

| TOTAL | 846 360 € | 1 056 140 € |
|---|------------------|--------------------|
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 463 980 € | 528 840 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | | |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 358 880 € | 430 800 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 23 500 € | 96 500 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| ANNONCES ET INSERTION WEB | 8 000 € | 8 000 € |
| ANNONCES LEGALES | 1 000 € | 1 000 € |
| ANNONCES PUBLICITAIRES | 11 500 € | 12 000 € |
| COMMUNICATION INTERNE | 7 000 € | 7 000 € |
| CREATION DOCUMENTS PUBLICITAIRES | 10 000 € | 8 000 € |
| DISTRIBUTION | 37 500 € | 37 000 € |
| ILLUSTRATION INFOGRAPHIE | 5 200 € | 5 200 € |
| IMPRESSION | 85 000 € | 86 000 € |
| OBJETS PROMOTIONNELS | 16 000 € | 16 000 € |
| OPERATIONS DE COMMUNICATION | 6 000 € | 6 000 € |
| OPERATIONS EVENEMENTIELS | 4 000 € | 4 000 € |
| PRESTATIONS PHOTOGRAPHIES ET VIDEO | 16 000 € | 16 000 € |
| PRESTATIONS PIGISTE | 7 500 € | 7 000 € |
| PUBLICITE RADIO TV | 29 000 € | 28 000 € |
| SITE INTERNET | 900 € | 1 900 € |
| AUTRES CHARGES | 16 650 € | 16 050 € |
| CENTRE DE VACCINATION | 0 € | 2 000 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| MATERIEL SIGNALETIQUES | 5 000 € | 5 000 € |

La communication institutionnelle assure la valorisation des actions des élus et des services de la CARA.

Fonction d'appui aux élus et aux services, elle coordonne la conception, l'édition et l'impression des différents documents internes et externes de la CARA.

Les systèmes d'information et de télécommunication

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
|--|----------------|------------------------------|

| <u>TOTAL</u> | <u>1 215 036 €</u> | <u>1 108 510 €</u> |
|---|---------------------------|---------------------------|
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 461 340 € | 466 290 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | | 32 400 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 338 496 € | 331 820 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 415 200 € | 278 000 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|------------------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| <u>INFORMATIQUE</u> | <u>0 €</u> | <u>0 €</u> |
| COPIEURS ET IMPRIMANTES | 48 200 € | 48 200 € |
| LOGICIEL | 86 500 € | 121 400 € |
| MATERIEL INFORMATIQUE | 48 200 € | 48 000 € |
| AUTRES DEPENSES | 2 210 € | 210 € |
| <u>INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES</u> | <u>58 616 €</u> | <u>54 910 €</u> |
| <u>TELEPHONIE</u> | <u>94 770 €</u> | <u>91 500 €</u> |
| ABONNEMENTS INTERNET | 33 460 € | 31 800 € |
| SERVICE AUX COMMUNES | 0 € | 4 100 € |
| TELEPHONIE FIXE | 13 800 € | 12 900 € |
| TELEPHONIE MOBILE | 31 250 € | 27 900 € |
| AUTRES CHARGES DE TELEPHONE | 16 260 € | 14 200 € |
| CENTRE DE VACCINATION | 0 € | 600 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| INFORMATIQUE | 377 200 € | 197 100 € |
| INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES | 0 € | 13 500 € |
| TELEPHONIE | 38 000 € | 67 400 € |

L'entretien du patrimoine et des équipements, logistique

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|---------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>2 480 300 €</u> | <u>5 512 705 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 830 130 € | 845 680 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | | |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 491 670 € | 411 025 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 1 158 500 € | 4 256 000 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

BP 2021

**PROPOSITIONS
2022**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT *(hors gestion du personnel)*

| <u>ENTRETIEN ET GESTION DU PATRIMOINE ET DES EQUIPEME</u> | <u>373 550 €</u> | <u>290 605 €</u> |
|--|-------------------------|-------------------------|
| BATIMENT ANNEXE DE LA CARA | 46 200 € | 31 500 € |
| BATIMENT CORMORANS | 18 000 € | 22 205 € |
| BATIMENT SIS 2 RUE DE PITORIE | 17 100 € | 12 100 € |
| BUREAUX CARA | 135 500 € | 136 000 € |
| CENTRE TECHNIQUE ST Sulpice de ROYAN | 30 200 € | 19 100 € |
| LOCAL BRIE/MORTAGNE | 1 000 € | 1 100 € |
| LOGEMENT SAISONNIER DE COZES | 23 500 € | 9 200 € |
| LOGEMENT SAISONNIER DE LA TREMBLADE | 24 300 € | 7 000 € |
| LOGEMENT SAISONNIER DE SEMUSSAC | 9 500 € | 0 € |
| MISSION LOCALE | 200 € | 1 000 € |
| RELAIS APE LA PITORIE | 16 450 € | 14 100 € |
| SERVICE TECHNIQUE | 51 600 € | 27 300 € |
| CENTRE DE VACCINATION | 0 € | 10 000 € |
| <u>ESPACES NATURELS SENSIBLES</u> | <u>54 520 €</u> | <u>56 470 €</u> |
| ENS DEPARTEMENTAUX | 10 900 € | 11 800 € |
| ENS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL COMBOTS D'ANSOINE | 11 620 € | 9 820 € |
| ESPACES VERTS - SERVICES CARA | 32 000 € | 34 850 € |
| <u>LOGISTIQUE</u> | <u>63 600 €</u> | <u>63 950 €</u> |
| FLOTTE VEHICULES | 59 100 € | 54 700 € |
| SERVICE TECHNIQUE | 4 500 € | 9 250 € |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| <u>CONDUITE D OPERATION</u> | <u>994 000 €</u> | <u>4 088 000 €</u> |
|--|-------------------------|---------------------------|
| SIEGE DE LA CARA | 600 000 € | 4 000 000 € |
| ATELIER RELAIS DE COZES | 10 000 € | 0 € |
| BATIMENT ANNEXE DE LA CARA | 10 000 € | 3 000 € |
| BATIMENT RUE DES CORMORANS | 14 000 € | 0 € |
| BUREAUX DE LA CARA | 15 000 € | 30 000 € |
| CENTRE TECHNIQUE ST Sulpice | 10 000 € | 0 € |
| CREATION NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE | 100 000 € | 50 000 € |
| LOGEMENTS SOCIAL ET SAISONNIER | 35 000 € | 5 000 € |
| PARKING SILO | 200 000 € | 0 € |
| <u>ESPACES NATURELS SENSIBLES</u> | <u>64 500 €</u> | <u>68 000 €</u> |
| CONVENTION ONF | 60 000 € | 60 000 € |
| ESPACES NATURELS SENSIBLES | 4 500 € | 8 000 € |
| <u>LOGISTIQUE</u> | <u>100 000 €</u> | <u>100 000 €</u> |
| LOGISTIQUE | 100 000 € | 100 000 € |

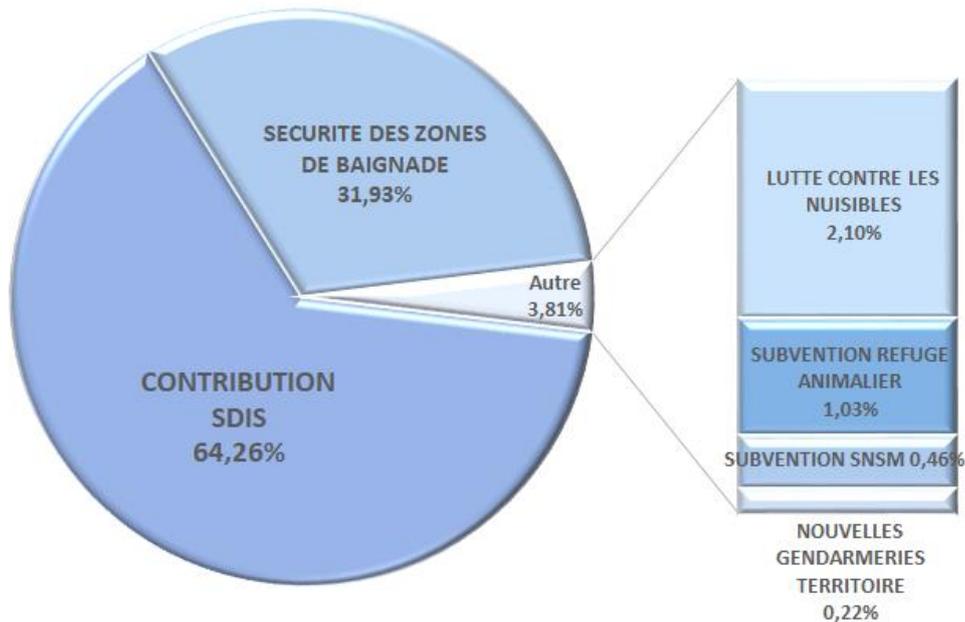
3. Sécurité et salubrité publique

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|--------------------|------------------------------|
| TOTAL | 5 339 290 € | 5 390 651 € |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 894 940 € | 970 930 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 3 144 500 € | 3 264 771 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 694 850 € | 729 950 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 605 000 € | 425 000 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| <u>LUTTE CONTRE LES NUISIBLES</u> | 105 600 € | 104 100 € |
| DEMOUSTICATION | 100 000 € | 100 000 € |
| FRELONS ASIATIQUES, CHENILLES PROCESSIONNAIRES | 5 600 € | 4 100 € |
| <u>SECURITE DES ZONES DE BAIGNADE</u> | 1 477 390 € | 1 585 780 € |
| FORMATION HEBERGEMENT SAUVETEURS | 130 350 € | 180 000 € |
| GESTION DU PERSONNEL CARA | 128 790 € | 148 930 € |
| LOCATION POSTES DE SECOURS | 130 000 € | 180 000 € |
| MOYENS GENERAUX LOGISTIQUE | 322 250 € | 254 850 € |
| SAUVETEURS SECOURISTES ZONES DE BAIGNADE | 766 000 € | 822 000 € |
| <u>SECURITE PROTECTION CIVILE SALUBRITE</u> | 3 151 500 € | 3 275 771 € |
| CONTRIBUTION SDIS | 3 040 000 € | 3 190 771 € |
| NOUVELLES GENDARMERIES TERRITOIRE | 7 000 € | 11 000 € |
| SUBVENTION REFUGE ANIMALIER | 82 000 € | 51 000 € |
| SUBVENTION SNSM | 22 500 € | 23 000 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| <u>SECURITE DES ZONES DE BAIGNADE</u> | 105 000 € | 145 000 € |
| MATERIELS/VEHICULES | 105 000 € | 145 000 € |
| <u>SECURITE PROTECTION CIVILE SALUBRITE</u> | 500 000 € | 280 000 € |
| NOUVELLES GENDARMERIES TERRITOIRE | 330 000 € | 100 000 € |
| PARTICIPATION SCHEMAS DIRECTEURS DE DEFENSE INCENDIE | 170 000 € | 180 000 € |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

La CARA agit en soutien des communes membres en matière de lutte contre l'incendie sur leur territoire en octroyant une participation financière (investissement) et technique pour l'implantation des moyens de défense contre l'incendie et l'élaboration de schémas directeurs de défense incendie, sur sollicitation des communes.

La CARA consacre près de 4,9 millions d'euros, en fonctionnement, à la sécurité des biens et des personnes sur le territoire.



Le budget « sécurité des plages » concerne la mise en place et la surveillance des zones de baignade aménagées et surveillées de Ronce-les-Bains à Meschers-sur-Gironde, soit 22 postes de secours pour 22 zones de baignade, avec 130 nageurs sauveteurs par jour, l'équipement des postes de secours, l'entretien, toute l'année, des différents matériels des postes de secours (ex : jets, quads, embarcations, radios, pharmacies, matériels de secourisme...), la formation et la sélection du personnel durant 2 stages "mer" qui ont lieu pendant les vacances de printemps, l'organisation et le suivi des nageurs sauveteurs (de juin à début septembre) et la gestion des interventions durant tout l'été.

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

La contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours constitue 64 % des dépenses de fonctionnement sur ce poste.

Il s'agit d'une contribution obligatoire qui "cofinance" la présence et l'action des pompiers sur le territoire de la CARA.

Cette participation est estimée à près de 3,2 millions d'euros pour l'exercice 2022, en augmentation de 5 %.

Le tableau suivant présente le détail de la contribution versée au SDIS notifiée à la CARA par commune depuis l'exercice 2002.

| COMMUNES | 2002/2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | TOTAL 2002/ 2022 |
|----------------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|
| ARCES | 73 965 € | 7 803 € | 7 827 € | 7 842 € | 7 858 € | 7 929 € | 8 896 € | 9 874 € | 10 850 € | 12 150 € | 154 994 € |
| ARVERT | 388 481 € | 41 190 € | 41 313 € | 41 396 € | 41 479 € | 41 852 € | 46 958 € | 52 119 € | 57 273 € | 64 135 € | 816 195 € |
| BARZAN | 74 314 € | 6 530 € | 6 550 € | 6 563 € | 6 576 € | 6 635 € | 7 445 € | 8 263 € | 9 080 € | 10 145 € | 142 101 € |
| BOUTENAC-TOUVENT | 22 445 € | 2 318 € | 2 325 € | 2 329 € | 2 334 € | 2 355 € | 2 708 € | 3 035 € | 3 335 € | 3 735 € | 46 919 € |
| BREUILLET | 341 446 € | 37 700 € | 37 813 € | 37 889 € | 37 965 € | 38 306 € | 42 980 € | 47 703 € | 52 421 € | 58 701 € | 732 925 € |
| BRIE-SOUS-MORTAGNE | 33 950 € | 3 008 € | 3 017 € | 3 023 € | 3 029 € | 3 057 € | 3 430 € | 3 806 € | 4 183 € | 4 239 € | 64 743 € |
| CHAILLEVETTE | 146 775 € | 17 125 € | 17 176 € | 17 210 € | 17 245 € | 17 400 € | 19 523 € | 21 668 € | 23 811 € | 26 664 € | 324 597 € |
| CHAY | 76 178 € | 7 550 € | 7 572 € | 7 587 € | 7 602 € | 7 671 € | 8 607 € | 9 553 € | 10 497 € | 11 755 € | 154 572 € |
| CHENAC-SAINT-SEURIN-D'UZET | 95 533 € | 8 524 € | 8 550 € | 8 567 € | 8 584 € | 8 661 € | 9 718 € | 10 786 € | 11 852 € | 13 272 € | 184 046 € |
| CORME-ECLUSE | 9 110 € | 9 599 € | 9 628 € | 9 648 € | 9 667 € | 9 754 € | 10 944 € | 12 147 € | 13 348 € | 14 947 € | 108 791 € |
| COZES | 259 108 € | 25 436 € | 25 513 € | 25 564 € | 25 615 € | 25 845 € | 28 999 € | 32 185 € | 35 369 € | 39 606 € | 523 239 € |
| EGUILLE | 84 688 € | 9 057 € | 9 084 € | 9 102 € | 9 120 € | 9 202 € | 10 325 € | 11 460 € | 12 593 € | 14 102 € | 178 731 € |
| EPARGNES | 81 067 € | 7 990 € | 8 014 € | 8 030 € | 8 046 € | 8 119 € | 9 109 € | 10 110 € | 11 110 € | 12 441 € | 164 038 € |
| ETAULES | 247 936 € | 28 359 € | 28 444 € | 28 501 € | 28 558 € | 28 815 € | 32 331 € | 35 884 € | 39 433 € | 44 157 € | 542 420 € |
| FLOIRAC | 38 334 € | 3 918 € | 3 929 € | 3 937 € | 3 945 € | 3 981 € | 4 466 € | 4 957 € | 5 447 € | 6 100 € | 79 015 € |
| GREZAC | 90 440 € | 9 094 € | 9 121 € | 9 139 € | 9 158 € | 9 240 € | 10 367 € | 11 507 € | 12 645 € | 14 160 € | 184 870 € |
| MATHES | 1 012 232 € | 86 152 € | 86 410 € | 86 583 € | 86 756 € | 87 537 € | 98 217 € | 109 011 € | 119 792 € | 134 143 € | 1 906 833 € |
| MEDIS | 442 183 € | 39 293 € | 39 411 € | 39 489 € | 39 568 € | 39 925 € | 44 795 € | 49 718 € | 54 635 € | 61 181 € | 850 198 € |
| MESCHERS-SUR-GIRONDE | 649 272 € | 67 821 € | 68 024 € | 68 160 € | 68 297 € | 68 911 € | 77 318 € | 85 816 € | 92 765 € | 94 293 € | 1 340 676 € |
| MORNAC-SUR-SEUDRE | 85 275 € | 9 899 € | 9 928 € | 9 948 € | 9 968 € | 10 058 € | 11 285 € | 12 525 € | 13 764 € | 15 413 € | 188 063 € |
| MORTAGNE-SUR-GIRONDE | 148 998 € | 13 094 € | 13 134 € | 13 160 € | 13 186 € | 13 305 € | 14 928 € | 16 569 € | 18 208 € | 19 404 € | 283 987 € |
| ROYAN | 15 735 818 € | 1 409 704 € | 1 413 933 € | 1 416 761 € | 1 419 594 € | 1 432 371 € | 1 407 391 € | 1 346 903 € | 1 273 104 € | 1 223 874 € | 28 079 451 € |
| SABLONCEAUX | 10 187 € | 10 736 € | 10 768 € | 10 789 € | 10 811 € | 10 908 € | 12 239 € | 13 584 € | 14 928 € | 16 716 € | 121 665 € |
| SAINT-AUGUSTIN | 161 495 € | 17 950 € | 18 004 € | 18 040 € | 18 076 € | 18 239 € | 20 464 € | 22 713 € | 24 960 € | 27 950 € | 347 893 € |
| SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE | 2 221 689 € | 198 680 € | 199 276 € | 199 674 € | 200 074 € | 201 874 € | 226 503 € | 251 396 € | 276 259 € | 309 355 € | 4 284 780 € |
| SAINT-PALAIS-SUR-MER | 1 675 407 € | 160 483 € | 160 965 € | 161 287 € | 161 609 € | 163 064 € | 182 958 € | 203 065 € | 223 148 € | 249 881 € | 3 341 866 € |
| SAINT-ROMAIN-DE-BENET | 13 716 € | 13 889 € | 13 930 € | 13 958 € | 13 986 € | 14 112 € | 15 834 € | 17 574 € | 19 312 € | 21 625 € | 157 935 € |
| SAINT-SULPICE-DE-ROYAN | 338 394 € | 35 719 € | 35 826 € | 35 898 € | 35 970 € | 36 293 € | 40 721 € | 45 196 € | 49 666 € | 55 616 € | 709 299 € |
| SAUJON | 1 059 855 € | 120 087 € | 120 448 € | 120 689 € | 120 930 € | 122 018 € | 136 905 € | 151 950 € | 166 978 € | 186 982 € | 2 306 842 € |
| SEMUSSAC | 185 165 € | 21 197 € | 21 261 € | 21 303 € | 21 346 € | 21 538 € | 24 166 € | 26 822 € | 29 474 € | 33 005 € | 405 277 € |
| TALMONT | 22 873 € | 2 028 € | 2 034 € | 2 038 € | 2 042 € | 2 061 € | 2 408 € | 2 732 € | 2 928 € | 3 116 € | 44 260 € |
| TREMBLADE | 1 163 687 € | 110 567 € | 110 899 € | 111 121 € | 111 343 € | 112 345 € | 126 051 € | 139 904 € | 153 741 € | 172 159 € | 2 311 815 € |
| VAUX-SUR-MER | 1 433 670 € | 138 530 € | 138 946 € | 139 224 € | 139 502 € | 140 758 € | 157 930 € | 175 287 € | 192 623 € | 215 699 € | 2 872 168 € |
| CARA | 28 423 684 € | 2 681 030 € | 2 689 073 € | 2 694 452 € | 2 699 841 € | 2 724 139 € | 2 856 917 € | 2 955 821 € | 3 039 531 € | 3 190 718 € | 53 955 206 € |
| | | | +0,3% | +0,2% | +0,2% | +0,9% | +4,9% | +3,5% | +2,8% | +5,0% | |

La contribution à verser par la CARA est la résultante de la consolidation des cotisations des communes du territoire.

Depuis 2002, ce sont près de **54 millions d'euros** qui auront été versés par la CARA au SDIS au titre du contingent d'incendie et de secours pour les communes du territoire.

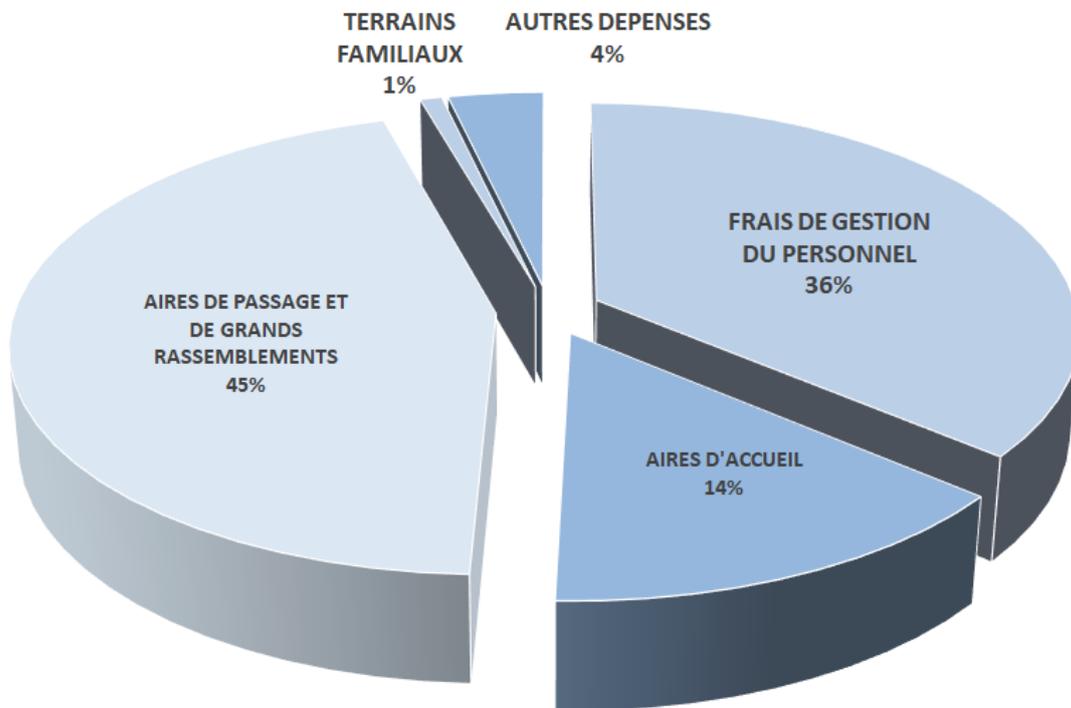
4. Gestion accueil des gens du voyage

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|--------------------|------------------------------|
| TOTAL | 2 142 830 € | 1 093 020 € |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 196 780 € | 216 990 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 35 000 € | 35 350 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 346 080 € | 348 080 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 1 554 970 € | 482 600 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 10 000 € | 10 000 € |
| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| <u>AIRES D'ACCUEIL</u> | 85 100 € | 86 400 € |
| AIRE D'ACCUEIL DE SAINT GEORGES DE DIDONNE | 45 100 € | 43 450 € |
| AIRE D'ACCUEIL DE SAUJON | 40 000 € | 42 950 € |
| <u>AIRES DE PASSAGE ET DE GRANDS RASSEMBLEMENTS</u> | 216 750 € | 270 200 € |
| AIRE DE PASSAGE DE SAINT SULPICE DE ROYAN | 16 000 € | 30 750 € |
| AIRE DE PASSAGE DE SAUJON | 7 150 € | 6 950 € |
| AIRES DE PASSAGE ET GRANDS RASSEMBLEMENTS | 193 600 € | 232 500 € |
| <u>TERRAINS FAMILIAUX</u> | 5 000 € | 5 000 € |
| <u>AUTRES DEPENSES</u> | 74 230 € | 21 830 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| <u>AIRES D'ACCUEIL</u> | 1 251 000 € | 163 000 € |
| AIRE D'ACCUEIL DE ROYAN | 1 200 000 € | 160 000 € |
| AIRE D'ACCUEIL DE SAINT GEORGES DE DIDONNE | 51 000 € | 3 000 € |
| AIRE D'ACCUEIL DE SAUJON | | |
| <u>AIRES DE PASSAGE ET DE GRANDS RASSEMBLEMENTS</u> | 242 970 € | 319 600 € |
| AIRE DE PASSAGE DE SAINT SULPICE DE ROYAN | 0 € | 35 000 € |
| AIRES DE PASSAGE ET GRANDS RASSEMBLEMENTS | 242 970 € | 284 600 € |
| <u>TERRAINS FAMILIAUX</u> | 61 000 € | |
| <u>AUTRES DEPENSES</u> | 10 000 € | 10 000 € |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

La gestion de l'accueil des gens du voyage réside dans la création, l'aménagement et la gestion des aires d'accueil permanent, ainsi que la gestion des aires de petits et moyens passages et des grands passages estivaux des gens du voyage.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 600 000 € d'euros dont 36 % dédiés à la gestion du personnel affecté à cette compétence sensible et difficile dans sa gestion quotidienne.



5. Aménagement durable

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|---------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>6 647 425 €</u> | <u>6 698 390 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 611 810 € | 707 790 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 15 000 € | 21 360 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 218 165 € | 201 230 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | 14 750 € | 29 310 € |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 5 787 700 € | 5 738 700 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| AMENAGEMENT FONCIER | 321 730 € | 325 140 € |
| HABITAT LOGEMENT | 71 810 € | 108 210 € |
| PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES | 7 075 € | 16 400 € |
| TERRITOIRE DURABLE | 446 610 € | 484 940 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| AMENAGEMENT FONCIER | 2 900 000 € | 2 000 000 € |
| HABITAT LOGEMENT | 2 533 100 € | 3 572 200 € |
| PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES | 267 100 € | 31 500 € |
| TERRITOIRE DURABLE | 100 000 € | 160 000 € |

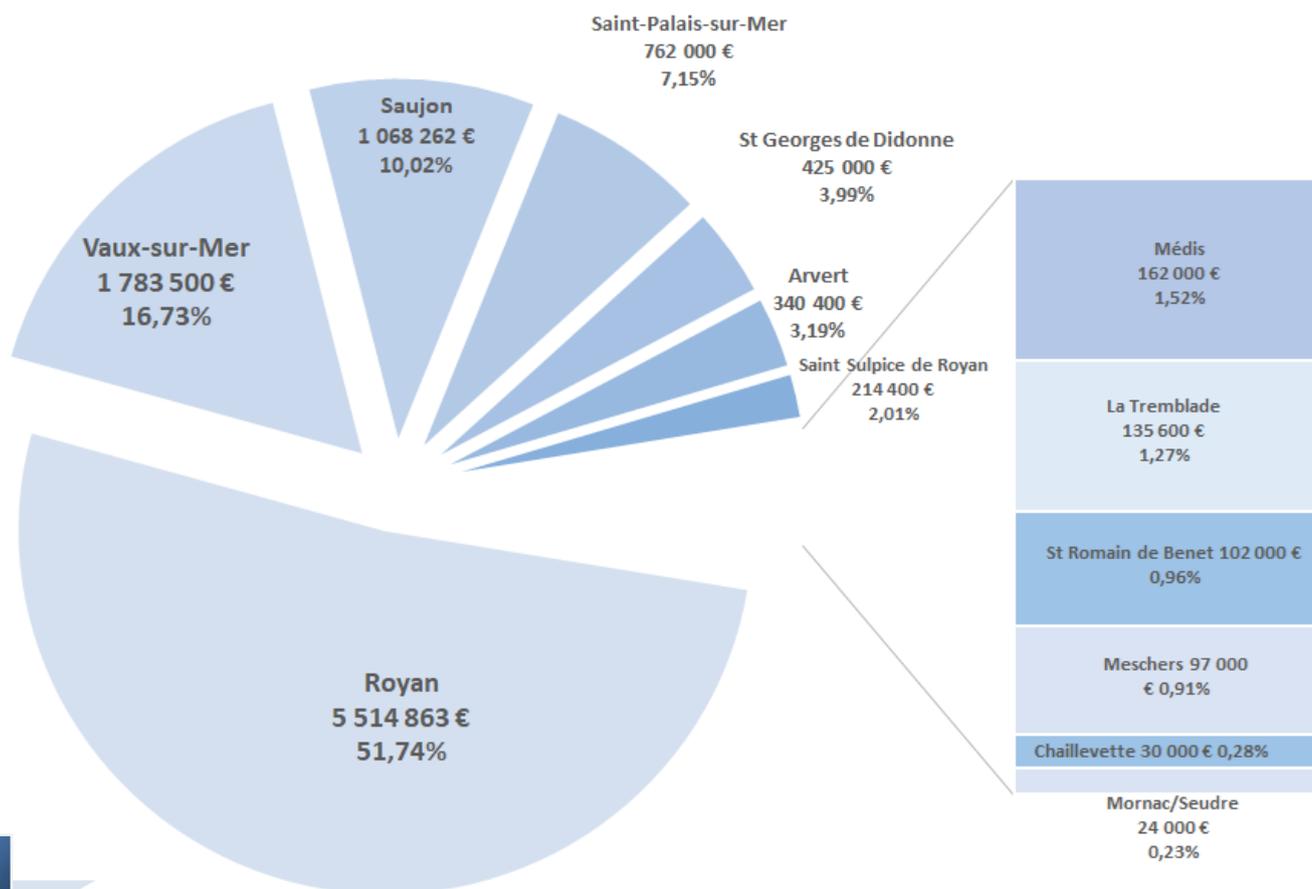
Habitat Logement

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-------------|-------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| OBSERVATOIRE DES LOYERS | 5 000 € | 5 000 € |
| AUTRES DEPENSES | 17 250 € | 20 250 € |
| PROGRAMME D'INTERET GENERAL (PIG) | | 5 000 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| AIDE A L ACCESSION AUX PARTICULIERS | 40 000 € | 50 000 € |
| AIDE A LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX | 2 443 100 € | 2 944 200 € |
| AIDE A LA REHABILITATION | 50 000 € | 25 000 € |
| LOGEMENT DES JEUNES | | 10 000 € |
| PLAN LOCAL HABITAT | | 90 000 € |
| PROGRAMME D'INTERET GENERAL (PIG) | | 453 000 € |

La politique du logement de la CARA est définie dans le Programme Local de l'Habitat (PLH). C'est dans ce cadre réglementaire que la CARA pilote les actions engagées en faveur de l'adaptation du logement aux besoins des habitants du territoire : développement du logement social, aide à l'accession à la propriété, aide à la réhabilitation de l'habitat privé...

Les principaux équipements concernent les participations de la CARA à la production des logements sociaux, les aides de la CARA aux particuliers en matière d'accession et de réhabilitation de l'habitat privé.

Aides à la production des logements sociaux : répartition des aides octroyées par commune bénéficiaire 2013-2021



Aides à la production des logements sociaux : nombre de logements financés par commune bénéficiaire 2013-2021

| | |
|--------------------------|--------------|
| Royan | 1 020 |
| Vaux-sur-Mer | 259 |
| Saujon | 153 |
| Saint-Palais-sur-Mer | 117 |
| Saint Georges de Didonne | 63 |
| Arvert | 78 |
| Saint Sulpice de Royan | 43 |
| Médis | 29 |
| La Tremblade | 65 |
| Saint Romain de Benet | 19 |
| Meschers | 22 |
| Chaillevette | 5 |
| Mornac sur Seudre | 4 |
| | 1 877 |

Territoire Durable

BP 2021

**PROPOSITIONS
2022**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT *(hors gestion du personnel)*

| | | |
|--------------------------------|----------|----------|
| ACTIONS ENERGIE | 2 000 € | 2 000 € |
| COOPERATIONS | 35 500 € | 30 000 € |
| ELABORATION PCAET | 22 000 € | 55 000 € |
| MANIFESTATIONS - EVENEMENTIELS | 16 900 € | 43 000 € |
| PLAN PLAGE | 41 200 € | 6 160 € |
| SCOT | 88 000 € | 42 600 € |
| AUTRES CHARGES | 490 € | 490 € |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| | | |
|---|-------------|-------------|
| ESPACE INFO ENERGIE | 40 000 € | 80 000 € |
| PLAN PLAGE TERRITORIAL - SIGNALETIQUE - | 60 000 € | 80 000 € |
| ACTIONS FONCIERES | 1 600 000 € | 2 000 000 € |

Panneaux Photovoltaïques sur Patrimoine Bâti

BP 2021

PROPOSITIONS
2022

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (hors gestion du personnel)

| | | |
|--------------------------------------|---------|---------|
| ATELIER RELAIS DE COZES | 1 175 € | 1 428 € |
| ATELIER RELAIS DE LA TREMBLADE | 1 875 € | 1 900 € |
| CENTRE TECHNIQUE ST SULPICE DE ROYAN | 975 € | 1 000 € |
| DECHETERIE ARVERT | 400 € | 1 500 € |
| GARE INTERMODALE SAUJON | | 2 550 € |
| POLE TRANSFORMATION SAUJON | 400 € | 1 300 € |
| INTERET DE LA DETTE | 2 250 € | 4 310 € |
| AUTRES DEPENSES | | 2 412 € |

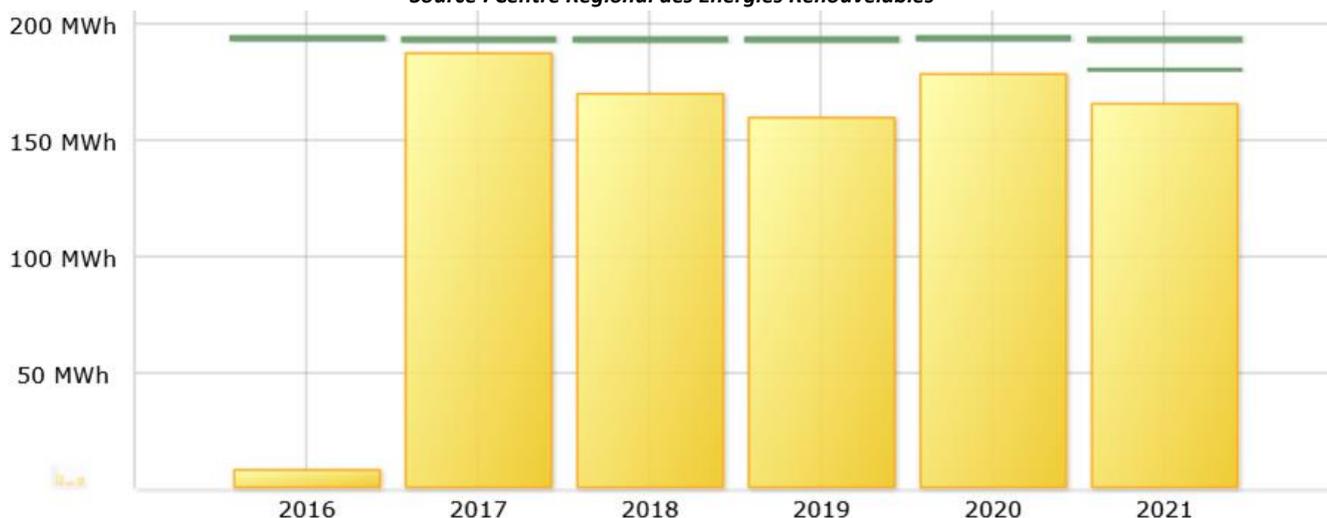
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| | | |
|--------------------------------|-----------|----------|
| ATELIER RELAIS DE LA TREMBLADE | | 2 000 € |
| ATELIER RELAIS DE COZES | | 500 € |
| CENTRE TECHNIQUE ST SULPICE | | 2 000 € |
| DECHETERIE ARVERT | 45 000 € | 500 € |
| GARE INTERMODALE SAUJON | 164 600 € | 500 € |
| POLE TRANSFORMATION SAUJON | 45 000 € | 500 € |
| INSTALLATIONS DIVERSES | 0 € | 500 € |
| CAPITAL DETTE | 12 500 € | 25 000 € |

Au 21 novembre 2021 et depuis la mise en exploitation des panneaux photovoltaïques :

- La production d'électricité s'élève à 863,61 MWh ;
- Le total des émissions de CO2 évitées s'élève à 155,45 tonnes.

Source : Centre Régional des Energies Renouvelables



| | | | |
|----------------------------------|-----------------------------|--|-------------------|
| actuellement | | Total | |
| puissance de courant injecté Pac | 20.44 kW | production | 863.61 MWh |
| générateur P1, P2 | 11.41, 9.3 kW | rendement spécifique | 4834.11 kWh/kWp |
| taux d'efficacité ond η | >98 % | estimation | -24.87 % |
| statut | 9x MPP, 3x DATA, No Current | | |
| erreur | ----- | | |
| | | Total des émissions de CO2 évitées 155.45 t | |

6. Déplacements urbains et transports collectifs

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
|--|----------------|------------------------------|

| <u>TOTAL</u> | <u>15 019 914 €</u> | <u>13 758 018 €</u> |
|--|---------------------|---------------------|
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 249 660 € | 216 090 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 34 100 € | 47 200 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 9 426 873 € | 9 075 706 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | 365 741 € | 403 921 € |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 4 943 540 € | 4 015 101 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|---------------------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| <u>DEPLACEMENT INTERMODALITE</u> | <u>2 882 781 €</u> | <u>2 729 176 €</u> |
| SUBVENTION EQUILIBRE BUDGET ANNEXE (FLUX RECIPROQUE AVEC TRANSPORT MOBILITE URBAINE) | 2 779 601 € | 2 591 696 € |
| NAVETTE LIAISON ROYAN BORDEAUX | 0 € | 2 100 € |
| GARE INTERMODALE DE ROYAN | 42 200 € | 34 500 € |
| PLAN DE DEPLACEMENT URBAIN | 26 700 € | 52 000 € |
| AUTRES DEPENSES TRAN | 34 280 € | 48 880 € |
| <u>TRANSPORT MOBILITE URBAINE</u> | <u>6 624 554 €</u> | <u>6 434 300 €</u> |
| DSP TRANSPORT MOBILITE | 6 499 177 € | 6 327 730 € |
| ENTRETIEN ABRIS VOYAGEURS | 10 000 € | 0 € |
| ENTRETIEN DIVERS MATERIEL RESEAU | 39 615 € | 40 000 € |
| NETTOYAGE MOBILIER URBAIN | 27 400 € | 26 000 € |
| INTERET DE LA DETTE | 46 362 € | 40 570 € |
| AUTRES DEPENSES | 2 000 € | 0 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| <u>DEPLACEMENT INTERMODALITE</u> | <u>3 534 040 €</u> | <u>1 778 616 €</u> |
| GARE INTERMODALE DE SAUJON | 2 296 000 € | 944 616 € |
| SCHEMA CYCLABLE | 1 238 040 € | 814 000 € |
| GARE INTERMODALE DE ROYAN | 0 € | 20 000 € |
| <u>TRANSPORT MOBILITE URBAINE</u> | <u>1 728 879 €</u> | <u>2 599 836 €</u> |
| MATERIEL RESEAU DE MOBILITE | 424 000 € | 266 000 € |
| DEPOT BUS | 620 000 € | 1 507 650 € |
| EQUIPEMENT DES ARRETS DE BUS EN ABRIS VOYAGEURS | 280 500 € | 102 000 € |
| MISE EN OEUVRE DU SDAT | 85 000 € | 360 835 € |
| CAPITAL DETTE | 319 379 € | 363 351 € |

La CARA organise et gère les déplacements sur son territoire, dans un esprit de développement équilibré et d'équité, pour proposer à ses habitants une offre de transport en commun de qualité et dans des conditions optimales de sécurité. La CARA met également en œuvre le Plan de Déplacement Urbains (PDU), le Schéma Directeur d'Accessibilité au Transport (SDAT) et l'aménagement de gares intermodales.

La gestion en délégation de service public du transport urbain représente 70 % des dépenses de fonctionnement de la compétence Mobilité Transport avec des crédits prévus à plus de 6,3 millions d'euros pour l'exercice 2021 dédiée à la mise en œuvre opérationnelle de la DSP.

Le nouvel équilibre économique de la DSP transport mobilité se caractérise aussi par la prise en compte par la CARA de la grande majorité des équipements nécessaires à son exécution :

- Construction d'un dépôt de bus ;
- Acquisition véhicules (autobus et cars) ;
- Equipement embarqué.

Les autres dépenses concernent les prestations de contrôle de la qualité de service du transport, l'hébergement des données billettique ainsi que le matériel de remplacement du mobilier urbain dédié au transport.

7. Politique de la ville et de la solidarité

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|---------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>2 674 125 €</u> | <u>2 345 910 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 504 860 € | 540 150 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 1 586 335 € | 1 458 880 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 582 930 € | 346 880 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | | |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

BP 2021

**PROPOSITIONS
2022**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | 877 885 € | 743 880 € |
|---|--------------------|------------------|
| <u>ACTION SOCIALE</u> | | |
| ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE | 10 000 € | 10 000 € |
| ACTIONS EN DIRECTION DE LA JEUNESSE PILIER 3 | 193 885 € | 238 380 € |
| AIDE AU FONCT. OBSERVATOIRE PILIER 1 | 277 500 € | 176 000 € |
| CARITATIF | 25 000 € | 15 000 € |
| DIAG. COMPETENCE SANTE | 80 000 € | 10 000 € |
| FICHES ACTIONS PARENTALITE | 40 000 € | 40 000 € |
| FICHES ACTIONS COORDINATION SANTE PREV PILIER2 | 186 000 € | 194 000 € |
| PROJET CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE | 0 € | 5 000 € |
| LOGEMENT D'URGENCE | 55 500 € | 55 500 € |
| PROJET FAMILLES | 10 000 € | 0 € |
| <u>POLITIQUE DE LA VILLE</u> | 1 205 630 € | 985 810 € |
| CISPD | 206 000 € | 56 000 € |
| COMMUNICATION | 1 000 € | 500 € |
| CONTRAT DE VILLE | 45 000 € | 45 000 € |
| CONTRATS D'OBJECTIFS : INSERT. ECO. ET SOCIALES | 576 000 € | 532 000 € |
| MARCHES D'INSERTION | 259 700 € | 268 000 € |
| APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) | 110 950 € | 80 000 € |
| CHARGES COMMUNES | 6 980 € | 4 310 € |
| <u>RELAIS D'ACCUEIL PETITE ENFANCE</u> | 85 750 € | 76 070 € |
| COMMUNICATION | 3 100 € | 3 100 € |
| RELAIS APE SECTEUR NORD | 10 270 € | 7 531 € |
| RELAIS APE SECTEUR EST | 12 780 € | 12 804 € |
| RELAIS APE SECTEUR OUEST | 9 000 € | 8 935 € |
| RELAIS APE SECTEUR SUD | 11 800 € | 11 600 € |
| RELAIS APE CHARGES COMMUNES | 38 800 € | 32 100 € |

Dans le cadre de sa politique de la ville et de la solidarité, la CARA met en œuvre des actions locales de développement social afin de participer à l'amélioration de l'offre de service à destination de l'ensemble des habitants de son territoire.

Les mécanismes de cofinancement des actions relevant de la compétence action sociale en faveur des communes ont été mis en place en 2007.

L'exercice 2018 a connu la mise en œuvre du schéma communautaire en faveur de l'intégration des familles dans leur environnement qui résulte d'une démarche volontaire ayant associé l'ensemble des communes et EPCI du territoire. Ce schéma communautaire doit également faciliter la prise de décision indispensable tant politique qu'administrative et enfin permettre de prendre le temps de construire une démarche cohérente avant, le cas échéant, une prise de compétence.

Ce schéma communautaire en direction des familles, inscrit dans une compétence optionnelle « action sociale » définie par un intérêt communautaire, fixe des règles transitoires et vise deux objectifs :

- Anticiper les changements inéluctables des politiques en direction de l'accueil et l'animation de la jeunesse qui induit fatalement un repositionnement aussi bien de la CARA que des communes et SIVOM concernés.
- Travailler ensemble un nouveau cadre transitoire permettant de définir une véritable politique en direction des familles et une nouvelle contractualisation entre la CARA et les communes et SIVOM.

La CARA développe également des actions d'information liées aux loisirs, aux jobs d'été, à la santé et travaille en partenariat avec le Bureau Information Jeunesse, les collèges et les lycées du territoire, ainsi qu'avec les espaces jeunes gérés par des communes ou leur établissement public.

La CARA coordonne les actions validées par le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) et soutient des actions de prévention et de médiation sociale.

Elle soutient techniquement et financièrement des associations d'insertion favorisant l'accueil, l'information, l'orientation, l'accompagnement et l'emploi des personnes en situation d'exclusion ou de précarité. La CARA assure une mission de veille et d'analyse des besoins et problématiques de l'insertion, et de l'emploi sur le territoire.

Le Relais Accueil Petite Enfance assure l'animation du réseau des acteurs de la petite enfance. Il a une mission de veille et de développement d'offre de services aussi bien en direction de l'accueil individuel que de l'accueil collectif des enfants âgés de 0 à 3 ans. C'est un lieu d'information, d'orientation et d'accès aux droits au service des familles. Il favorise également la professionnalisation des acteurs de la petite enfance.

8. Développement économique

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
|--|----------------|------------------------------|

| | | |
|---------------------|---------------------------|---------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>7 413 524 €</u> | <u>6 223 766 €</u> |
|---------------------|---------------------------|---------------------------|

| | | |
|--|-------------|-----------|
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 525 610 € | 535 120 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 158 000 € | 370 020 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 1 857 689 € | 644 264 € |

ANNUITE DE LA DETTE

| | | |
|----------------------------------|-------------|-------------|
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 4 782 525 € | 3 686 500 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 89 700 € | 987 862 € |

| BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|----------------|------------------------------|
|----------------|------------------------------|

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | | |
|--|-------------|-----------|
| DEVELOPPEMENT AGRICOLE OSTREICOLE RURALITE | 284 960 € | 277 900 € |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 515 053 € | 698 631 € |
| PLATEFORME ENTREPRENDRE | 197 340 € | 212 010 € |
| POLE TRANSFORMATION | 0 € | 5 720 € |
| BATIMENT ECONOMIQUE | 18 000 € | 0 € |
| ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES | 3 077 986 € | 908 643 € |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| | | |
|--|-------------|-------------|
| DEVELOPPEMENT AGRICOLE OSTREICOLE RURALITE | 100 000 € | 60 000 € |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 135 100 € | 154 000 € |
| POLE TRANSFORMATION | 396 000 € | 54 300 € |
| BATIMENT ECONOMIQUE | 1 832 000 € | 2 050 000 € |
| ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES | 857 085 € | 1 802 562 € |

Développement Agricole Ostréicole et Ruralité

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| ACTIONS SCOLAIRES | 10 550 € | 6 550 € |
| EVENEMENTIEL ET PROMOTION DES CIRCUITS COURTS | 26 200 € | 25 500 € |
| RESTAURATION COLLECTIVE | 26 000 € | 2 000 € |
| STRUCTURATION DES FILIERES LOCALES | 22 050 € | 57 400 € |
| ATELIER DE TRANSFORMATION DE PRODUITS LOCAUX | 4 000 € | 0 € |
| AUTRES DEPENSES | 100 € | 130 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| ESPACE TEST AGRICOLE - ETA | 100 000 € | 60 000 € |

Le développement agricole, ostréicole et ruralité a pour mission de contribuer au développement et à la promotion du tissu local par le biais des filières existantes ou émergentes. Il favorise la production, la commercialisation et la consommation de produits de qualité distribués en circuit court. Son action permet l'ancrage des producteurs locaux sur le territoire. L'exercice 2022 sera marqué, d'une part par la mise en exploitation du pôle de transformation alimentaire, et, d'autre part par la mise en œuvre d'un espace test agricole.

Développement Economique

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| AIDES ECONOMIQUES AUX ENTREPRISES | 100 000 € | 250 000 € |
| AIDES ECONOMIQUES EVENEMENTS | 0 € | 100 000 € |
| JOURNEE DE L'ENTREPRENEUR | 30 000 € | 33 000 € |
| AUTRES EVENEMENTIELS | 26 000 € | 23 000 € |
| PLATEFORME ENTREPRENDRE | 100 € | 7 600 € |
| SITE INTERNET PLATEFORME ENTREPRENDRE | 1 500 € | 1 860 € |
| MAISON DES ENTREPRISES | 32 000 € | 19 200 € |
| REQUALIFICATION ZAE GREZAC / ROYAN 2 / MEDIS | 51 780 € | 32 000 € |
| POLITIQUE LOCALE DU COMMERCE | 30 000 € | 30 000 € |
| ENTRETIEN ATELIERS RELAIS | 48 433 € | 19 201 € |
| AUTRES DEPENSES | 63 030 € | 45 980 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| AIDES ECONOMIQUES AUX ENTREPRISES | 130 000 € | 150 000 € |
| ATELIER RELAIS DE LA TREMBLADE | 1 100 € | 0 € |
| DEPOT CAUTIONNEMENTS VERSES (ATELIERS RELAIS) | 4 000 € | 4 000 € |

Zones d'Activités Economiques

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| ZAE DE VILLENEUVE ST ROMAIN DE BENET | 672 € | 672 € |
| ZAE DU NERE - LES MATHES | 2 449 € | 2 449 € |
| ZAE GATE BIEN - SABLONCEAUX | 13 048 € | 13 048 € |
| ZAE LA BASTILLE - EPARGNES | 2 420 € | 2 419 € |
| ZAE LA BORDERIE - ST PALAIS | 1 903 € | 1 903 € |
| ZAE LA QUEUE DE L ANE - ST SULPICE | 41 702 € | 41 702 € |
| ZAE LA VAILLANTE - ST SULPICE | 2 075 € | 2 075 € |
| ZAE LES BRASSONS - LA TREMBLADE | 9 489 € | 9 490 € |
| ZAE LES BREGAUDIERES - LA TREMBLADE | 58 450 € | 30 000 € |
| ZAE LES FADETS - CORME ECLUSE | 3 547 € | 3 547 € |
| ZAE LES GROIX 1 - COZES | 1 724 € | 1 723 € |
| ZAE LES GROIX 2 - COZES | 19 798 € | 19 798 € |
| ZAE LES JUSTICES 1 - ARVERT | 2 812 € | 2 812 € |
| ZAE LES JUSTICES 2 - ARVERT | 27 779 € | 27 779 € |
| ZAE LES PORTES DE L ESTUAIRE 1 - ST GEORGES | 12 138 € | 12 137 € |
| ZAE LES PORTES DE L ESTUAIRES 2 - ST GEORGES | 9 481 € | 9 481 € |
| ZAE LES PRES D ENLIAS - ST GEORGES | 4 405 € | 4 406 € |
| ZAE CROIX DU BOURDON - SAUJON | 3 982 € | 3 981 € |
| ZAE PRE DU CANAL - SAUJON | 6 522 € | 6 522 € |
| ZAE LES TOUZELLERIES - SAUJON | 10 876 € | 10 876 € |
| ZAE LA ROUE 1 - SAUJON | 10 404 € | 10 404 € |
| ZAE LA ROUE 2 - SAUJON | 9 010 € | 9 010 € |
| ZAE PRE CHARDON - SEMUSSAC | 4 999 € | 4 999 € |
| ZAE VAL LUMIERE 1 - VAUX SUR MER | 18 827 € | 18 827 € |
| ZAE VAL LUMIERE 2 - VAUX SUR MER | 16 240 € | 16 240 € |
| ZAE ROYAN 2 | 86 842 € | 86 843 € |
| ZONES D ACTIVITES ECONOMIQUES - AUTRES DEPENSES | 2 000 € | 2 000 € |
| ZAE MARGITES - ST GEORGES | 23 000 € | 0 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| PROGRAMMATION TRAVAUX ZAE | 781 485 € | 973 000 € |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
| DEPENSES SUR ZONES EN COURS D'AMENAGEMENT | | |
| BUDGET ANNEXE ZAC ARVERT | 1 800 € | 1 800 € |
| BUDGET ANNEXE ZAC LA ROUE 2 | 180 € | 3 000 € |
| BUDGET ANNEXE ZAE AERONAUTIQUE | 1 550 000 € | 134 000 € |
| BUDGET ANNEXE ZAE GATE BIEN | 60 € | 3 200 € |
| BUDGET ANNEXE ZAE LA BASTILLE | | 1 500 € |
| BUDGET ANNEXE ZAE LES TOUZELLERIES | 1 089 352 € | |
| BUDGET ANNEXE ZAE DE VILLENEUVE | | 410 000 € |

Le budget annexe De Villeneuve prévoit l'acquisition du foncier sis « La Pierraillesse » pour un montant de 410 000 €.

Bâtiments Economiques

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|-------------------------------------|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| BUDGET ANNEXE BATIMENTS ECONOMIQUES | 18 000 € | |
| BUDGET ANNEXE POLE TRANSFORMATION | | 5 720 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| BUDGET ANNEXE BATIMENTS ECONOMIQUES | 1 832 000 € | 2 050 000 € |
| BUDGET ANNEXE POLE TRANSFORMATION | 396 000 € | 54 300 € |

Le budget annexe Bâtiment Economique prévoit la construction d'un bâtiment dédié à l'activité aéronautique sur le site de l'aérodrome de Médis.

9. Développement Local et Animation Territoriale

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
|--|----------------|------------------------------|

| <u>TOTAL</u> | <u>12 124 773 €</u> | <u>9 861 636 €</u> |
|--|---------------------|--------------------|
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 881 960 € | 901 960 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 4 575 100 € | 4 581 600 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 1 164 914 € | 1 432 990 € |
| | | |
| ANNUITE DE LA DETTE | 171 799 € | 175 160 € |
| | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 5 331 000 € | 2 769 926 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|------------------------------------|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| ACTIONS CULTURELLES | 1 069 250 € | 1 078 160 € |
| NAUTISME | 693 644 € | 710 070 € |
| ACTIVITES DE PLEINE NATURE | 239 700 € | 256 060 € |
| ANIMATIONS TERRITORIALES | 55 000 € | 310 000 € |
| TOURISME | 4 530 160 € | 4 551 260 € |
| EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS | 45 319 € | 44 460 € |
| PORTS ET MILIEU MARITIME | 23 220 € | 0 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| ACTIONS CULTURELLES | 5 000 € | 47 000 € |
| NAUTISME | 50 000 € | 40 000 € |
| ACTIVITES DE PLEINE NATURE | 12 000 € | 46 000 € |
| TOURISME | 700 000 € | 700 000 € |
| EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS | 501 480 € | 951 700 € |
| PORTS ET MILIEU MARITIME | 4 200 000 € | 1 126 926 € |

Actions Culturelles

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| JEUDIS MUSICAUX | 341 200 € | 348 720 € |
| MAISON DES DOUANES | 204 650 € | 200 350 € |
| SENTIERS DES ARTS | 65 100 € | 65 500 € |
| SUBVENTIONS ANIMATIONS CULTURELLES | 66 400 € | 66 400 € |
| AUTRES DEPENSES | 2 680 € | 2 680 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| MAISON DES DOUANES | 5 000 € | 47 000 € |

La CARA, au travers de ses actions en matière d'affaires culturelles, de préservation et mise en valeur du patrimoine et d'animation territoriale, initie, coordonne et met en œuvre des projets liés au développement, à l'animation et à la valorisation culturelle, touristique et nautique qui s'inscrivent parmi les éléments d'attractivité, de rayonnement et d'identité de territoire, et concernent la population dans sa diversité sociale et intergénérationnelle.

Nautisme

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| SCHEMA NAUTIQUE | 185 000 € | 177 360 € |
| NAUTISME SCOLAIRE | 227 048 € | 229 680 € |
| FOURNITURE NAUTISME SCOLAIRE | 5 000 € | 4 500 € |
| NAUTISME COLLEGE LYCEE | 20 000 € | 20 000 € |
| KAYAK | 59 688 € | 56 320 € |
| SURF | 59 688 € | 56 320 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| NAUTISME | 50 000 € | 40 000 € |

Le nautisme est un puissant levier pour le développement économique des filières et l'attractivité du territoire de la CARA.

Le schéma nautique mis en œuvre par la CARA favorise la découverte et la pratique des sports nautiques pour le plus grand nombre de jeunes du territoire de la CARA. Il propose des actions cohérentes et graduelles qui suivent les enfants du plus jeune âge jusqu'à la vie adulte. En effet, la transmission d'une culture maritime aux élèves, cœur de cible de ce schéma, est le pilier d'une stratégie nautique durable.

Activités de Pleine Nature

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| CIRCUITS DE RANDONNEES | 40 100 € | 63 400 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| CIRCUITS DE RANDONNEES | 5 000 € | 24 000 € |
| COURSE D'ORIENTATION | 3 000 € | 3 000 € |
| INVESTISSEMENT PARCOURS PEDESTRES | 4 000 € | 9 000 € |
| MAISON FORESTIERE NEGREVAUX | | 10 000 € |

La CARA assure, dans le cadre du plan de randonnées, l'entretien et l'aménagement de liaisons douces (circuits de randonnées pédestres et de pistes cyclables) au regard du schéma intercommunal de randonnées et du schéma de développement des itinéraires et pistes cyclables sur l'ensemble du territoire. Elle développe en partenariat avec les communes des parcours d'orientations.

Animations Territoriales

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| EVENEMENT EQUESTRE | 10 000 € | |
| FETE DU VELO | 10 000 € | |
| REMONTEE DE LA SEUDRE | 35 000 € | 35 000 € |
| COURSE FIGARO | | 230 000 € |
| TOUR CHARENTE-MARITIME VOILE | | 25 000 € |
| EQUESTRE ET VELO | | 20 000 € |

L'animation territoriale s'exprime aussi au travers de l'organisation d'évènements de grande envergure. La fréquentation des évènements « made in CARA » ne se dément pas (Remontée de la Seudre, Fête du Vélo, équiодée...), ce sont des vecteurs de communication dynamiques porteurs d'une image fédératrice et très positive vis-à-vis de toutes les générations de résidents territoriaux de la CARA.

Tourisme

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-------------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| TAXE DE SEJOUR | 2 500 000 € | 2 500 000 € |
| SUBVENTION OTC | 1 860 000 € | 1 860 000 € |
| ENTRETIENS BIT | 20 000 € | 20 000 € |
| MAISON NOUVELLE AQUITAINE | 5 000 € | 5 000 € |
| AUTRES DEPENSES | 12 460 € | 17 360 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| RENOVATION BIT | 700 000 € | 700 000 € |

L'adoption par le Conseil Communautaire de la CARA de son schéma de développement de l'économie touristique en 2019 (SDET) a donné un cadre, une stratégie coordonnée et une vision partagée pour transformer le projet touristique en projet politique de territoire. Quatre axes stratégiques vont porter cette dynamique : la cohésion économique et sociale de notre territoire, le développement d'une villégiature active, l'amélioration de la qualité de vie et la performance de nos entreprises touristiques.

La politique de rénovation des BIT concernera ceux de Ronce Les bains, Meschers sur Gironde et Saint Palais sur Mer pour l'exercice 2022.

Equipements Sportifs et de Loisirs

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| HIPPODROME ROYAN ATLANTIQUE / EQUIPEMENT | 11 000 € | 11 000 € |
| HIPPODROME ROYAN ATLANTIQUE - DETTE | 34 319 € | 33 460 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| HIPPODROME ROYAN ATLANTIQUE / EQUIPEMENT | 300 000 € | 310 000 € |
| HIPPODROME ROYAN ATLANTIQUE - DETTE | 137 480 € | 141 700 € |
| PISCINES TERRITOIRE | 64 000 € | 500 000 € |

L'exercice 2022 consacrera 500 000 € à la poursuite des études opérationnelles concernant l'implantation de centres aquatiques sur le territoire.

Ports et Milieu Maritime**BP 2021****PROPOSITIONS
2022****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

EXTENSION PORT CHENAL DE L'ATELIER

4 200 000 €

1 126 926 €

Les travaux prévus en 2022 concernent la construction de la capitainerie et de ses sanitaires.

10. Cycle de l'eau et environnement

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|---------------------|------------------------------|
| TOTAL | 27 593 916 € | 41 880 180 € |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 718 970 € | 737 080 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 199 795 € | 184 895 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 926 860 € | 1 785 021 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | 5 697 € | 12 000 € |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 25 482 394 € | 38 911 184 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 260 200 € | 250 000 € |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|-------------------------------------|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | |
| ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES | 1 267 457 € | 1 168 710 € |
| ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARITIME | 151 250 € | 158 390 € |
| GEMAPI | 242 045 € | 318 775 € |
| GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES | 155 070 € | 1 031 121 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES | 25 491 960 € | 36 813 070 € |
| GEMAPI | 6 134 € | 87 475 € |
| GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES | 250 000 € | 2 272 639 € |

Environnement Terrestre et Maritime

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| NATURA 2000 "PRESQU'ILE D'ARVERT" | 3 820 € | 3 140 € |
| NATURA 2000 SITE 36 MARAIS ET FALAISES DES COTEAUX | 7 740 € | 5 560 € |
| PARTICIPATION SYNDICATS MIXTES | 80 000 € | 88 500 € |
| CHARGES COMMUNES | 5 250 € | 6 150 € |

Afin d'assurer une gestion intégrée de la compétence, la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique a fait le choix d'une approche unifiée pour gérer le petit cycle de l'eau ou domestique (eau potable, assainissement collectif et non-collectif), et le grand cycle ou cycle naturel (GEMAPI), en régie directe, en DSP ou en délégation vers des syndicats agissant à l'échelle des bassins versants. Les interactions entre ce grand cycle et les activités humaines sont fortes et recouvrent des enjeux importants pour les élus locaux.

La Gestion des Eaux Pluviales Urbaines intègre ce cycle en 2022.

Gestion des Milieux Aquatiques Prévention Inondations – GEMAPI

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| PARTICIPATION SYNDICATS MIXTES | 68 000 € | 58 600 € |
| FINANCEMENT BUDGET GEMAPI | 3 695 € | 3 695 € |
| LUTTE CONTRE LES NUISIBLES | 27 000 € | 29 600 € |
| PI (PREVENTION INONDATIONS) | 800 € | 800 € |
| GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREV. INONDATION | | 86 000 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| DIGUE DE MUS DE LOUP | 6 134 € | |
| PAPI ESTUAIRE DE LA GIRONDE CHENAC/BARZAN | | 29 550 € |
| PAPI SEUDRE | | 57 925 € |

Gestion des Eaux Pluviales Urbaines - GEPU

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-----------|----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT <i>(hors gestion du personnel)</i> | | |
| GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES | 100 000 € | 951 731 € |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES | 250 000 € | 2 272 639 € |

Assainissement

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|----------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>26 759 417 €</u> | <u>37 981 780 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 466 910 € | 462 570 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 45 200 € | 25 200 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 755 150 € | 680 940 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | 5 697 € | 12 000 € |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 25 226 260 € | 36 551 070 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 260 200 € | 250 000 € |

La CARA est compétente en assainissement sur les 33 communes du territoire. Afin de préserver la qualité de nos divers milieux aquatiques si importants pour notre région mais aussi si fragiles (nappe phréatique, plages, zone ostréicole, marais doux et salés...) la CARA assure le traitement et la dépollution des eaux usées.

Les charges de fonctionnement du budget annexe Assainissement concernent principalement les frais de personnel.

Une enveloppe de 270 000 € prévoit les reversements au budget principal pour l'utilisation des moyens en termes de locaux, de charges, de matériels et de services ressources nécessaires à l'exécution de la compétence.

Le tableau suivant reprend le détail des dépenses d'investissement inscrites au stade de l'élaboration du budget primitif :

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------|------------------------------|
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | | |
| ACQUISITION DE MATERIEL | | 40 000 € |
| ACQUISITION DE TERRAINS | 100 000 € | 100 000 € |
| CANA. REFOUL. EN AMIANTE CIMENT 2019 ET 2022 | 3 940 000 € | 5 340 000 € |
| COLLECTE ARCES 2020 ET 2021 | 1 848 900 € | 1 835 830 € |
| COLLECTE ARVERT 2020 | 100 000 € | 59 820 € |
| COLLECTE BREUILLET 2016 | 1 000 € | |
| COLLECTE BREUILLET 2018 | 5 000 € | 200 € |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-----------|----------------------|
| COLLECTE BREUILLET 2020 ET 2021 | 699 750 € | 16 150 € |
| COLLECTE BREUILLET 2022 | | 171 620 € |
| COLLECTE CORME ECLUSE 2017 | 10 000 € | 10 000 € |
| COLLECTE COZES 2020 | 43 500 € | 42 780 € |
| COLLECTE ETAULES 2022 | | 81 580 € |
| COLLECTE FLOIRAC 2021 ET 2022-BOURG DE ST ROMAIN/G | 668 500 € | 941 100 € |
| COLLECTE GREZAC 2021 - LES PIECES DU BOURG | 111 500 € | 105 690 € |
| COLLECTE L'EGUILLE SUR SEUDRE 2020 | 66 500 € | 10 000 € |
| COLLECTE LES MATHES 2018 | | 200 € |
| COLLECTE LES MATHES 2019 | 5 000 € | 5 000 € |
| COLLECTE LES MATHES 2022 | | 250 400 € |
| COLLECTE MEDIS - 2017 | | 1 000 € |
| COLLECTE MEDIS 2020 | 318 160 € | 518 160 € |
| COLLECTE MEDIS 2021 - ROUTE DE CHEZ DIAZ | 46 000 € | 60 000 € |
| COLLECTE MESHCHERS SUR GIRONDE 2020 | 543 960 € | 829 850 € |
| COLLECTE MORTAGNE SUR GIRONDE 2020 | 150 000 € | 50 000 € |
| COLLECTE ROYAN 2022 | | 25 400 € |
| COLLECTE SABLONCEAUX - 2017 | 222 400 € | 30 000 € |
| COLLECTE SAINT AUGUSTIN 2020 | 90 000 € | 20 000 € |
| COLLECTE SAINT ROMAIN DE BENET 2020 | 640 000 € | 1 060 000 € |
| COLLECTE SAUJON 2020 | 220 570 € | 20 000 € |
| COLLECTE SEMUSSAC 2022 | | 78 990 € |
| COLLECTE VAUX SUR MER 2016 | 108 400 € | 20 000 € |
| COLLECTE VAUX SUR MER 2020 | 240 000 € | 235 350 € |
| DIAGNOSTIC PERMANENT | 15 000 € | 25 000 € |
| ETUDE DIAGNOSTIQUE PETITES COLLECTIVITES | | 72 100 € |
| ETUDE DIAGNOSTIQUE BARZAN,EPARGNES,TALMONT | 50 000 € | 50 000 € |
| ETUDE DIAGNOSTIQUE LA TREMBLADE 2022 | | 66 400 € |
| ETUDE DIAGNOSTIQUE LES MATHES 2022 | | 56 600 € |
| ETUDE DIAGNOSTIQUE ROYAN CHAMP DE FOIRE | 182 000 € | 50 000 € |
| ETUDE INSPECTION REGARDS | 230 000 € | 230 000 € |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-------------|-------------------|
| ETUDE RESEAUX LES MATHES/ETAULES 2018 | 120 000 € | 120 000 € |
| ETUDES | 20 450 € | 50 000 € |
| ETUDES COZES DIAGNOSTIC RESEAUX 2018 | 10 900 € | |
| ETUDES DE DIAGNOSTIC RESEAUX 2019 | 67 500 € | 20 000 € |
| ETUDES MORTAGNE S GIRONDE DIAGNOSTIC RESEAUX 2018 | 21 700 € | |
| ETUDES SAUJON 2020 | 152 480 € | 50 000 € |
| LAGUNES | 170 200 € | 400 000 € |
| REHAB COZES 2021 - RTE BORDEAUX, JARDIN PUBLIC | 1 075 000 € | 1 043 330 € |
| REHAB LA TREMBLADE 2021 - RUES FORAN,LAVOIR.... | 663 100 € | 642 840 € |
| REHAB L'EGUILLE 2021 - RUE ECLUSE ET PORT | 248 000 € | 50 000 € |
| REHAB MEDIS 2021 - RUE DE LA MOTTE | 488 500 € | 458 580 € |
| REHAB MESCHERS 2021 - RUES MOULIN, MURIERS | 577 800 € | 757 990 € |
| REHAB MORNAC 2021 - QUAI ESTUAIRE, FALAISE, MOUETTES | 105 000 € | 99 660 € |
| REHAB MORNAC 2021 ET 2022- RUE DU PORT | 306 000 € | 704 500 € |
| REHAB ROYAN 2021 - BLD LA MARNE, GDE CONCHE | 595 200 € | 1 250 000 € |
| REHAB SAUJON 2021 - RUE ET IMPASSE DU CANAL | 200 000 € | 190 390 € |
| REHAB VAUX SUR MER 2021 - AV PASTEUR | 154 000 € | 143 750 € |
| REHABILITATION ARVERT 2022 | | 80 000 € |
| REHABILITATION BREUILLET 2018 | 1 000 € | |
| REHABILITATION BREUILLET 2020 | 69 000 € | 69 000 € |
| REHABILITATION CHAILLEVETTE 2019 | 10 000 € | 10 000 € |
| REHABILITATION COZES 2019 | 1 000 € | 1 000 € |
| REHABILITATION LA TREMBLADE 2018 | 833 400 € | 1 900 000 € |
| REHABILITATION L'EGUILLE 2019 | 100 000 € | 5 000 € |
| REHABILITATION L'EGUILLE SUR SEUDRE 2018 | 1 000 € | 1 000 € |
| REHABILITATION LES MATHES 2018 | 1 000 € | 1 000 € |
| REHABILITATION LES MATHES 2022 | | 177 000 € |
| REHABILITATION MESCHERS 2014 | 23 000 € | 23 000 € |
| REHABILITATION ROYAN - 2017 | 440 000 € | 440 000 € |
| REHABILITATION ROYAN 2018 | 409 500 € | 550 000 € |
| REHABILITATION ROYAN 2019 | 460 000 € | 20 000 € |

LES AXES PRINCIPAUX DE L'ACTION DE LA CARA

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|-------------|----------------------|
| REHABILITATION ROYAN 2022 | | 1 385 250 € |
| REHABILITATION SAINT AUGUSTIN 2019 | 200 000 € | 1 000 000 € |
| REHABILITATION SAINT GEORGES DE DIDONNE 2016 | 8 400 € | 8 400 € |
| REHABILITATION SAINT GEORGES DE DIDONNE 2018 | 1 000 € | 1 000 € |
| REHABILITATION SAINT GEORGES DE DIDONNE 2019 | 1 000 € | 10 000 € |
| REHABILITATION SAINT PALAIS SUR MER - 2017 | 5 000 € | 5 000 € |
| REHABILITATION SAINT PALAIS SUR MER 2018 | 939 500 € | 1 436 580 € |
| REHABILITATION SAUJON 2018 | 416 700 € | 612 720 € |
| REHABILITATION SAUJON 2019 | 5 000 € | 150 000 € |
| REHABILITATION SAUJON 2020 | 405 960 € | 598 710 € |
| REHABILITATION SAUJON 2022 | | 350 000 € |
| REHABILITATION SEMUSSAC 2020 | 473 860 € | 500 000 € |
| REHABILITATION ST AUGUSTIN 2022 | | 224 000 € |
| REHABILITATION ST GEORGES DE DIDONNE 2022 | | 750 000 € |
| REHABILITATION ST PALAIS 2022 | | 1 028 800 € |
| REHABILITATION ST SULPICE DE ROYAN 2022 | | 500 000 € |
| REHABILITATION VAUX SUR MER 2018 | 41 700 € | 4 400 € |
| REHABILITATION VAUX SUR MER 2020 | 42 000 € | 1 000 € |
| REHABILITATION VAUX SUR MER 2022 | | 489 000 € |
| STATION DE LAGUNAGE COZES 2019 | 261 230 € | 100 000 € |
| STATION D'EPURATION DE LA TREMBLADE | 620 000 € | 620 000 € |
| STATION D'EPURATION DE SAINT PALAIS SUR MER | 660 000 € | 1 500 000 € |
| STATION D'EPURATION DE ST GEORGES DE DIDONNE | 1 476 300 € | 1 823 950 € |
| STATION D'EPURATION L'EGUILLE LES METAIRIES | 5 000 € | |
| STATIONS D'EPURATIONS | 237 740 € | 200 000 € |
| STOCKAGE DES BOUES | 350 000 € | 400 000 € |
| TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT | 1 005 000 € | 1 005 000 € |
| VALORISATION AGRICOLE DES BOUES | 90 000 € | 80 000 € |
| PAS D'OPERATION | 265 700 € | 262 000 € |

11. Ecologie Urbaine - Gestion des Déchets

| DEPENSES <i>Opérations réelles</i> | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|--|----------------------------|------------------------------|
| <u>TOTAL</u> | <u>19 536 180 €</u> | <u>20 386 696 €</u> |
| FRAIS DE GESTION DU PERSONNEL | 1 760 280 € | 1 782 370 € |
| SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS, CONTRIBUTIONS | 4 000 000 € | 4 754 361 € |
| AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 11 513 400 € | 12 959 465 € |
| ANNUITE DE LA DETTE | | |
| OPERATIONS D'EQUIPEMENT | 2 262 500 € | 890 500 € |
| AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |

BP 2021

PROPOSITIONS

2022

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT *(hors gestion du personnel)*

| | | |
|--|---------------------------|---------------------------|
| <u>COLLECTE EN PORTE A PORTE</u> | <u>5 920 420 €</u> | <u>6 159 500 €</u> |
| COLLECTE DES DECHETS VERTS | 440 000 € | 480 000 € |
| COLLECTE OMR | 2 450 000 € | 2 650 000 € |
| COLLECTE SELECTIVE | 1 450 000 € | 1 370 000 € |
| COLONNES ENTERREES OM | 135 600 € | 142 400 € |
| CONTENEURS MENAGES | 28 200 € | 29 350 € |
| REDEVANCE HOTELLERIE DE PLEIN AIR | 286 500 € | 330 000 € |
| REDEVANCE SPECIALE | 1 130 120 € | 1 157 750 € |
| <u>APPORT VOLONTAIRE</u> | <u>2 301 150 €</u> | <u>2 851 625 €</u> |
| CENTRE ENFOUISSEMENT TECHNIQUE | 19 500 € | 29 500 € |
| EXPLOITATION DECHETERIE ARTISANALE | 293 050 € | 420 100 € |
| EXPLOITATION DECHETERIES DES PARTICULIERS | 1 319 800 € | 1 639 250 € |
| MARCHES D'INSERTION | 165 500 € | 185 000 € |
| VERRE | 503 300 € | 577 775 € |
| <u>TRAITEMENT</u> | <u>7 239 000 €</u> | <u>8 634 861 €</u> |
| BOIS | 125 000 € | 195 000 € |
| CARTONS | 370 000 € | 500 000 € |
| COLLECTE SELECTIVE (QUAI DE MEDIS - CENTRE DE TRI) | 1 800 000 € | 1 800 000 € |
| FERRAILLES | 60 000 € | 75 000 € |
| GRAVATS | 80 000 € | 110 000 € |
| HUILES MINERALES | 3 000 € | 3 500 € |
| PNEUMATIQUES | 1 000 € | 3 000 € |
| SIL (ORDURES MENAGERES + DECHETS VERTS) | 4 000 000 € | 4 648 361 € |
| TOUT VENANT | 800 000 € | 1 300 000 € |
| <u>GESTION ADMINISTRATIVE - MOYENS GENERAUX</u> | <u>52 830 €</u> | <u>67 840 €</u> |
| COMMUNICATION | 20 000 € | 20 000 € |
| DEPENSES ADMINISTRATIVES DU SERVICE | 29 300 € | 45 250 € |
| PROCEDURE DE CONTENTIEUX | 3 500 € | |
| AUTRES DEPENSES | 30 € | 2 590 € |

| | BP 2021 | PROPOSITIONS 2022 |
|---|---------------------------|------------------------------|
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | |
| <u>COLLECTE EN PORTE A PORTE</u> | <u>282 000 €</u> | <u>302 000 €</u> |
| ACQUISITION CONTENEURS OM ET CS | 200 000 € | 200 000 € |
| COLONNES ENTERREES | 50 000 € | 100 000 € |
| MATERIEL DE TRANSPORT | 30 000 € | |
| MATERIELS DIVERS | 2 000 € | 2 000 € |
| <u>APPORT VOLONTAIRE</u> | <u>1 764 500 €</u> | <u>571 500 €</u> |
| ACQUISITION DE CONTENEURS A VERRE | 30 000 € | 35 000 € |
| COLONNES ENTERREES | 50 000 € | 100 000 € |
| CONTROLE ACCES DES DECHETERIES | 40 000 € | 40 000 € |
| DECHETERIE ARTISANALE ST SULPICE | 37 500 € | 27 500 € |
| DECHETERIE DES PARTICULIERS | 1 285 000 € | 310 000 € |
| DECHETERIE MIXTE | 320 000 € | 25 000 € |
| MATERIEL DE TRANSPORT | | 30 000 € |
| MATERIEL INFORMATIQUE | 2 000 € | 4 000 € |
| <u>TRAITEMENT</u> | <u>180 000 €</u> | <u>15 000 €</u> |
| CENTRE DE REGROUPEMENT MEDIS | 30 000 € | 15 000 € |
| CENTRE DE TRANSFERT DE MEDIS | 150 000 € | |
| <u>GESTION ADMINISTRATIVE</u> | <u>36 000 €</u> | <u>2 000 €</u> |
| MATERIEL DE TRANSPORT | 30 000 € | |
| MATERIEL INFORMATIQUE | 4 000 € | |
| MATERIELS DIVERS | 2 000 € | 2 000 € |

La CARA est compétente en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés. La prise en compte croissante des préoccupations environnementales a conduit à la mise en place d'actions de prévention à la production de déchets et au développement de collectes sélectives en porte à porte et en apport volontaire.

Les dépenses de fonctionnement afférentes à la compétence Gestion des Déchets se répartissent entre les dépenses de collectes, de traitement, de fonctionnement des déchetteries et les frais de gestion administrative. Si les frais de gestion administrative sont constitués principalement des charges de personnel, les dépenses afférentes à la collecte et au traitement des déchets concernent la rémunération des contrats de prestations de services nécessaires à l'exécution de la compétence ainsi que la contribution de la CARA au SIL pour le traitement des ordures ménagères.

LEXIQUE

| | |
|------------------|---|
| AP/CP : | Autorisations de programme / Crédits de paiement |
| AE/CP : | Autorisations d'engagement / Crédits de paiement |
| CET : | Contribution économique territoriale |
| CFE : | Cotisation foncière des entreprises |
| CFL : | Comité des finances locales |
| CIF : | Coefficient d'intégration fiscale |
| COM : | Commune des départements d'outre-mer |
| CPS : | Compensation Part Salaire |
| CVAE : | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises |
| DAP : | Dotations aux Amortissements et Provisions |
| DCRCD : | Dotations de compensation des versements aux communes défavorisées |
| DCRTP : | Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle |
| DETR : | Dotations d'équipement des territoires ruraux |
| DGD : | Dotations générales de décentralisation |
| DGF : | Dotations globales de fonctionnement |
| DMTD : | Droits de mutation à titre onéreux |
| DSUCS : | Dotations de solidarité urbaine et de cohésion sociale |
| DUCSTP : | Dotations uniques des compensations spécifiques à la taxe professionnelle |
| EBM : | Equipements et Biens Mobiliers |
| EPCI : | Établissement public de coopération intercommunale |
| EURIBOR : | L'Euribor (Euro Inter Bank Offered Rate) désigne le taux moyen offert sur le marché interbancaire de la zone Euro, pour des échéances de 1 à 12 mois. |
| FB : | Foncier bâti |
| FCTVA : | Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée |
| FDPTP : | Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle |
| FMDI : | Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion |
| FNB : | Foncier non bâti |
| FNGIR : | Fonds national de garantie individuelle des ressources |
| FPIC : | Fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales |
| FPU : | Fiscalité professionnelle unique |
| FPZ : | Fiscalité professionnelle de zone |
| FSRIF : | Fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France |

| | |
|------------------------|---|
| GFP : | Groupement à fiscalité propre |
| IFER : | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux |
| K€ : | Milliers d'euros (lit. Kilo euros) |
| LFI : | Loi de Finances initiale |
| LFR : | Loi de Finances Rectificative |
| LPFP : | Loi de programmation des Finances Publiques |
| PIB : | Produit intérieur brut |
| PLF : | Projet de Loi de Finances |
| PLFR : | Projet de Loi de Finances Rectificative |
| PSR : | Prélèvements sur recettes |
| RCE : | Réduction pour création d'établissement |
| RCT : | Relations avec les collectivités territoriales |
| RESF : | Rapport économique, social et financier |
| RMI : | Revenu minimum d'insertion |
| RSA : | Revenu de solidarité active |
| TASCOM : | Taxe sur les surfaces commerciales |
| TAUX FIXE : | Un emprunt est classé en fixe lorsqu'il est à taux fixe sur toute sa durée et qu'il n'est donc pas sensible aux variations des marchés financiers |
| TAUX VARIABLE : | Un emprunt est classé en variable lorsqu'il est à taux variable sur toute sa durée. Par définition, il est directement exposé aux variations des marchés financiers |
| TIPP : | Taxe intérieure sur les produits pétroliers |
| TP : | Taxe professionnelle |
| TSCA : | Taxe spéciale sur les conventions d'assurance |

SOURCES :

- La Caisse d'Épargne : DOB 2022 - version Novembre 2021
- La Banque Postale : Note de conjoncture - les Finances locales, tendances 2021 ;
- Finance Active : Tableau de bord de la dette ; Projet de Loi de Finances 2022, décryptage des mesures concernant les collectivités – 28 octobre 2021;
- AFIGESE : Programme des assises de l'AFIGESE 2021 ;
- Atelier Fiscal : Diagnostic Fiscal Exercice 2021 ;
- Projet de Loi de Finances 2022 ;
- Jaunes budgétaires 2022 - Transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales ;

**(AGGLOMÉRATION
ROYAN
ATLANTIQUE)**